

NI AIDE DE L'ETAT NI «OMRA» EN VUE

# Les voyagistes broient du noir !

Lire l'article de Abdelkrim Zerzouri page 2



**Saidal négocie avec un opérateur russe pour produire le Spoutnik V en Algérie**

P. 3

**Baisse de 30% des offres d'emploi en 2020**

Lire l'article de M. Mehdi page 3

**SOMMET AFRICAIN**  
**Ouverture de la 34ème session ordinaire**

Lire l'article de Ghania Oukazi page 4



**COORDINATION NATIONALE DES FONCTIONNAIRES DE LA SANTÉ**

**Arrêt de travail les 10 et 11 février**

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 2

## Ni aide de l'Etat ni «Omra» en vue Les voyagistes broient du noir !

Abdelkrim Zerzouri

**O**n voyait chez les agences de voyages des signes, même hésitants, d'une reprise du petit pèlerinage (Omra) comme une bouée de sauvetage, avant que le couperet de son arrêt jusqu'à une date inconnue, ne tombe officiellement pour tuer le peu d'espoir de survie. Pas de Omra à l'horizon. En tout cas, selon les dispositifs mis en place par les autorités saoudiennes, qui viennent de restreindre les voyages et renforcer les mesures préventives intérieures, et le maintien de la fermeture des frontières algériennes, cela ne sera pas pour le prochain Ramadhan comme on l'espérait, à cause de la demande très forte en cette période, qui aurait pu sauver les meubles ! Rien ne semble venir au secours des agences de voyages, qui vivent tous les malheurs du temps depuis l'apparition de la Covid-19. « Un virus anti voyages », ironise-t-on. Pis, le drame des agences de voyages se déroule dans une indifférence royale des pouvoirs publics qui se confinent dans un silence assourdissant face aux cris de détresse des professionnels du secteur, le plus impacté économiquement par la crise sanitaire. Nombreux sont les voyagistes qui n'ont pas pu encaisser le choc de l'arrêt brutal des déplacements entre pays suite à la fermeture des frontières, et ont dû abandonner le créneau, alors que ceux qui tentent de résister à travers l'exploitation des circuits touristiques internes, le sud du pays exclusivement, ne réussissent même pas à couvrir les frais de fonctionnement et assurer l'extrême minimum des salaires. Très difficile de

trouver une agence qui n'a pas encore baissé rideau. L'important tissu constitué par les agences de voyages, près de 4.000 en activité avant la pandémie, risque de disparaître complètement si aucune aide n'arrive en urgence. Les aides de l'Etat ? « Il n'y a absolument rien ! », s'offusque le président par intérim du syndicat national des agences de voyages (SNAV), Nadir Belhadj, propriétaire de l'agence de voyages 'Numidia'. « Et, encore si on nous demande pas de payer les charges sociales et les impôts, alors que l'activité est en berne depuis une année ! », ajoute-t-il.

Notre interlocuteur nous a indiqué que le syndicat a adressé des correspondances à plusieurs ministères concernés par ce drame qui se déroule à huis clos, et qu'il espère attirer leur attention sur la lente agonie des agences de voyages.

La sonnette d'alarme est tirée, si l'Etat ne fait rien pour accompagner les agences de voyages dans ces dures conditions, c'est la mort inévitable et quasi général des agences de voyages. L'heure est grave, tous les professionnels du secteur en conviennent sur ce point, mais encore faut-il s'unir au sein d'un seul syndicat pour tenter de trouver des solutions durables. L'objectif principal est effectivement de regrouper tous les professionnels au sein du SNAV, nous a confié M. Nadir Belhadj. Relevant qu'il existe quelques six ou sept associations des agences de voyages en activité, qui vont en rangs dispersés, discuter avec les compagnies de voyages, parce que le remboursement des billets réservés et non utilisés est une autre catastrophe qui pèse

sur les têtes, ainsi qu'avec les pouvoirs publics sur les voies et moyens à emprunter pour sauver les agences de voyages d'un naufrage définitif, sans arriver à rien de concret à cause de la faiblesse représentative, soutenant dans ce sens qu'il est primordial de rassembler tout le monde au sein du SNAV, afin de faire parvenir, d'une seule voix, nos préoccupations, soutiendra-t-il. Non sans présager que l'activité des agences de voyages, en elle-même, ne sera plus jamais comme avant. La notion de tourisme en entier changera en cas d'une relance du secteur dans les prochains mois. Sur un autre registre, intimement lié, les travailleurs du secteur qui ont perdu leur gagne-pain vivent dans le désarroi total. « L'Etat nous a abandonné », se désole-t-on. Contrairement à d'autres créneaux d'activité touchés économiquement par la crise sanitaire, les travailleurs qui occupaient des postes dans les agences de voyages et qui se sont retrouvés au chômage par centaines, n'ont eu droit qu'à une prime de solidarité de 30.000 dinars (répartie sur 3 mois à raison de 10.000 dinars/mois durant une année), et encore la prime en question n'a été attribuée qu'aux seuls travailleurs mariés. « Les célibataires qui ont perdu leur emploi dans les agences de voyages, contrairement à d'autres professions, ont été injustement exclus de toute aide financière, sans aucun état d'âme ou considération pour ceux qui ont à charge des familles sans être mariés », s'insurgent les concernés. En attendant que la population soit vaccinée à hauteur de 60%, condition sine qua non pour l'ouverture des frontières, les voyagistes broient du noir.

Publicité

## Coordination nationale des fonctionnaires de la santé

### Arrêt de travail les 10 et 11 février

El-Houari Dilmi

vise minimum, la coordination menace de radicaliser son action de protestation dans la semaine qui suit, « si aucune solution rapide n'est trouvée à nos doléances », avertit le syndicat. Le coordinateur national du syndicat, Baddidine Koulaïbi, avait déjà dénoncé le « silence » du ministère de tutelle au sujet des revendications du syndicat, l'accusant de « s'occuper uniquement du suivi de l'évolution de la situation épidémique ». Menaçant d'une grève, plusieurs fois reportée, pour « ne pas pénaliser les malades dans un contexte sanitaire des plus difficiles », la Coordination nationale des fonctionnaires de la santé a décidé de mettre sa menace à exécution pour appuyer sa plate-forme de revendications socioprofessionnelles. Parmi les doléances du syndicat, figurent en bonne place la sortie du corps de la Fonction publique, la promotion des aides-soignants, révision du statut particulier des corps communs, la révision de la grille des salaires et du régime indemnitaire, ou encore le droit au départ à la retraite anticipée.

Le syndicat menace également d'en référer au président de la République pour appuyer la satisfaction de sa plateforme de revendications et conjurer, ainsi, une éventuelle paralysie des structures de santé dans ce contexte particulièrement difficile que traverse le pays.

Outre les deux demi-journées d'arrêt de travail prévues les 10 et 11 février avec respect du ser-



## Baisse de 30% des offres d'emploi en 2020

M. Mehdi

Dans une «rétrospective du secteur du recrutement en 2020», Emploitic, le portail Internet dédié à l'emploi et au recrutement en Algérie, fait état d'une baisse de 30% des offres d'emploi en raison des «incertitudes provoquées par la crise sanitaire» due au Covid-19. La «baisse de 30% sur les offres d'emploi» correspond, selon le document d'Emploitic, à un nombre d'offres de «20.700 postes en 2020 contre 29.000 en 2019». Par ailleurs, et selon l'étude, la tendance des offres d'emploi «penche en faveur des juniors» avec «près de la moitié des annonces». «Sur l'ensemble des offres d'emploi diffusées en 2020 sur le site emploitic.com, 9.851 opportunités ciblaient les chercheurs d'emploi sans expérience professionnelle ou débutant, soit près de la moitié des annonces». Quant aux «cadres moyens et cadres expérimentés (entre 3-5 ans et 6-10 ans d'expérience)», ils étaient respectivement la cible de «8.100 et 2.102 offres d'emploi», «sachant que la tendance était à l'inverse en 2019», précise le document. Par secteurs d'activité, l'industrie «continue à recruter, malgré la situation». «La tendance constatée concernant les métiers secteurs ayant le plus recruté en 2020 reste la même qu'en 2019», ajoute Emploitic. En 2020, le secteur de l'Industrie «est arrivé en tête avec 34% de la globalité des offres d'emploi proposées». «Les métiers de l'industrie ont aussi représenté le plus grand nombre de postes d'emploi avec un taux de 39%», lit-on encore, avec la précision que les «métiers les plus recherchés» dans ce secteur sont «la qualité, l'hygiène et la sécurité ainsi que ceux de l'ingénierie». «Le secteur des services a, quant à lui, comptabilisé

sé 32% du total des offres alors que le secteur Commerce-Distribution a représenté 10%», précise le document.

### L'ACCOMPAGNEMENT DIGITAL EN PÉRIODE DE CRISE SANITAIRE

Pour «préserver l'activité de recrutement en Algérie» en période de pandémie, Emploitic a déployé en 2020 des «services et des outils» permettant aux entreprises et aux demandeurs d'emploi de «s'adapter au contexte». «L'Entretien Vidéo Différé» a été mis en place pour «faciliter la mise en relation des candidats et des recruteurs à travers une solution d'entretien à distance». «Une version 2.0 de l'application mobile a été lancée pour permettre de faciliter l'accès aux offres d'emploi sur Emploitic.com», ajoute le document qui fait état de l'organisation d'une «cinquantaine d'ateliers en ligne et une dizaine d'ateliers au sein des universités», animés par «des recruteurs, des coaches et des formateurs», pour «aider les futurs employés sur différents plans : recherche d'emploi, développement de carrière, développement personnel, découverte métier...». Ainsi, «plus de 5.000 heures de formation ont été assurées et suivies par plus de 9.000 participants». Quant au rendez-vous annuel «Talent Day 2020», il s'est quand même déroulé en «Conférence digitale» avec «plus de 500 acteurs RH Emploitic», autour de «thématiques présentées par des conférenciers nationaux et internationaux et débattues par des dirigeants d'entreprises algériennes». Par ailleurs, Emploitic annonce la publication prochaine d'une étude sur les «perspectives de recrutement et de création d'emploi en Algérie» menée en collaboration avec la chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI).

### Education

## Retour aujourd'hui des élèves aux bancs de l'école



Le ministère de l'Education nationale a affirmé samedi dans un communiqué que le retour des élèves aux bancs de l'école sera à partir d'aujourd'hui dimanche, après la fin des vacances scolaires de l'hiver 2020-2021 (du 28 janvier au 06 février).

Le ministère a en outre qualifié de «fausses informations» ce qui est relayé sur les réseaux sociaux concernant la prolongation de la période des vacances scolaires 2020-2021, et réfuté catégoriquement ce genre de nouvelles en affirmant que le retour des élèves

aux bancs de l'école sera à partir du dimanche 07 février 2021.

Le ministère a par ailleurs appelé à la nécessité de s'assurer de la véracité de toute publication ou article avant de publier de telles informations, en consultant périodiquement le site web officiel du ministère ainsi que ses pages officielles sur les réseaux sociaux (Facebook et Tweeter), appelant tout un chacun à faire montre de vigilance et à puiser les informations correctes de leurs sources officielles, a conclu le communiqué.

## Saidal négocie avec un opérateur russe pour produire le Spoutnik V en Algérie

Des discussions sont en cours entre le Groupe pharmaceutique public Saidal et un opérateur russe pour la production locale du vaccin anti-Covid-19 Spoutnik V, a indiqué le directeur général de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), le Professeur Kamel Mansouri.

Invité, vendredi soir, d'une émission télévisée de la chaîne A3 de l'EPTV, traitant de la pandémie du Covid-19, M. Mansouri a fait savoir que «le Groupe pharmaceutique public Saidal est en cours de négociations avec un opérateur russe dans le cadre de la production du vaccin Spoutnik V anti-Covid19 en Algérie pour assurer sa disponibilité au profit de la population nationale».

«Le but est de permettre la production locale de Spoutnik V pour le rendre disponible. Car il peut y avoir une problématique pour acquérir le vaccin au niveau mondial», a-t-il souligné, ajoutant qu'une commission placée sous la tutelle du ministère de l'Industrie pharmaceutique doit accompagner les fabricants locaux «pour qu'ils puissent produire le vaccin rapidement».

Rappelant qu'outre le Groupe Saidal, un opérateur privé est également en cours de négociations pour parvenir à produire le vaccin en Algérie, le laboratoire Frater Razes en l'oc-

currence, le directeur général de l'ANPP a assuré que le pays «possède les capacités de produire des vaccins à travers des processus chimiques mais aussi via la biotechnologie».

De plus, il a souligné que le vaccin russe Spoutnik V est «l'un des plus performants dans le monde en termes d'efficacité, enregistrant de faibles effets secondaires». Un vaccin qui connaît, a-t-il fait observer, un taux d'efficacité de 91,6 %.

S'agissant de l'enregistrement des vaccins anti-Covid-19, M. Mansouri a fait savoir que l'Agence a pris des mesures spécifiques afin d'enregistrer les vaccins et permettre la signature rapide des contrats d'acquisition.

Ainsi, l'ANPP a enregistré le vaccin Spoutnik V et procède actuellement à l'enregistrement du vaccin Astra-Zeneca. En outre, l'Agence a entamé récemment, a-t-il ajouté, les procédures d'enregistrement du vaccin chinois.

### LES PROCHAINES DOSES DU VACCIN SPUTNIK V LIVRÉES COURANT FÉVRIER PUIS EN MARS

Par ailleurs, M. Mansouri a fait savoir que les niveaux de productions nationaux de masques chirurgicaux assurent la disponibilité de ces produits,

grâce à l'implication d'une quinzaine de producteurs locaux. Il a également noté que, grâce à quatre opérateurs locaux, la production d'oxygène destinée aux établissements médicaux est satisfaisante.

Intervenant lors de la même émission, le directeur général de l'Institut Pasteur, Fawzi Derrar a fait savoir que de nouvelles doses du vaccin Spoutnik V seront livrées à l'Algérie en février et mars, soulignant que l'Institut bénéficie d'assurances de ses partenaires étrangers quant à la disponibilité du vaccin.

Le même responsable a indiqué que l'objectif est de vacciner 75% des citoyens ayant plus de 18 ans, ce qui équivaut à 40 millions de doses nécessaires pour réduire considérablement la transmission du virus à travers le pays. Une période allant de six mois à plus d'un an est nécessaire pour achever la campagne de vaccination nationale, selon lui.

Le premier responsable de l'Institut Pasteur a indiqué que la première phase de la campagne de vaccination nationale concerne les zones où les taux de contamination sont les plus élevés. Dans un second temps, a-t-il dit, il sera procédé à la vaccination des populations en zone de moindre contamination.

## ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

**T**ant de pistes défrichées, tant de débats académiques et de mues vers des formations professionalisantes, mais les difficultés de trouver des solutions concrètes à la problématique des opportunités d'employabilité des diplômés universitaires restent entièrement posées. Un énorme casse-tête pour les pouvoirs publics que d'avoir chaque année un peu plus de diplômés qui viennent grossir les rangs des chômeurs. Est-ce logique dans un pays vierge, où tout reste à faire, d'avoir à gérer ce problème ? Pourquoi nos jeunes diplômés dans diverses filières trouvent-ils des débouchés dans le monde du travail sans grande difficulté sous d'autres cieux et pas chez eux ? Une réalité qui va de pair avec la saignée de la fuite des cerveaux.

Encore, donc, un dommage collatéral à amortir. Certainement, comme le préconise le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdelbaki Benziane, qu'il est important de connecter l'université à son environnement socioéconomique pour multiplier les opportunités d'employabilité des diplômés universitaires, mais que n'a-t-on pas fait dans ce sens sans aboutir à quelques satisfactions ? Le changement de la cartographie de la formation à mettre en adéquation avec les exigences de l'heure, totalement tournées vers le numérique, pourrait également contribuer au renforcement des possibilités de dénicher un emploi pour les diplômés universitaires, mais cela resterait toujours insuffisant tant que la compétition et la transparence demeurent des concepts étrangers à la réalité de l'environnement socioéconomique. La compétition est la clé de la réussite. Les entreprises, grandes et petites, ainsi que les administrations pu-

### Compétition où es-tu ?

bliques, les ministères et les universités, elles-mêmes, devraient créer un climat de compétition entre les futurs diplômés pour les inciter à bosser durement durant leur cursus universitaire, et ne pas leur apprendre à faire la queue pour avoir un diplôme qui ne pèse pas plus qu'un bout de papier. Comment ? C'est à ce niveau que devrait intervenir le rôle de l'environnement socioéconomique.

Les chefs d'entreprises et les responsables à tous les niveaux devraient se rapprocher de l'université et procéder au recrutement des plus performants sur place, tant que les étudiants sont sur les bancs des amphithéâtres. Le recrutement des majors de promos serait alors un enjeu important, voire stratégique, pour les grandes sociétés qui vont rivaliser en offres alléchantes pour embaucher les meilleurs parmi les diplômés. C'est une pratique courante dans les pays développés, et qui cherchent à garder leur suprématie dans le concert des nations en misant sur les meilleurs, quitte à les chercher hors de leur pays. Vraiment, croit-on qu'on pourrait arriver à quelque chose de sérieux si les derniers réussissent à trouver des emplois, et laisser en rade les majors de promos ? Rien de mieux pour briser la confiance, cet autre paramètre moral qu'il est indispensable de recouvrir.

Quels que soient les efforts déployés pour tenter de trouver des solutions à la faible employabilité des diplômés, l'université ne peut pas évoluer hors du climat politique et social du pays. N'est-il pas grand temps de faire basculer les choses d'une ambiance quantitative à celle qualitative ? Un diplôme n'ouvre pas droit au travail sans le sésame de la compétence.

**Le Quotidien**  
d'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
Directeur Général  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21  
Fax et Rédaction: 041.23.25.20  
  
Imp. : Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)  
  
**Rédaction Algéroise**  
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
Pub Tél.: 021. 64.96.44  
  
**Rédaction Constantinoise**  
Tél. : 031.92.12.11  
Fax : 031.92.12.22  
  
**Diffusion** : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

## Sommet africain

**Ouverture de la 34ème session ordinaire**

**La 34ème session ordinaire du sommet des chefs d'Etat africains et de gouvernement se tient sur fond de guerre larvée aux frontières nord-ouest du continent, au temps d'une lourde présence française au Mali et d'une solution étrangère à la crise libyenne.**

Ghania Oukazi

C'est le 1<sup>er</sup> ministre Abdelaziz Djerad qui représente le président de la République à ce sommet. Abdelmadjid Tebboune, faut-il le rappeler, est absent du pays depuis le 10 janvier dernier pour cause de maladie et de soins à l'étranger.

L'Algérie a, par l'intermédiaire de son chef de l'Exécutif, appelé les Africains à coordonner leurs efforts face à leurs partenaires étrangers pour acquérir le vaccin anti-Covid-19 et aussi pour faire en sorte d'atténuer des conséquences de ce fléau en préservant les emplois, en payant les dettes et en amorçant une stratégie de relance économique dans le continent pour l'après-Covid-19.

Crise sanitaire oblige, ce rendez-vous africain se tient par visioconférence et discute d'un ordre du jour assez étonnant par rapport aux graves dangers qui menacent tout le continent. Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Union africaine ont accepté de se parler pour discuter du thème «Arts, Culture et Patrimoine, des leviers pour construire l'Afrique que nous voulons». Un thème conforme aux élucubrations de beaucoup d'entre eux qui font tout pour ignorer ce qui mine leurs pays respectifs et qui menace jusqu'à la survie de leurs peuples. Cette 34<sup>ème</sup> session ordinaire du sommet des chefs d'Etat africains et de gouvernement a enjambé les pires dérives diplomatique-militaires qui ont allumé la mèche de la guerre aux frontières nord-ouest du continent, à la frontière algéro-marocaine. Une guerre qui oppose l'armée marocaine au Front Polisario piétinant ainsi tous les règlements régionaux et internationaux notamment les résolutions onusiennes qui ont inscrit le conflit sahraoui en tant que question de décolonisation, dernière de son genre en Afrique. Il est irréasonnable que le sommet africain n'ait pas retenu dans son ordre du jour un point aussi crucial pour la sécurité et la stabilité de la région et du continent dans son ensemble.

**L'AGGRESSION D'UN MEMBRE FONDATEUR DE L'UA**

A fortiori quand l'histoire sait depuis de longues années que le Sahara Occidental est membre fondateur de l'Union africaine et que le Maroc l'avait quitté pendant longtemps pour ne la rejoindre qu'en janvier 2017. Les territoires sahraouis sont agressés militairement depuis le 13 novembre dernier quand le Maroc a décidé de déloger par la force des armes des militants sahraouis qui voulaient l'empêcher d'utiliser le passage frontalier El Guergarat comme zone de transit commercial en particulier vers l'Afrique de l'Ouest. La 38<sup>ème</sup> session du Conseil exécutif de l'UA qui s'est tenue 24 heures avant ce sommet qui prend fin aujourd'hui, n'a pas dérogé à la règle de cette habitude de l'Afrique de

faire l'autruche ou vouter le dos pour laisser passer des tempêtes dont les conséquences risquent d'emporter tout sur leur passage. Le Conseil en question s'est contenté de rappeler le devoir de cotisations de chaque membre au budget de l'UA et de faire voter une liste de projets inscrits dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> phase du programme africain pour le développement de l'infrastructure. Il est vrai que l'Algérie a réussi à convaincre ses pairs africains de ne pas en retenir deux «pour non-respect de la souveraineté de la RASD». Pas plus sur la question de décolonisation de la même RASD à part l'acceptation de «l'impératif de consulter cet Etat membre de l'UA sur tout projet traversant son territoire».

Lon rappelle toutefois que le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a fait savoir par la voix de son commissaire, l'Algérien Smaïl Chergui, il y a quelques jours, qu'un sommet du CPS se tiendra prochainement «pour étudier la question du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination». Chergui a exclu cependant toute tentative de faire sanctionner le Maroc par ses pairs africains pour avoir violé le cessez-le feu parce qu'il dit «ce qu'il faut à présent, c'est comment ramener les deux parties à la table des discussions(...). Chergui a tenu au niveau du CSP comme commissaire contre vents et marées, contre des campagnes d'intox et de polémiques animées par ses détracteurs. Dans peu de temps, il n'y sera plus parce que les commissions de l'UA vont changer de main mis à part celles où seront maintenus les actuels détenteurs. Ce qui ne sera pas le cas de Chergui. Le vote aura lieu en principe durant ces deux jours du sommet ordinaire. La commission de présélection des candidatures aux postes de commissaires a déjà élagué en octobre dernier 64 dossiers des 89 issus de 18 pays qui ont été déposés. L'Algérie n'en a aucun.

**QUAND L'AFRIQUE IGNORE SES PROPRES RÉALITÉS**

Paru dans ces mêmes colonnes dans l'édition du 21 septembre 2020, l'abstention de l'Algérie d'avancer des candidats à ces postes importants de l'UA suscite de grandes interrogations. «C'est pour la première fois que l'Algérie, le plus gros contributeur financier au budget de l'UA, ne va présider aucune commission», écrivons-nous en référence à des propos d'un diplomate algérien de renom. «Un repli très curieux et pénalisant pour un pays qui tente de raffermir ses liens politiques, économiques et commerciaux avec l'Afrique», nous a-t-il dit. Cet ancien ambassadeur pense cependant qu'«il reste possible pour l'Algérie de garder un certain contrôle au sein de l'UA à condition, dit-il, de mener un réel travail pour la conception et la conduite d'une stratégie d'alliances».

A contre-courant de ces impor-

## Coronavirus

**223 nouveaux cas et 2 décès**

Deux cent vingt-trois (223) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 178 guérisons et deux (02) décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 108.852 dont 223 nouveaux cas les der-

nières 24 heures, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2911 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 74.508, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 23 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas et 17 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 8

autres ont enregistré 10 cas et plus. Par ailleurs, 21 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Djamel Fourar. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

## Alger

**Décès d'une étudiante dans une cité U suite à un incident**

Une étudiante est décédée suite à un court-circuit électrique au niveau d'une résistance dans la chambre où elle logeait et non à l'explosion d'une bouteille de gaz, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique présente en son nom et au nom des cadres des œuvres universitaires et de l'ensemble de la famille universitaire ses sincères condoléances à la famille de la défunte », a précisé la même source. Les services de la Protection civile

avaient affirmé dans un communiqué que "l'incident a eu lieu à 10:37 suite à une explosion d'une bouteille de gaz (camping gaz) causant le décès d'une jeune étudiante (24 ans), originaire de Tiaret". "Un incendie s'est également déclaré dans la chambre de la jeune fille", a-t-on ajouté. De leur côté, les services de la Sûreté ont ouvert une enquête pour déterminer les tenants et aboutissants de cet incident.



El-Houari Dilmi

**O**ui, l'âge opère des ravages là où le temps demeure indécis !

*Etre heureux comme un martyr qui n'a rien vu, c'est un peu se mettre dans la peau d'un homme qui a cessé de vivre, c'est-à-dire, selon une philosophie nirvanique, ne rien voir de ses yeux, ne rien entendre de ses oreilles, ne penser à rien, ne s'en épandre de rien, ne rien sentir de tous ses sens chloroformés. C'est que selon un médium en smoking-gandoura, les Algériens sont malheureux parce qu'ils ne savent toujours pas quoi faire ni de leur vie plate, ni de leur temps qui avance à rebours de leur âge, ni même de leur pays, si grand qu'il donne le vertige. Comme le vide cosmique. Comme nés sans le souffle de la vie, les Algériens ont perdu jusqu'à l'envie de sourire, comme cela se fait sous des cieux plus «riants», tellement, sous le toit «ombrageux» de notre grande maison, les années se suivent mais ne se ressemblent pas. Un peu comme un homme qui court à perdre haleine derrière son ombre chinoise sans jamais réussir à la rattraper. Mais à interroger l'histoire ancienne mais aussi la nouvelle sur les raisons cabalistiques d'un tel «coup de savate» au moral des Algériens, d'aucuns, en regardant par le chas de nos contradictions existentielles, y voient le «résultat trop logique» de celui qui*

*veut jouir d'un rire zygomaticque sans jamais faire frétiler le moindre muscle ni de sa bouche ankylosée ni même d'une seule de ses paupières atrophées. D'autres croient d'une foi cosmogonique que pour être heureux, il faut d'abord croire que la joie vit elle-même heureuse parmi ceux qui courrent après elle. Mais sans jamais réussir à faire la course avec elle (la joie) avec en face ceux qui en profitent comme le fait un ver de terre livré à son cadavre esseulé. Un peu comme un ballon de foot rempli d'air, il y a ceux qui courrent après sans jamais attraper le bout de son bout, ceux qui tirent dedans pour atteindre leur but et ceux qui jouent avec pour montrer aux autres que l'on peut devenir heureux juste en différenciant entre son pied gauche et sa jambe droite.*

*«A pays riche, peuple pauvre», est peut-être dans le passé d'un pays privé du droit de vivre pendant trop longtemps, avec un passé qui hantere les adultes et un présent qui refuse, net, de prendre la peau d'une peine de bonheur à perpétuité pour les plus jeunes ! Parce qu'un peuple qui croque la vie d'une mâchoire brisée n'a pas d'autre choix que de rêver à un monde dit «meilleur». Quand il n'a reçu de la vie qu'un seul cadeau: le désespoir, qu'est-ce qui lui reste encore à perdre ? Seul son malheur peut alors devenir son seul courage !*

tants défis qui pointent, le ministre des Affaires étrangères a assuré jeudi au Conseil exécutif que «l'Algérie tient à s'acquitter à temps de ses contributions financières au budget de l'UA et au fonds pour la paix».

Sabri Boukadam pense avoir en outre rapporté une victoire en vainquant les représentants des Etats membres de l'UA de soutenir la candidature de l'Algérie en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2024-2025. Bien avant lui, Nadi Larbaoui alors ambassadeur au Caire et représentant permanent de l'Algérie auprès de la Ligue des Etats membres avait acquis le soutien des pays arabes à cette candidature. Il l'a fait en août 2019 lors de la tenue au Caire de réunions des ministres arabes des Affaires étrangères. Larbaoui a dû faire un travail de coulisses intense et convaincant pour déclencher l'aval des Arabes en faveur de la demande algérienne. Il l'a fait avec doigté face aux pressions exercées par le Maroc pour défendre sa candidature au même poste onusien.

Le royaume chrétien avait déposé sa candidature au même moment où l'a fait l'Algérie. La concurrence à ce poste de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU ne devait pas avoir lieu si ce n'était le Maroc qui l'avait provoquée.

**L'AFRIQUE QUE LES AFRICAINS VEULENT**

En effet, l'élection à ce poste au niveau du groupe africain se fait selon le principe d'une rotation géographique équitable, c'est donc le tour de l'Algérie», nous affirme une source diplomatique sûre qui rappelle que «l'Algérie l'a été en 2004 et le Maroc en 2012, après lui l'Egypte suivie du Koweït et à ce jour la Tunisie».

C'est la forte plaidoirie faite en 2019 au Caire par le diplomate Nadi Larbaoui lors de la réunion des MAE arabes qui a assuré à l'Algérie un consensus arabe autour de sa candidature et pour le retrait de celle marocaine. Les Africains se parlent aujourd'hui et demain sans donner ne serait-ce que quelques minutes à

la crise libyenne à laquelle une solution étrangère «sous l'égide des Nations Unies» a été trouvée vendredi à Genève. La Libye vient en effet de se voir élire un Premier ministre. L'UA n'a eu aucun droit de regard sur ce registre qui concerne pourtant un pays plus africain que tous de par son histoire et de celle de son leader le colonel Maamar El Kadhafi. Autre sujet ignoré par les Africains, le désastre qui secoue la bande sahélo-sahélienne et la forte présence militaire française au Mali, un pays indépendant. La question de la normalisation avec l'entité sioniste ne figure pas non plus dans l'ordre du jour visé à partir d'Addis-Abeba. Une normalisation qui a obligé le Soudan à plier l'échine contre une vulgaire enveloppe financière «offerte» par des prestataires arabes de service des lobbys américano-sionistes. A défaut de soumettre ces questions lâchement sous le sceau de l'urgence à leur sommet, les Africains ont préféré chercher dans les «Arts, Culture et Patrimoine» pour en faire des «leviers pour construire l'Afrique» qu'ils veulent...

## La Libye entame une nouvelle phase de transition

**L**a Libye entame samedi une nouvelle phase de transition après l'élection d'un exécutif uni et intérimaire qui devra mettre en place un gouvernement, préparer le scrutin national prévu en décembre et mettre fin à une décennie de chaos. Quatre nouveaux dirigeants issus des trois régions de la Libye devront tenter de réunifier les institutions d'un pays miné par les divisions, avec deux autorités rivales positionnées respectivement à l'Ouest et à l'Est qui se disputent le pouvoir. Cette élection a été saluée dans le monde entier. Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres y voit "une très bonne nouvelle dans notre quête de paix". L'Allemagne, l'Italie, la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont toutefois souligné qu'un "long chemin" restait à parcourir. L'ingénieur Abdel Hamid Dbeibah, 61 ans, a été désigné vendredi Premier ministre par intérim par les 75 participants au Forum de dialogue politique près de Genève, dans le cadre du processus lancé par l'ONU en novembre à Tunis.

Originaire de Misrata (ouest), près de la capitale Tripoli, le riche homme d'affaires dispose de 21 jours maximum pour former son cabinet. Il bénéficiera de 21 jours supplémentaires pour obtenir le vote de confiance au Parlement, soit au plus tard le 19 mars. Avec cette élection, c'est une page transitoire qui se tourne: celle des accords de Skhirat, signés en 2015 sous l'égide de l'ONU, qui ont débouché sur la formation du Gouvernement d'union nationale (GNA, basé à

Tripoli) et la désignation de son chef Fayed al-Sarraj. Mais il n'a jamais pu obtenir la confiance du Parlement, basé dans l'Est, ni imposer son autorité auprès des forces politiques et militaires du pays.

### CRISE POLITIQUE MAJEURE

Un Conseil présidentiel intérimaire, composé de trois membres, a aussi été désigné vendredi. Le collistier de M. Dbeibah, Mohammed Younes el-Menfi, un diplomate né en 1976 originaire de Tobrouk (est), a été élu président du Conseil. Il doit être épaulé par deux vice-présidents: Moussa al-Koni, un Touareg originaire du Sud, et Abdallah Hussein al-Lafi, un député de Zaouia (ouest). Le nouveau Premier ministre est loin de faire l'unanimité, notamment parce qu'il a occupé des fonctions importantes sous le régime de Mouammar Kadhafi tombé en 2011 après 42 ans au pouvoir. Il appartenait au premier cercle des hommes de confiance de l'ex-leader.

Surtout, son cousin Ali Dbeibah -- également homme d'affaires prospère -- et lui ont fait l'objet d'enquêtes en Libye et ailleurs pour des malversations. Et ce cousin faisait partie du Forum ayant voté le nouvel exécutif vendredi. Dix ans après la révolution, la Libye reste engluée dans une crise politique majeure. Pour le nouvel exécutif, le défi est de taille après plus de quarante ans d'un pouvoir sans partage ayant laissé place aux violences, aux luttes de pouvoir et aux ingérences



étrangères. Après l'échec d'une offensive lancée en avril 2019 par le maréchal Khalifa Haftar - homme fort de l'Est - pour conquérir Tripoli, des progrès politiques ont toutefois été accomplis avec un cessez-le-feu signé à l'automne et un rebond de la production pétrolière, secteur clef de l'économie.

### «OPPOSITION»

La nouvelle autorité exécutive dispose-t-elle des moyens de sortir le pays de l'impasse? Elle "aura très peu de pouvoir sur le terrain. Ils auront beaucoup de mal à exercer une quelconque influence dans l'est de la Libye et, même dans l'ouest

de la Libye, ils feront face à une forte opposition. Ce n'est pas un exécutif qui peut unir la Libye", estime Wolfram Lacher, chercheur à l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité. La liste de M. Dbeibah faisait figure d'outsider face à celle de l'influent président du Parlement Aguila Saleh et du puissant ministre de l'Intérieur Fathi Bachagha. "La façon dont cet exécutif a été formé signifie que les quatre personnes élues (vendredi) n'ont pas vraiment d'intérêt commun, un intérêt politique commun autre qu'accéder au pouvoir et se maintenir au pouvoir", relève M. Lacher. Pour Tarek Megeiri, analyste politique au Conseil

européen des relations internationales, "le processus des Nations Unies a produit une nouvelle autorité à laquelle, franchement, personne ne se serait attendu". Pour lui, "ce vote peut être vu comme un vote contre les favoris".

Les Libyens ne cessent de dénoncer le non-renouvellement des élites politiques du pays, la corruption et un quotidien rythmé par des pénuries de liquidités et d'essence, les coupures d'électricité et l'inflation. Sur les réseaux sociaux, de nombreux Libyens ont affiché leur scepticisme quant à la réussite du nouveau processus, car plusieurs accords conclus ces dernières années sont restés lettre morte.

## Yémen

### Washington retire les Houthis de sa liste noire



maient que cette désignation entravait leur action sur le terrain.

### CONSÉQUENCES HUMANITAIRES

Le porte-parole du département d'Etat a précisé que la mesure annoncée vendredi se fondait uniquement sur ces considérations. "Cette décision n'a rien à voir avec ce que nous pensons des Houthis et de leur conduite répréhensible, dont des attaques contre des civils et l'enlèvement de citoyens américains", a-t-il dit. "Nous nous sommes engagés à aider l'Arabie saoudite à défendre son territoire contre de nouvelles attaques. Notre action est due uniquement aux conséquences humanitaires de cette désignation de dernière minute de l'administration précédente, dont les Nations unies et des organisations humanitaires ont depuis dit clairement qu'elle

allait accélérer la plus grave crise humanitaire au monde", a expliqué le porte-parole.

Des organisations humanitaires ont déclaré qu'elles n'avaient pas d'autre choix que de traiter avec les Houthis, qui gouvernent de facto une grande partie du Yémen dont la capitale Sanaa, et que leur désignation comme terroristes les exposaient au risque d'être poursuivies en justice par les Etats-Unis. Le prédécesseur d'Antony Blinken, Mike Pompeo, avait justifié cette mesure en soulignant les liens des Houthis avec l'Iran, auquel le président Trump était très hostile, et en rappelant une attaque meurtrière des rebelles le 30 décembre sur l'aéroport d'Aden, la deuxième ville du Yémen.

La mesure annoncée vendredi intervient après un discours du président Joe Biden dans lequel il a annoncé la fin du soutien des Etats-Unis à la coalition militaire menée par l'Arabie saoudite qui combat les Houthis au Yémen. Les belligérants ont réaffirmé leur volonté de mettre fin au conflit après l'engagement de M. Biden à soutenir les "efforts diplomatiques", mais une solution apparaît toujours hors de portée à ce stade, estiment des experts. Le conflit oppose depuis plus de six ans les rebelles Houthis aux forces gouvernementales, soutenues depuis 2015 par une coalition menée par l'Arabie saoudite. Il a fait des dizaines de milliers de morts et des millions de déplacés, selon des organisations internationales, et provoqué la pire crise humanitaire au monde, selon l'ONU

### « CETTE GUERRE DOIT CESSER »

Dans son premier discours de politique étrangère depuis qu'il a succédé à Donald Trump, Joe Biden a mis fin jeudi au soutien américain à la coalition et a appelé à renforcer les efforts diplomatiques pour mettre fin au conflit. "Cette guerre doit cesser", a-t-il martelé, annonçant l'annulation de ventes d'armes à

l'Arabie saoudite. M. Biden a confirmé la nomination d'un diplomate chevronné, Timothy Lenderking, comme émissaire des Etats-Unis pour le Yémen.

Le gouvernement yéménite reconnu par la communauté internationale a salué ces annonces, soulignant "l'importance de soutenir les efforts diplomatiques" et saluant la nomination de M. Lenderking comme une "étape importante" pour "mettre fin à la guerre causée par les Houthis soutenus par l'Iran". L'Iran nie fournir des armes aux Houthis mais ne cache pas son soutien politique aux rebelles. Les Houthis ont apporté leur soutien à l'approche de la nouvelle administration américaine, qui avait indiqué dès janvier qu'elle reconsidererait la décision de M. Trump d'inscrire les rebelles sur sa liste des organisations terroristes.

"Nous sommes prudemment optimistes", a indiqué à l'AFP Hamid Assem, un responsable Houthi. "Nos missiles ne s'arrêteront pas tant qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu (...) Ce sont eux qui ont commencé la guerre, ce sont eux qui doivent y mettre fin", a-t-il toutefois prévenu, se référant aux forces gouvernementales et à leurs alliés. Sans mentionner la fin du soutien américain à la coalition, Ryad a salué "l'engagement" de M. Biden "à coopérer avec le royaume pour défendre sa souveraineté et contrer les menaces contre elle". L'Arabie saoudite est depuis des mois la cible d'attaques répétées menées par les rebelles. Adel al-Jubeir, ministre d'Etat saoudien aux Affaires étrangères, a exprimé sur Twitter sa "hâte" de travailler avec les "amis américains pour mettre fin aux conflits".

Mais sur le terrain, une solution apparaît quasiment impossible. "La guerre ne prendra pas fin, personne ne veut y mettre fin. C'est de la propagande", assène Huda Ibrahim, femme au foyer de 38 ans qui habite la ville portuaire de Hodeida, par laquelle transite l'essentiel de l'aide humanitaire.

## L'après-référendum, interrogations... et de nécessaires ajustements en perspective ?

Par Mohamed Ghriess\*

### 1ère partie

Elle a couru, couru la rumeur, l'intox faisant des siennes, à la suite du transfert du président de la République en Allemagne pour y poursuivre normalement un traitement adéquat de l'atteinte du Covid-19, puisse-t-il guérir très vite IN CHA'ALLAH ! Cette rumeur profitant comme à son habitude du manque d'une communication transparente et régulière des services officiels concernés qui distillaient au compte-gouttes des informations sur l'état de santé du président de la République qui se rétablissait progressivement mais que l'intox présentait tout autrement. Notamment celle des spéculateurs surfant sur la toile du Net, qui se sont chargés de combler, à leur manière, le vide d'informations pour exposer de toutes parts aux internautes - relais d'un peuple tout entier à l'écoute, une série de versions rocambolesques niant le fait que le chef de l'Etat se trouve en Allemagne où il se rétablit progressivement de son atteinte du Covid-19 pour lui substituer des informations fallacieuses.

Les diffuseurs de ces grossiers mensonges, trompeurs, faisant fi des normes de déontologie, d'éthique et règles les plus élémentaires de respect dû aux malades, particulièrement par les temps qui courent de la pandémie du coronavirus qui n'épargne pratiquement personne, ni puissant ni faible, ni nanti ni démunie. Ces rumeurs étant allées jusqu'à propager la pire des nouvelles, contribuant à accroître le climat anxiogène caractérisant une population déjà préoccupée par la précipitation d'événements alarmants aux abords frontaliers du pays, précédés intérieurement, par une série d'incendies criminels à travers nombre de régions du territoire national.

Et alors que beaucoup de citoyens semblaient acquis aux versions mensongères des «fake news», voilà que le président de la République surprend tout le monde, en se manifestant, après plus d'un mois d'absence, pour s'adresser le dimanche 13 décembre écoulé, au peuple algérien via une vidéo diffusée sur son compte Twiter, annonçant de son lieu de convalescence en Allemagne, que son état de santé se rétablit progressivement, Dieu et qu'il sera bientôt de retour en Algérie dans deux ou trois semaines. L'annonce de cette bonne nouvelle est venue à point, soulageant les Algériens et mettant surtout un terme aux fausses informations propagées, notamment par certains esprits mal intentionnés, à l'instar des incendiaires des fortes, le chef de l'Etat annonçant notamment que quoi qu'en cours de traitement, il suit attentivement les événements du pays, donnant en cas de nécessité des instructions au staff de la Présidence et également au ministre de l'Intérieur, saluant au passage le corps médical algérien pour les efforts louables et appréciables dans leur combat quotidien contre la pandémie du coronavirus. Le président observant par la même occasion, à propos des «situations politiques dans la région» que «l'Algérie s'y attendait et qu'elle est plus puissante que certains ne le pensent».

Dans sa brève allocution, le chef de l'Etat a notamment fait savoir que dès qu'il rentrerait au pays, dans deux semaines, il s'attellera, entre autres, à la poursuite de la mise en chantier du processus politique devant intervenir après l'adoption de la Constitution, la finalisation des textes sur le changement de la loi électorale en prévision des prochaines échéances des législatives et élections locales dont il avait recommandé la charge à la commission préparatoire de Laraba. Inutile de dire combien l'apparition de M. Abdelmadjid Tebboune, en assez bonne santé mais bel et bien vivant, a été accueillie avec joie et un grand soulagement de la plupart des citoyens, y compris par beaucoup de citoyennes et citoyens qui ont boycotté le vote et rejeté la feuille de route de Tebboune mais qui restent tout de même des patriotes corrects et humains et c'est tout à leur honneur.

Pour rappel, à l'issue du référendum sur le projet de Constitution, tenu le 1<sup>er</sup> novembre 2020 et qui a vu un faible taux de participation des électeurs, le Conseil constitutionnel qui avait pris acte du verdict du scrutin, a déjà proclamé les résultats définitifs du référendum sur la Constitution, - avec quelques légers réa-

**«Si j'avais à choisir entre la démocratie et l'Algérie, je choisirai sans hésitation l'Algérie !»  
(le regretté Slimane Amiret)**

ménagements qui n'impactent en rien la tendance générale du pourcentage réduit de participation citoyenne, enregistré, ne pourra, d'un point de vue purement légal, valider ces résultats qu'à l'issue de leur promulgation par le président de la République, selon les juristes. Et en attendant le retour du chef de l'Etat, l'ANIE (Autorité nationale indépendante des élections) se tient prête pour assurer la surveillance des élections législatives et locales anticipées qui s'annoncent après l'officialisation de la Loi électorale. Il convient de signaler, au passage, le travail correct des membres de l'ANIE qui s'est parfaitement acquittée de sa mission alors que nombreux sont ceux qui les considéraient comme les supplétifs de l'ancien régime déchu, prêts à une nouvelle répétition générale des fraudes électorales, ce qui n'a pas été le cas, de l'avis général des observateurs surpris par leur probité et leur respect de l'éthique qui les honore.

Pour leur part, les autorités semblent s'en tenir à des positions d'extrême urgence dont la principale est en rapport avec celle-là même qui a conditionné (comme on l'abordera plus loin) la célérité qui a caractérisé l'organisation des élections présidentielles anticipées du 12 décembre 2019 qui ont porté, comme on le sait, à la magistrature suprême M. Abdelmadjid Tebboune dont la bonne nouvelle de son rétablissement, intervenant dans les conjonctures particulières actuelles a quelque peu détendu le climat d'anxiété régnant depuis quelque temps mais pas écarté les interrogations sur les incertitudes des lendemains.

### INCERTITUDES DES LENDEMAINS

Face à cette incertitude des lendemains que laisse présager la situation générale préoccupante, actuelle, abordons d'abord celle résultant du scrutin référendaire qui a consacré «le oui de la minorité contre le non de la majorité». Suite à l'enregistrement du faible taux de participation populaire au référendum, comme il fallait logiquement s'y attendre, diverses réactions nationales se sont élevées, un peu partout, faisant part de critiques et avis controversés sur les résultats mitigés du scrutin sur un projet de loi fondamentale censé être l'expression de la volonté populaire soit le reflet de la souveraineté du peuple, décideur en dernière instance, des destinées du pays. Et d'aucuns de se demander si les citoyens vont participer aux prochaines échéances électorales, après que le scrutin référendaire ait été abondamment boudé par les électeurs, non sans approfondir davantage l'écart de confiance entre gouvernants et gouvernés. D'où les interrogations à propos des lendemains, beaucoup de citoyens étant convaincus que ceux qui se sont abstenus de voter ou de le faire en se prononçant «contre» le projet Constitutionnel, l'ont tous fait parce qu'ils étaient tous opposés au projet de Tebboune. Ce qui laisse supposer que tout ce beau monde est massivement opposé à la feuille de route du Président.

Or, selon divers avis recueillis et aisément vérifiables, parmi ceux qui se sont abstenus de se prononcer en faveur de la Loi fondamentale soumise au scrutin référendaire, se comptent également des partisans des réformes de M. Abdelmadjid Tebboune, notamment les électeurs qui s'étaient prononcés, auparavant, pour son élection au poste de la présidence de la République ! Et parmi les raisons de leur démotivation, c'est, soutiennent-ils, leur déception par nombre de faits contrôlant aux orientations procédurales allant dans le sens de l'approfondissement du processus de démocratisation et de transparence : le tout dernier de ces actes désapprouvés, étant, l'organisation du référendum sur le projet de révision constitutionnelle en un temps record, sans que l'on se soit soucié de permettre, préalablement, aux principaux concernés par cette Loi fondamentale, à savoir les citoyennes et citoyens du pays, la possibilité de débattre convenablement, en toute transparence et démocratie, son contenu.

Et effectivement, de l'avis de nombreux ob-

servateurs et analystes de la scène politique algérienne, le scrutin référendaire du 1<sup>er</sup> novembre écoulé, s'est fait dans la précipitation et quoique les décideurs qui avaient tenu à ce qu'il soit organisé dans des délais très serrés aient leurs raisons, il n'en demeure pas moins que ce laps de temps qui a écourté le débat consensuel sur le projet, compte, vraisemblablement, parmi les facteurs qui ont favorisé cette grande désaffection populaire. Apparemment, il semble bien que ce projet d'amendement constitutionnel n'aurait pas connu un tel désintéressement populaire s'il lui avait été accordé suffisamment de temps nécessaire pour sa soumission à un large débat consensuel national. Ce qui aurait, assurément permis de lever le voile sur beaucoup de points restés en suspens du projet que les citoyens ignoraient et pis encore, ils en avaient une autre interprétation, fausse évidemment. Ce qui nécessitait d'indispensables clarifications mais...

### LE PROJET AURAIT ÉTÉ PLUS LARGEMENT APPROUVÉ S'IL AVAIT ÉTÉ SUFFISAMMENT DÉBATTU

Et comme d'accoutumée, en l'absence de concertations populaires, les sempiternelles rumeurs ont exploité cette brèche pour propager leurs versions fallacieuses sur certaines questions de haute importance, renforçant les appréhensions, déjà dans l'air, de plusieurs citoyens. Ces rumeurs qui circulent toujours, ont suscité donc un climat de méfiance chez des citoyens et comptent parmi les motifs qui ont influé négativement sur leurs intentions de vote.

Parmi les rumeurs propagées qui ont suscité un climat anxiogène, pour ne citer que la plus courante, il y a celle que des voix pessimistes avaient répercute, alléguant que «tout est perdu d'avance avec ce vote de projet constitutionnel qui va enterrer les espoirs suscités par le Hirak», alors que rien n'est plus faux : le président Tebboune n'a-t-il pas honoré le Hirak en le qualifiant de «bénî» et tendu sa main aux jeunes et interpellé les gens sages de corriger ses erreurs de parcours si jamais il venait à en commettre ? N'a-t-il pas, en outre, consacré la journée du 22 février, journée nationale du Hirak, fournissant par là même, à chaque occasion commémorative de l'avènement historique du Hirak, l'opportunité de faire le bilan des états d'avancement ou de recul, de la gouvernance et des gouvernances à venir du pays, concernant les programmes d'édition multisectorielle de l'Algérie nouvelle de demain et des générations futures ?

Par ailleurs, certains réseaux sociaux s'étaient tôt saisis de l'affaire sur les pratiques ignominieuses de l'APN révélées par l'ancien député délégué Baha Edine Tliba, lors de son procès sur le trafic des listes de candidatures, levant le voile sur le grave scandale politique de l'achat du privilège de figurer en bonne place sur les listes sélectives durant l'ancien régime. Et la propagante, en répercutant que «ce sont ces gens-là qui ont adopté le projet soumis au référendum populaire», cela a indéniablement pesé lourd dans la balance, le jour où les électeurs ont été conviés à se prononcer sur une le projet constitutionnel, concernant le devenir de tout un pays et sa population mais dont la tenue a été, donc, approuvée par une APN...

fortement discréditée après les viles pratiques révélées de corruption et de graves atteintes à la Loi. Les récriminations partout suscitées sur le sujet, n'ont assurément pas été sans avoir des répercussions défavorables mais compréhensibles, chez beaucoup d'électeurs potentiels qui, du coup, se sont désintéressés du scrutin et ont rallié les rangs de tous ceux qui ont refusé de cautionner le projet proposé... «après son approbation par des membres de l'ancienne alliance présidentielle de l'ancien régime !» (APN aux éléments majoritaires FLN - RND), et ce d'autant plus que tous s'attendaient à la dissolution de cette institution moribonde. Une dissolution annoncée mais qui aurait été ajournée et reportée pour plus tard, selon divers avis mais que, si elle avait été entreprise, elle aurait eu, très probablement, un écho favorable au

sein de la population, et partant présidé à une tout autre situation politico-institutionnelle que celle actuelle, donnant l'impression d'une impasse. Ce qui devrait inciter les autorités à reconstruire bien des choses, et d'abord et avant tout à travailler d'arrache-pied à reconquérir la confiance entre «gouvernants - gouvernés», sérieusement entamée si l'on veut constituer un «front intérieur» de solidarité entre tous les Algériens, notamment à la faveur d'un large dialogue national ouvert consensuel et inclusif à même d'aller dans le sens d'un consensus populaire prenant naturellement en ligne de compte les revendications légitimes du Hirak «bénî». Une initiative qui serait assurément de bon augure particulièrement dans les difficiles conjonctures actuelles où des menaces sérieuses planent sur le pays, intérieurement et extérieurement, et ce ne sont pas là des histoires préfabriquées, comme se complaignent à la considérer nombre d'esprits suspicieux, bien au contraire.

### ET POURTANT LE PROJET CONSTITUTIONNEL EST EN AVANCE PAR RAPPORT À LA CONSTITUTION DE 2016

Disons-le franchement : ce n'est pas parce que le projet de Constitution a été boudé par une majorité d'électeurs qu'il doit être automatiquement considéré comme «mauvais». Il convient, bien au contraire, d'en examiner le contenu et prendre la peine de le comparer avec celui de la Loi fondamentale antérieure de 2016 pour s'en faire une idée. Et malheureusement, il semble bien que cela n'a pas été fait ni assez explicité, diffusé ou débattu, car le nouveau document comporte indéniablement d'importantes avancées par rapport à la Constitution de Bouteflika.

Et il faut dire que si certains responsables de la classe politique et autres avaient pris le soin de consulter et d'analyser le texte du projet constitutionnel, ils se seraient aperçus qu'il constitue indéniablement une avancée par rapport à la Constitution du règne de Bouteflika et qui continue de nous régir... malheureusement. Et ce projet, quoique comportant des insuffisances, recèle néanmoins des points positifs que des experts aguerris pourraient confirmer mais qui ont été, apparemment, mal interprétés. Ainsi, l'avoir à ce propos, de John O'Rourke, chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, qui en réponse à une question de son intervieweur, Ali Benyahia, sur sa «perception concernant les réformes engagées en Algérie, notamment le référendum sur la révision de la Constitution de novembre dernier», indiqua, je cite : «La partie algérienne a fait état de la révision de la Constitution qui a été votée le 1<sup>er</sup> novembre. Il y a des avancées dans ce document au vu de enfin... j'hésite à exprimer un point de vue parce que cela va être tout de suite perçu comme une ingérence, mais notre sentiment est qu'il y a des avancées dans ce texte, la séparation des pouvoirs, c'est-à-dire l'indépendance du judiciaire, est accentuée, le mandat présidentiel est limité à deux. Il y a déjà, à notre sens, incontestablement des avancées. Nous saluons également la transparence qui a marqué la manière de communiquer sur le vote, qui est une nouveauté, si je puis dire, par rapport à d'autres scrutins (...) Nous observons le processus avec intérêt et nous soutenons les efforts de l'Algérie». (Extrait de l'entretien réalisé par M.A.O. dans El Watan du jeudi 10 décembre 2020).

Ce projet constitutionnel comporte vraiment des avancées par rapport à la Constitution antérieure, malheureusement le document, soit qu'il n'a pas été consulté par ceux qui l'ont boudé soit que ces derniers l'ont mal interprété. Parmi les cas observés d'interprétation erronée de ce que stipulent les textes, des médias ont fait cas, par exemple, d'un parti politique d'obédience islamique, qui considère que le document de révision constitutionnelle comporte des alinéas de projets de lois revêtant un caractère «laïc» (sic) en contradiction avec les préceptes de la religion musulmane du peuple algérien. D'autres, se réclamant de tendance moderniste démocrate, contestent la constitutionnalisation de la Proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, s'en tenant exclusivement à la plate-forme du Congrès de la Soummam de 1956...

Suite en page 7

## L'après-référendum, interrogations... et de nécessaires ajustements en perspective ?

Suite de la page 6

**C**ependant, à bien considérer les choses, en constitutionalisant la Proclamation de l'historique 1<sup>er</sup> Novembre 1954, ce projet de Constitution ne semble point en contradiction avec les assertions de ces deux positions. Concernant la religion musulmane, le texte constitutionnalisé de la déclaration de Novembre 1954, n'y fait-il pas clairement référence en énonçant le passage indiquant «...La restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques...»?

D'autre part, pour ce qui concerne l'avis privilégiant la référence soummamienne par rapport à la Proclamation de Novembre, la plate-forme du Congrès de la Soummam de 1956 n'est-elle pas en continuité avec la Déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 dont le texte, très clair énonce sans équivoque : «...La restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social...»? Et ne fait-il pas clairement référence à la notion de «Révolution démocratique et sociale» s'inscrivant dans la perspective novembrienne qui fut accentuée dans les textes du Congrès de la Soummam ? Redha Malek, (qui fut un ancien membre des rédacteurs d'El Moudjahid, organe idéologique de la Résistance algérienne), rapporte dans la préface de son ouvrage «Guerre de libération et Révolution démocratique» que la tâche des membres de l'équipe de la publication revenait à expliciter le «caractère plutôt didactique (qui) accentuait le tranchant» des «(...) thèses du FLN (historique) consignées dans ses textes doctrinaux», et «à les approfondir à la lumière des événements», l'ancien militant de la cause nationale observant que compte tenu que «la guerre d'indépendance dans les conditions de l'Algérie contemporaine s'accompagnait nécessairement d'une Révolution globale, à la fois politique, sociale, économique, mentale, je proposai de rédiger un article explicatif», à Abane Ramdane, qui «parut dans El Moudjahid du 15 novembre 1957 sous ce titre «Une Révolution démocratique», non sans avoir reçu au préalable l'aval de Abane», R. Malek précisant «A El Moudjahid, nous ne faisions que développer un tel concept, sous ces «idéaux pratiques» (Max Weber) ou ces «passions générales dominantes» (Alexis de Tocqueville) qui s'exprimaient au plus fort de la Résistance, en ces termes : «L'indépendance ne se réduit pas à un drapeau», allusion faite à la nécessaire récupération des richesses nationales au bénéfice d'un peuple «dépossédé», «l'indépendance ne profitera pas qu'à une faction» façon de signifier que les masses populaires, notamment la paysannerie, principal support de la guerre, doivent obligatoirement jouir des fruits de leurs sacrifices. La justice sociale donnant à l'indépendance son sens et sa portée, plus qu'un choix idéologique, est un principe coulant de source, mûrie et aiguiseée par la radicalité d'une Résistance prolongée» (Voir article «Une Révolution démocratique» paru le 15 Novembre 1957 dans El Moudjahid, organe central de l'historique FLN, reproduit par son auteur, Redha Malek, alors anonyme, dans son ouvrage – document «Guerre de libération et révolution démocratique», pp. 91-97, Casbah Editions, Alger 2010).

Par ailleurs, le journaliste Nadir Iddir, interviewant Amar Mohand-Amer, historien au C.R.A.S.C., lui posa, entre autres, cette question en rapport avec notre sujet, énonçant : «(...) des chercheurs ont voulu opposer les rédacteurs de la Déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre et ceux de la plateforme (du Congrès de la Soummam) Ils ont attaqué particulièrement Abane, qui «aurait trahi les principes fondateurs de la Révolution». Pourquoi cet acharnement?». Ce à quoi, l'historien répondit comme suit : «La Soummam est dans le continuum de l'Appel du 1<sup>er</sup> Novembre 1954. Intégrité du territoire, unité nationale, internationalisation de la cause algérienne, consolidation des rapports avec les pays voisins (Maroc, Tunisie, Libye et Egypte), renforcement de la lutte armée, réalisation de l'union nationale au sein du FLN, politisation de la population, édification d'un Etat, etc. Il n'y a pas d'acharnement, c'est le courant révisionniste qui prospère très bien chez nous, occupant dans un espace laissé vacant par l'histoire académique, faute de chercheurs en nombre suffisant. C'est cela la réalité. De fausses restitutions, des histoires préfabriquées,

de nouveaux mythes, ne cessent d'émerger. Danger !» (6). (6) Voir les propos d'Amar Mohand-Amer, historien au CRASC, interviewé par Nadir Iddir sur «Les polémiques au sujet du congrès de la Soummam...», dans El Watan du jeudi 20 août 2020.

En toute logique, il semble bien que les deux événements phares de l'histoire de la Guerre de libération nationale sont tout simplement complémentaires, indissociables, l'un sous-tendant, l'autre, le suivant approfondissant ce qui restait à approfondir. A signaler la rencontre entre les deux futurs encadreurs du Congrès de la Soummam, Larbi Ben M'hidi et Abane Ramdane, juste quelque temps après le déclenchement de la Révolution anticoloniale et qui devaient se retrouver par la suite en 1956, lors de la tenue du Congrès de la Soummam. Ce ne fut, donc, pas un hasard de l'histoire si ces deux hommes nationalistes qui présentaient de forts penchants «étatistes», s'apprétaient, en tant que tels, à s'entendre sur un projet d'une plateforme à venir. Fait qu'ils concrétisèrent lors du Congrès de la Soummam de 1956 qu'ils présidèrent, non sans avoir à l'esprit l'historique Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 dont ils se soucièrent d'en approfondir des notions et concepts, comme ceux se référant à la révolution démocratique et sociale, en vue de les actualiser, surtout : ainsi les voies nouvelles dégagées, projetant un Etat futur où le politique primerait sur le militaire, ce qui constituait absolument une grande avancée, et ce qui n'était pas, par ailleurs, sans faire songer aux instigateurs du CRUA, l'anticambre de l'insurrection de Novembre 1954 qui furent majoritairement des politiques et bien auparavant l'historique chef de l'OS (Organisation Spéciale paramilitaire était un politique, en l'occurrence Aït Ahmed !).

**E**t ces visées soummamiennes ne s'inscrivent-elles pas, tout à fait dans les orientations fondamentales des principes directeurs de la Révolution anticoloniale du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 qui s'assignaient, également, l'objectif d'édition d'une Algérie postindépendante libre et indépendante dont le sigle légué, tel un code «R.A.D.S.» exprime tout un vaste programme comprimé dans cette dénomination hautement significative ? Citons à ce propos l'historien Gilbert Meynier (maîtrisant parfaitement l'arabe littéral, ce qui lui permettait de vastes investigations) qui qualifiait d'«étatistes Ramdane Abane et Larbi Ben M'hidi, même si chez ces derniers les préoccupations nationales affleurent plus authentiquement, non sans l'influence certaine sur ce point, notamment de Amar Ouzegane dans la rédaction du texte de la Soummam» (Voir Gilbert Meynier, «Problématique historique de la nation algérienne», dans la Revue d'Etudes et de Critique Sociale NAQD, p. 31, n° 14/15, Automne/Hiver 2001, Ben Aknoun, Alger), l'historien indiquant que la notion d'étatisme à projet social se rencontre rarement chez la grande majorité des dirigeants du FLN soucieux surtout de la conduite de la lutte armée anticoloniale visant essentiellement l'objectif assigné de l'indépendance nationale.

Cette notion d'étatisme qui caractérisa notamment les membres du G.P.R.A., Gilbert Meynier la retrouve également chez l'Emir Abd-El-Kader qui, pour la construction de son Etat, osa même combattre des confréries religieuses conservatrices mais «la violence coloniale conquérante avait donné le coup de grâce aux virtualités rationnelles de l'Etat d'Abd-El-Kader, en alliance de fait avec les forces centrifuges réactionnaires de la société», mentionne-t-il (Ibid.). (Pour rappel, le 26 novembre écoulé, coïncida avec le 188ème anniversaire de l'allégeance (Moubaya'a) à l'Emir Abd-El-Kader dans la plaine de Ghriss, appellation renvoyant à une branche de descendants de Sidi Kada El Mokhtar parmi d'anciennes tribus de la région dont les Hachem et Beni Amer (comptant historiquement des Arabes et Amazighs aux ancêtres médiévaux «Mourabitoune» et «Zenata») qui «plébiscitèrent» le jeune Abd-El-Kader Emir des croyants, de concert avec d'autres chefs tribaux de certaines régions d'Algérie, avec la bénédiction d'un célèbre marabout centenaire, Sidi El Arrach, qui réussit à convaincre le vénérable cheikh Mohiedine El Hassani d'accepter l'allégeance publique honorant son fils, à laquelle il s'était montré réticent au départ) (9) (Voir «El qawl el a'm fi bayan ansab qabail el hchem», du Cheikh

Taïeb ben El Mokhtar el Ghrissi el Mokhtari décédé en 1320 de l'Hégire, et «Abd-El-Kader sa vie politique et militaire» par Alex Bellémare, (Librairie de L. Hachette et Cie, Paris 1863).

### DES POINTS SENSIBLES QUI AURAIENT DÛ ÊTRE CLARIFIÉS...

Concernant certains points évoqués plus haut du projet constitutionnel, on voit que la consultation du texte de la Loi fondamentale proposée au référendum est de nature à permettre, sans doute, un rapprochement des vues antagonistes des uns et des autres. Et qu'en toute logique, ces derniers devraient retrouver dans ce à quoi elle se réfère, de façon précise, beaucoup plus de points de rapprochements et de convergences consensuels que de points d'éloignements et de divergences discordants, vraisemblablement. Ce projet se montrant très soucieux de rassembler tous les Algériennes et Algériens dans toutes leurs diversités et de toutes obédiences, dans la perspective d'un devenir communautaire pluraliste, commun : celui tendant à jeter les bases concrètes de la mise en chantier de l'Etat de droit citoyen de l'Algérie nouvelle mais dont la portée significative n'a pas bénéficié du temps nécessaire, et qui aurait dû l'être, pour son explicitement au large public et contribuer ainsi à de meilleures éventualités d'adhésion au projet et de son soutien en connaissance de cause.

Autre exemple de points restés dans l'ombre et exploités par les colportages par-ci et par-là : les alinéas se rapportant à ces dispositions particulières concernant l'institution de l'ANP, figurant dans le projet de Constitution et qui, visiblement, n'ont pas fait l'objet d'un débat pour leur clarification aux citoyens. Si non comment expliquer ces inquiétantes interrogations suscitées par les sempiternelles rumeurs, à l'origine de regrettables déformations de la teneur exacte du contenu des textes en question ? En l'occurrence cette disposition de très haute importance, ayant trait aux accords de l'ANP conclus dans le cadre coopératif de l'Aficom et qui ont été l'objet de grandes polémiques et surtout de spéculations outrancières, les interprétant à tort. En dépit des mises au point de certains journaux mais qui ne purent rien contre les propagations de rumeurs fallacieuses qui répandirent que les accords dans le cadre d'Aficom seraient préjudiciables au pays, à l'Algérie ! Une rumeur, qui de l'avis de nombre de gens (c'est toujours vérifiable), a incité un grand nombre de citoyens - dont une bonne partie d'électrices et d'électeurs potentiels, comptant notamment parmi celles et ceux qui ont voté auparavant en faveur du président Tebboune lors des élections présidentielles du 12 décembre 2019, - à boycotter le scrutin pour le motif invoqué voilant d'autres craintes insufflées par l'intox. C'est ainsi qu'ils ont grossi les rangs de ceux qui ont refusé de cautionner le projet de Loi fondamentale, agissant selon d'autres convictions dans leurs choix citoyens.

Une bonne clarification des choses, entreprise en aval, - à l'occasion, (parmi) d'un sage et large débat populaire et transparent, levant le voile sur plusieurs points méconnus du projet de Loi fondamentale, - aurait pu éviter, dans une certaine mesure, cette faible participation citoyenne au scrutin référendaire. En expliquant clairement, par exemple, cette disposition du projet constitutionnel, celle, particulière, relative notamment à cette mission extérieure de l'ANP qui n'est pas tout à fait nouvelle, l'Algérie ayant déjà eu l'occasion par le passé, de participer au maintien de la paix, en application des recommandations de la Charte des Nations unies. L'article 31/3 de ce projet de Constitution inhérente à cette disposition évoquée qui stipule que «l'Algérie peut dans le cadre du respect des principes et objectifs des Nations unies, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, participer au maintien de la paix», n'a fait que légaliser l'engagement de l'Algérie vis-à-vis de la communauté internationale. Cet article qui a suscité une grande polémique et diverses interprétations biaisées dans les milieux populaires, du fait - pour le répéter encore une fois - qu'il n'a pas été clarifié lors des furtifs et restreints débats, et ce sont des avocats qui observent que le dernier alinéa de l'article 30 du projet de Loi fondamentale a été complètement ignoré par la classe politique ...alors qu'il stipule claire-

ment que «l'Armée nationale populaire défend les intérêts vitaux et stratégiques du pays conformément aux dispositions constitutionnelles», qui font que désormais la «frontière sécuritaire» prime sur «la frontière géographique» face aux menaces planant sur le pays : des périls à combattre, donc, pas seulement à travers l'ensemble du territoire national, mais également au-delà de ses limites frontalières et avec le recours à des forces d'intervention aguerries et non des «bleus»...

**U**n tel recours clarificateur de ce point et bien d'autres du projet constitutionnel qui constitue une avancée certaine par rapport à la Constitution de 2016, et ce de l'avis de nombreux experts consultables sur la toile du Net, aurait pu amener un grand nombre d'électeurs, ainsi bien informés, à se prononcer sur le projet de Loi fondamentale, en connaissance de cause et non suivant l'influence sournoise de l'intox. Qu'il soit clair qu'il s'agit ici surtout de ceux qui étaient prédisposés à voter et qui s'en sont abstenus, détournés pour la raison invoquée et divers autres motifs discutables, mais pas de ceux qui ont résolument décidé de boycotter le scrutin, de leur plein droit. Chacun étant naturellement libre de voter ou de s'en abstenir, suivant ses convictions, cependant dans l'observation stricte du respect dû aux choix électoraux des uns et des autres. Sans quoi, tout contrevenant qui userait d'actes d'empêchements ou d'invectives d'autrui différent, porterait atteinte d'abord et avant tout à sa seule et unique personne. Sa conduite anti-pacifiste en contradiction avec l'éthique démocratique ne saurait en aucun cas représenter les idéaux du Hirak pacifique, d'une part, ni ceux des réformistes œuvrant pour l'Algérie nouvelle d'autre part : les opportunistes qui se servent du parti pris pour tel ou tel camp, comme prétextes pour justifier leurs actes d'invectives, de diffamations et d'agression en certains cas - commettant la grave confusion entre partisans de l'Algérie nouvelle et les résidus «cachéristes» du régime déchu de Bouteflika (le Président Tebboune étant «abberamment» considéré comme son continuateur !). Ces actes étant, il va sans dire condamnables étant donné qu'ils déshonorent l'éthique pacifiste des citoyennes et citoyens algériens, en général, que tout doit tendre à réunir et non à accroître les failles qui les séparent, faisant du coup le jeu des pires ennemis de la patrie avec de tels comportements inciviques et asociaux n'ayant absolument rien à voir ni avec le Hirak ni avec les réformistes appelés à un dialogue consensuel-rassembleur, en perspective ...

### L'APRÈS RÉFÉRENDEUM ET INTERROGATIONS

Quelques semaines après la proclamation des résultats définitifs du scrutin par le Conseil constitutionnel, les citoyens apprennent que la nouvelle Constitution n'est pas, cependant, juridiquement applicable et ne peut l'être sans sa promulgation officielle par le président de la République qui se serait rétabli (ce qu'on lui souhaite sincèrement), et rentrera très bientôt au pays, selon les tout récents communiqués de la Présidence. En attendant, le pays est toujours régi par les fondements de la Constitution de 2016 et nombreux sont les représentants du paysage politique algérien, de la corporation juridique, des médias, de la société civile, en général, y compris des personnalités nationales éminentes de divers domaines, qui s'interrogent sur le sort de cette nouvelle Constitution après la grande désaffection populaire ayant abouti aux résultats en deçà des attentes des instances officielles. Mais d'après Ahmed Bettache, avocat et spécialiste en droit constitutionnel, la mise en œuvre de la nouvelle Loi fondamentale n'a rien à voir avec le taux de participation ou d'abstention, «La Constitution ne détermine pas un taux de participation pour valider une élection ou un référendum constitutionnel», assurant que la Constitution est applicable après promulgation et publication au Journal officiel, comme tous les textes juridiques. «Tant qu'elle n'est pas publiée, elle n'est donc pas applicable. Et il n'y a aucun délai pour sa promulgation et sa publication.» (10) (10) Voir l'article de M.A.O. «Il n'y a aucun délai pour la promulgation de la Constitution» dans El Watan du 22 novembre 2020. **A suivre**

\*Auteur - journaliste indépendant, ex-éditeur de Tassili Star, mensuel culturel bilingue / 1999-2001

## Urgence d'une nouvelle gouvernance et de nouvelles intermédiaires pour la gestion des tensions sociales en Algérie

Par Abderrahmane Mebtoul\*

### 1.-L'ALGÉRIE TRAVERSE UNE CRISE DE GOUVERNANCE

**L**e constat de la situation actuelle concerne la gouvernance où les différents scandales financiers en Algérie, touchent l'ensemble des secteurs publics et privés, dépassant souvent l'entendement humain du fait de leur ampleur.

Un ancien Premier ministre ayant présidé aux destinées du pays pendant plus de 20 ans qui demandait à la population l'austérité, déclare publiquement qu'il se livrait à la vente de lingots d'or, au marché noir, suite aux cadeaux reçus de l'étranger pour services rendus, accentuant le divorce Etat-citoyens.

Ces constats témoignent de la désorganisation des appareils de l'Etat, censés contrôler les deniers publics et surtout le manque de cohérence entre les différentes structures où le président de la République Abdelmadjid Tebboune récemment, en janvier 2021, a mis en relief le résultat mitigé de l'action gouvernementale. Aussi, s'impose une nouvelle politique et la moralisation de la société du fait que la corruption constitue un frein à l'investissement national ou international créateur de valeur ajoutée. Selon Transparency International, dans son rapport de janvier 2021 pour l'Algérie, la majorité des institutions administratives et économiques sont concernées par ce cancer de la corruption. L'on sait que les auteurs de l'IPC considèrent qu'une note inférieure à 3 signifie l'existence d'un «haut niveau de corruption, entre 3 et 4 un niveau de corruption élevé, et que des affaires saines à même d'induire un développement durable ne peuvent avoir lieu, cette corruption favorisant surtout les activités spéculatives.

Le rapport de janvier 2021, concernant l'année 2020, classe l'Algérie à la 104<sup>ème</sup> place sur 180 pays avec une note de 36 sur 100. Certes, à court terme, bien que la situation soit difficile avec les tensions budgétaires, contrairement aux supputations de certains méconnaissant la morphologie sociale, ou de certains faisant peur avec le calcul de préserver le statu quo en différant les réformes nécessaires versant toujours dans l'alarmisme, sans proposer de solutions réalistes, l'Algérie connaît certes une crise financière avec la baisse drastique des réserves de change et de vives tensions budgétaires mais souffre surtout d'une mauvaise gouvernance, expliquant les risques de vives tensions sociales en 2021. Il suffit d'aller enquêter dans les quartiers d'Algérie et de recueillir les sentiments des citoyens, loin des bureaux climatisés de nos bureaucraties, pour constater qu'il existe une véritable crise morale, un sentiment d'injustice sociale et de révolte latente surtout d'une jeunesse désespérée de son avenir. La situation peut être maîtrisable, sous réserve d'une plus grande rigueur budgétaire et d'une lutte contre les surcouûts, le gaspillage et la corruption renvoyant. Faute de réformes structurelles, évitant les replâtrages, le retour au FMI sera inévitable à l'horizon 2022 avec d'inévitables tensions sociales et politiques avec des incidences géostratégiques facteur de déstabilisation de toute la région méditerranéenne et africaine (voir notre interview 28/12/2017 à American Herald Tribune).

**L'épidémie du coronavirus et la chute du cours des hydrocarbures a mis en évidence la vulnérabilité de l'économie algérienne, assise essentiellement sur la rente des hydrocarbures qui irrigue toute la société. Dire qu'aujourd'hui que la situation économique et sociale en Algérie est préoccupante constitue un euphémisme, expliquant actuellement les vives tensions sociales (voir notre interview parue dans le quotidien international lemonde.fr Paris-05/02/2021). L'illusion d'une rente éternelle, du fait d'une panne d'idées, ne peut que conduire le pays à l'impasse**

### 2.- L'ALGÉRIE A BESOIN D'UN SYSTÈME PARTISAN ET D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE, CONNECTÉS À LA SOCIÉTÉ

**L**es partis politiques traditionnels et la société civile appendice du pouvoir, vivant par la rente, sont souvent incapables de servir d'intermédiaire politique et sociale, car non crédibles aux yeux de la population où en cas de malaise les forces de sécurité se retrouvent seules en face des citoyens. D'où l'importance de comprendre la nouvelle cartographie sociale afin de faire émerger de nouvelles forces politiques et sociales. Les partis traditionnels avec un nombre impressionnant de micro-partis créés pour la circonstance, moyennant une rente, se manifestent ire lors des élections meublant le vide, impuissant presque toujours à agir sur le cours des choses et à formuler clairement les préoccupations et les aspirations de la société réelle.

**E**n raison des crises internes qui les secouent périodiquement, du discrédit qui frappe la majorité d'entre elles, de la défiance nourrie à leur égard et à l'endroit du militarisme partisan, les formations politiques actuelles ont une faible capacité aujourd'hui de faire un travail de mobilisation et d'encadrement efficace, de contribuer significativement à la socialisation politique et donc d'apporter une contribution efficace à l'œuvre de redressement national. Ce sont là des raisons suffisamment importantes pour envisager sérieusement de réorganiser le système partisan pour qu'il puisse remplir la fonction qui est la sienne dans tout système politique démocratique. D'où l'urgence de sa restructuration loin des injonctions administratives.

**E**n effet, le discrédit qui frappe les formations politiques doit laisser la place à des formations crédibles non créées artificiellement supposant une appréciation objective du statut et du rôle qui doivent être les leurs dans une société qui ambitionne de rejoindre le rang des sociétés démocratiques et afin de mobiliser la société d'autant plus que pour les années à venir, les réformes différées pour une paix sociale fictive, transitoire, seront très douloureuses. Quant à la société civile force est de constater qu'elle est éclatée y compris certaines confréries religieuses qui avec la désintégration sociale et une jeunesse parabolée ont de moins en moins d'impacts contrairement à une vision du passé.

**C**omme pour les partis, la majorité se manifeste que sur instrumentalisation, vivant du transfert de la rente et non sur la base des cotisations de leurs adhérents. C'est que la confusion qui prévaut actuellement dans le mouvement associatif national rend malaisée l'élaboration d'une stratégie visant à sa prise en charge et à sa mobilisation. Sa diversité, les courants politico-idéologiques qui la traversent et sa relation complexe à la société et à l'Etat ajoutent à

cette confusion. Constituée dans la foulée des luttes politiques qui ont dominé les premières années de l'ouverture démocratique, elle reflétera les grandes fractures survenues dans le système politique national. Ainsi la verrà-t-on rapidement se scinder en quatre sociétés civiles fondamentalement différentes, trois au niveau de la sphère réelle et une dominante dans la sphère informelle. Le plus gros segment, interlocuteur privilégié et souvent l'unique des pouvoirs publics sont des sociétés civiles appendice du pouvoir se trouvant à la périphérie des partis du pouvoir où les responsables sont parfois députés, sénateurs, vivant en grande partie du transfert de la rente. Nous avons une société civile ancrée franchement dans la mouvance islamiste, certains segments étant l'appendice de partis islamiques légaux. Nous avons une société civile se réclamant de la mouvance démocratique, faiblement structurée, en dépit du nombre relativement important des associations qui la composent, et minée par des contradictions en rapport, entre autres, avec la question du leadership.

**E**t enfin nous avons une société civile informelle, inorganisée, qui s'est retrouvée au niveau d'Al Hirak, atomisée qui est de loin la plus active et la plus importante, formant un maillage dense, tous les acteurs voulant un changement, mais du fait de tendances idéologiques contradictoires incapables de s'entendre sur un programme de gouvernement cohérent. Sans l'intégration intelligente de la sphère informelle, non par des mesures bureaucratiques autoritaires, mais par l'implication de la société elle-même, il ne faut pas compter sur une réelle dynamisation de la société civile. Car lorsqu'un Etat veut imposer ses propres règles déconnectées par rapport aux pratiques sociales, la société enfante ses propres règles qui lui permettent de fonctionner avec ses propres organisations. La dynamisation de la société civile afin d'en faire un instrument efficace d'encadrement de forces vives et un levier puissant de leur mobilisation en vue de leur implication active dans la société n'a de chance de réussir que si le mouvement associatif qui le compose ne soit pas au service d'ambitions personnelles inavouables et parfois douteuses.

### 3.-LA NÉCESSAIRE COHÉSION SOCIALE

**I**l y a lieu de distinguer plusieurs formes de protections sociales. Outre toutes les entités religieuses d'assistance qui, dans les sociétés traditionnelles, jouent un rôle souvent important, fondamentalement nous avons quatre institutions qui jouent un rôle décisif dans la couverture des risques de l'existence, et ceci d'une manière à la fois concurrente, complémentaire et solidaire: la famille et la tribu, l'entreprise, les marchés et l'Etat. Premièrement, la famille et la tribu peuvent être considérées, d'un point de vue économique, comme une «petite société d'assurance», où l'on mutualise les risques. Encore que la contraction de la famille élargie, le déve-

loppe de l'instabilité familiale, l'éclatement des tribus pour des raisons de mutations sociologiques et économiques surtout avec l'exode et le taux d'urbanisation ont, en quelque sorte, appelé de nouvelles formes d'interventions de l'Etat, qui avec des moyens financiers limités a accentué le divorce Etat/citoyens. Deuxièmement l'entreprise est appelée à l'avenir à jouer comme facteur de gestion des risques de l'existence. Cette question du partage des risques ouvre le débat concernant le développement d'un nouveau mode de développement, ni capitalisme sauvage, ni bureaucratie-étatique, fondé à la fois, certes, sur l'efficacité mais également sur une profonde justice sociale.

**L**e troisième acteur de la protection sociale, ce sont les marchés... L'épargne, l'assurance et la prévoyance ont été posées dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle comme le principal moyen de se protéger contre les risques de l'existence. Quatrièmement, entre ces trois ensembles d'institutions famille/tribus, entreprise, marchés, intervient l'Etat dont la fonction a largement évolué en tant qu'institution en intervenant en matière de protection sociale comme employeur, pour aménager le statut des fonctionnaires et avec l'institution de la Sécurité sociale, l'Etat fait de la protection sociale une de ses fonctions fondamentale. L'action de ces différents acteurs doivent s'insérer dans le cadre d'une vision stratégique conciliant l'efficacité économique et une profonde justice sociale, impliquant de profondes réformes institutionnelles et l'optimisation de la dépense publique, une urbanisation maîtrisée, actuellement anarchique avec des coûts directs et indirects faramineux, de la protection de l'environnement et du cadre de vie qui se dégradent, de jour en jour.

**P**our rapprocher l'Etat du citoyen, il ne suffit pas de créer encore d'autres entités administratives, vision bureaucratique mais de réaliser une véritable décentralisation autour de cinq à six grands pôles régionaux, à ne pas confondre ni avec l'avatar néfaste du régionalisme ni avec la déconcentration qui renforce la bureaucratie. La vision centralisatrice jacobine annihile les créativités et la régionalisation économique est une voie salutaire pour bon nombre de pays, évitant l'autoritarisme d'en haut de peu d'efficacité tant économique que sociale impliquant des institutions appropriées. Dès lors, s'impose une réorganisation du pouvoir local dont la base est la commune, pour une société plus participative et citoyenne.

**L**es collectivités locales doivent se préparer à une mutation radicale devant faire passer du stade de collectivités locales providences à celui de collectivités entreprises responsables de l'aménagement du développement et du marketing de leur territoire. Pour répondre à cet enjeu majeur, on doit miser sur la valorisation du territoire et l'organisation du développement autour d'espaces équilibrés et solidaires (éco-pôle) qui re-

grouperaient universités-centres de recherche-entreprises-chambres de commerce-administrations. Il ya urgence de la mise en place de nouveaux mécanismes de régulations sociales devant revoir la gestion des caisses de retraite et de la sécurité sociale qui risquent l'implosion, les subventions devant être ciblées. L'avenir est dans une plus grande flexibilité de la force de travail, reposant sur une formation permanente et notamment dans les gisements importants d'emplois sur les activités de services, des emplois de proximité, ce qui impliquera le développement important dans les années à venir des services marchands rendus nécessaires par l'élévation du niveau de qualification.

### En conclusion,

L'Algérie est un grand pays et a toutes les potentialités de relever les nombreux défis, devant définir clairement les objectifs stratégiques car un pays qui veut se développer doit préparer les choix qui permettent d'en saisir les conséquences qui doivent indiquer: comment se pose le problème; - quelles sont les contraintes externes (engagements internationaux de l'Algérie); - quelles sont les contraintes socio-économiques, financières et techniques internes; - quelles sont les choix techniquement possibles et les ensembles de choix cohérents et quelles sont les conséquences probables de ces choix, - quelles méthodes de travail choisir qui permettent de déterminer les paramètres (moyen et long termes) et les variables (court terme) dont dépend un système complexe. Après avoir décomposé la difficulté en éléments simples, il convient de se poser des questions et apporter des réponses opérationnelles, loin des théories abstraites, réalisations physiques et plan de financement sur chacun des éléments : - Quoi? Qui? - Où? - Quand? - Comment? - Combien? Pourquoi? Comment faire? Dans cette conjoncture de tensions budgétaires et sociales s'impose également un large front national regroupant toutes les forces politiques, sociales et économiques et donc des intermédiaires politiques et sociales crédibles, loin de ces organisations rentières, entre les citoyens et l'Etat afin de trouver des solutions opérationnelles loin des promesses utopiques. Cela implique la réforme du système politique mais également économique solidaire, dont la réforme de l'administration centrale et locale afin de lutter contre la bureaucratie paralysante enfantant la sphère informelle et la corruption. Sur le plan économique, une des réformes majeures est celle du système financier qui est considéré, à juste titre, comme l'indice le plus probant de la volonté politique d'ouvrir ou non l'économie nationale à la libre entreprise. Pour terminer méditons ces réflexions pleines de sagesse et de tolérance pour des idées productives contradictoires : de John Maynard Keynes pour qui «il vaut mieux que l'homme exerce son despotisme sur son compte en banque personnel que sur celui de ses concitoyens», de Voltaire «Monsieur je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrais de toutes mes forces, afin que vous puissiez toujours le dire «du grand philosophe Aristote : «le doute est le commencement de la sagesse» et de ce proverbe amazonien «quand on rêve seul, ce n'est qu'un rêve mais quand on rêve tous ensemble, c'est déjà le commencement de la réalité».

\*Professeur des Universités, Docteur d'Etat (1974) en Sciences économiques, expert international

## TIZI-OUZOU

**Appel à la récupération du film «La colline oubliée» de Bouguermouh**

**U**n appel a été lancé à partir de Tizi-Ouzou, par des chercheurs en histoire du cinéma, au ministère de la culture et des arts, pour récupérer le premier long-métrage professionnel en Tamazight «La colline Oubliée», adapté du roman éponyme de Mouloud Mammeri, détenu actuellement, par le co-producteur français.

Lors d'un forum diffusé jeudi soir par la radio locale en hommage au réalisateur Abderrahmane Bouguermouh, décédé en 2013, l'universitaire et chercheur en histoire du cinéma, Latifa Lafer et sa consoeur Souad Koudri, ont lancé un appel insistant pour la récupération par l'Algérie, de cette œuvre cinématographique qui se trouve actuellement en France. Mohand Ouchabane et Souad Koudri ont déploré, lors du forum animé par le critique du cinéma et ancien directeur de la cinémathèque d'Alger, Abderrahmane Hacène El Hadj, que le film-fiction de 135 mn, détenu par le co-producteur en France, ne soit pas récupéré par l'Algérie.

«Aujourd'hui ce film est en France et est devenu la propriété des français, je veux lancer donc un appel aux autorités compétentes, dont le ministère de la culture et des arts, afin de le récupérer», a expliqué ouchabane.

De son côté Mme Koudri a joint sa voix à celle de cet acteur pour demander que «des démarches soient engagées par le ministère de la Culture et des arts pour récupérer le film et le répertorier en tant que chef-d'œuvre algérien».

Ce Forum, auquel étaient présents deux fils du défunt cinéaste, Zahir et Sofiane et d'acteurs qui ont joué dans ce film, Slimane Hamel et Mohand Ouchabane, a été l'occasion pour les

participants d'évoquer le parcours du combattant pour la concrétisation du premier projet cinématographique d'expression Amazigh.

Parcours semé d'embûches, en 1968, avec le dépôt du scénario du film avec la mention que ce film ne doit être réalisé qu'en Kabyle, a témoigné M. Hacene El Hadj.

«Après avoir réussi à obtenir que ce long-métrage soit réalisé en Kabylie dans le sillage de l'ouverture démocratique en 1988, il fallait trouver les financements nécessaires pour ce projet car la subvention accordée par le trésor public était insuffisante», a observé ce même intervenant.

Il a rappelé l'impressionnant élan de solidarité de toute une région, la Kabylie, pour la concrétisation du Film «La colline oubliée».

«La mobilisation générale des citoyens de la Kabylie a permis à Bouguermouh de faire son film», a insisté Hacène El Hadj, qui a souligné que «la majorité des donateurs étaient de condition modeste».

Pour sa part, Latifa Lafer a abordé le côté esthétique et «poétique» de ce long métrage en relevant que «Toute la force esthétique du film est dans la première séquence», ajoutant que Bouguermouh a construit son propre récit cinématographique tout en respectant le roman de Mouloud Mammeri.

Zahir Bouguermouh a souligné quant à lui le grand succès de «La colline oubliée» à sa sortie dans les salles de cinéma en Algérie, en 1997, où de foules nombreuses venaient pour voir la projection, ajoutant qu'en France, le film a été classé troisième au box-office pendant plus de dix jours, avant La Guerre des étoiles, classé quatrième.

## LAGHOUAT

**Le marché aux bestiaux hebdomadaire reprend du service**

**L**e marché aux bestiaux hebdomadaire de Laghouat a repris vendredi ses activités, après un gel de plusieurs mois comme mesure de prévention contre la propagation du nouveau Coronavirus (Covid-19), a-t-on constaté sur place.

De nombreux éleveurs et maquignons, de la wilaya de Laghouat et hors wilaya, étaient au rendez-vous de cette reprise d'activité, à l'instar de Mohamed Haddadi (éleveur) qui a exprimé sa «satisfaction» de la décision de réouverture de cet espace commercial, qui permet de «ressusciter» une activité commerciale très répandue dans cette région steppique.

Mohamed Rouinbi, membre de l'Union nationale des éleveurs, a émis, pour sa part, le souhait de la création par l'Etat de marchés organisés où l'activité commerciale ne subirait d'interruption sous aucune raison.

La pandémie du Covid-19 a démontré que le mode d'organisation et de fonctionnement des anciens marchés était «inefficace», a-t-il ajouté en suggérant la mise en place de marchés couverts selon des normes qui tiendraient compte de la distanciation physique et de l'exposition adéquate du bétail.

M. Rouinbi a estimé, en outre, que la réouverture officielle des marchés aux bestiaux est à même d'éliminer le commerce informel qui s'est répandu durant la période de gel (confinement sanitaire) et qui conduit à une forte chute des prix se répercutant négativement sur la rentabilité de l'activité déjà «très éprouvante» de l'éleveur.

Le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai, avait signé le 31 janvier 2021 un arrêté prévoyant la reprise de l'activité des marchés aux bestiaux au niveau des points de vente agréés à travers la wilaya.

## TIZI-OUZOU

**Un faussaire de billets de banque écroué**

**U**n individu a été écroué au cœur de la dernière semaine à Tizi-Ouzou pour contrefaçon de billets de banque en monnaie nationale, a indiqué vendredi un communiqué de la sûreté de wilaya.

La somme de 24.000 DA, en cou-

pure de faux billets de 2.000 a été saisie à l'arrestation du faussaire qui a été présenté au parquet de Larbaâ Nath-Irathen, et mis en détention préventive pour contrefaçon de billets de banque, a-t-on précisé de même source.

## Horaires des prières pour Alger et ses environs

24 jourda ethania 1442

El Fedjr  
06h17Dohr  
13h02Assar  
15h57Maghreb  
18h23Icha  
19h43

## ALGER

**3 milliards DA pour la réalisation de 300 projets**

**U**ne enveloppe de 3 milliards de DA a été dégagée pour la réalisation de 300 projets au profit de plus de 145.000 habitants de zones d'ombre recensées à Alger, notamment dans les haouch, régions isolées et suburbaines, a-t-on appris auprès de la wilaya.

La wilaya d'Alger a ainsi réalisé, en application des instructions du président de la République relative à la nécessaire accélération de la prise en charge des zones d'ombre, un total de 300 projets suite au recensement de 159 zones réparties sur 24 communes et 12 circonscriptions administratives regroupant 145.316 habitants et 43.649 foyers.

Ces projets sont destinés à couvrir les besoins essentiels de la vie, à savoir l'eau potable, l'assainissement, le gaz et le transport scolaire outre la réalisation de routes, de stades de proximité, d'éclairage public et de transport public.

Jusqu'à présent, 273 projets ont été parachevés et 17 autres sont en cours de finalisation outre le parachèvement des mesures administratives liées à 10 autres projets. Les travaux de tous les projets seront achevés d'ici mars prochain, a fait savoir le responsable.

Une enveloppe de près de 3 milliards de DA a été dégagée à cet effet, un budget auquel la wilaya a contribué à hauteur de 2,6 milliards de DA, le reste a été assuré par la commune et par le Fonds de la solidarité qui a participé à l'acquisition de 24 bus de transport scolaire.

Plus explicite, M. Hammouche dira que les zones bénéficiaires de ces projets sont essentiellement des zones suburbaines et agricoles ayant déjà été inscrites au titre d'un programme spécial prévoyant 463 projets devant être réalisés essentiellement dans les communes aux revenus limités.

Par contre, aucune zone d'ombre n'a été recensée dans les communes urbaines ou celles ayant des recettes fiscales, à l'instar d'Alger Centre, Sidi M'hamed, Hussein Dey, Kouba ou Bir Mourad Raïs.

La wilaya d'Alger a recouru à des solutions «d'urgence» pour une prise en charge prompte des revendications des citoyens, les grands projets ne pouvant être réalisés rapidement (écoles, bureaux de poste, assainissement) en raison notamment des budgets requis, et des assiettes foncières nécessaires à la réalisation de ces infrastructures.

Le SG de la wilaya d'Alger a cité, à titre d'exemple, le transport

scolaire et la cantine assurés au profit des élèves, et ce comme alternative à la construction des écoles, à condition toutefois, que ces programmes demeurent maintenus jusqu'à la levée des obstacles, a-t-il insisté.

Détaillant les circonscriptions administratives bénéficiaires des projets achevés, il a cité El Harrach (5), Chéraga (52), Bouzaréah (7), Dar El Beida (16), Bir Mourad Raïs (12), Birtouta (34), Berraki (8), Draria (37), Bab El Oued (12), Zeralda (52), Rouiba (21) et Sidi Abdallah (17).

Ces habitants ont pâti, des décessives durant, de la mauvaise gestion et de la répartition inéquitable des projets. Leurs problèmes

ont été ignorés par les responsables de l'époque malgré leurs protestations pour les alerter sur leur calvaire en raison des risques d'affondrement de leurs habitations précaires et de crues des oueds adjacents, des fréquentes coupures d'eau et d'électricité et de l'absence de gaz de ville, de transports et de routes praticables.

Mais suite aux instructions du Président de la République pour accélérer la prise en charge des zones d'ombre, partant de sa conviction que la construction de la nouvelle Algérie «ne saurait se concrétiser sans leur promotion», les responsables locaux en ont fait une priorité.

Les habitants des zones d'ombre souffrent du fait que ces régions sont dépourvues de gaz, d'éclairage, d'eau potable, de canalisations d'assainissement, de transports et d'écoles.

La ferme Cheikh El-Haddad, dans la commune des Eucalyptus, est un échantillon de ces zones d'ombre dont les habitants ne peuvent même pas réparer ou agrandir leurs habitations précaires car étant «illégales».

Malgré leurs protestations devant le siège de l'APC où ils ont vu se succéder un tas de responsables, leurs problèmes ne sont toujours pas réglés et les multiples recensements pour les inclure sur les listes de relogement n'ont donné lieu à aucun changement concret pour eux.

Les habitants de la rue Palais Rouge, dans la même commune, se plaignent, quant à eux, de la vétusté des canalisations d'assainissement qui ne sont plus adaptées à la densité de population actuelle. Lorsqu'il pleut, les canalisations se bouchent et des maisons sont alors inondées par refoulement des eaux usées. Et pour ne rien arranger à la situation, la

chaussée est elle aussi dans un piteux état. Selon les habitants, après des années de calvaire, les autorités ont lancé, il y a quelques jours, les travaux de réalisation d'un réseau d'assainissement. Les revendications relatives à la remise en état de la chaussée et à la construction d'une école à proximité, ne sont, quant à elles, pas à l'ordre du jour.

Le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) des Eucalyptus, Boualem Belgacem a fait état de 22 zones d'ombre au niveau de sa commune qui a bénéficié de trois projets dans le cadre du programme urgent Zones d'ombre, décidé par le président de la République.

Il s'agit, selon lui, de l'aménagement de deux voies importantes. La première liant Haouch Milal à la route communale N 6, et la seconde, la cité 1200 logements à la route communale en passant par Haouch Si Belaïd. Outre le projet de réalisation d'un réseau VRD (voie et réseaux divers) toujours à Haouch Si Belaïd, qui a coûté 63.609.285 DA.

Indiquant que son APC avait transmis à la wilaya la fiche technique du reste des zones recensées en attente de percevoir les budgets y afférents, M. Belgacem a cité comme exemple la ferme de Cheikh El-Haddad devant bénéficier des projets d'assainissement, de gaz et d'éclairage.

Dans la commune d'El Mohammadia, et à proximité de la Grande Mosquée d'Alger, 27 familles continuent à survivre, depuis 2008, dans les caves des immeubles de la cité 225 logements dans des conditions «inhumaines», selon les propos du président du comité de quartier.

Même problème relevé à la cité 138 logements dans la même collectivité, où les eaux s'infiltrent dans les appartements du fait de l'usure des canalisations. Même les sous-sols ont été squattés par des familles qui n'ont trouvé d'autres refuges, face aux conditions difficiles qui menacent leurs vies.

Les habitants ont évoqué le problème de non-paiement des redevances de leurs logements. «Les habitants de cette cité n'ont pas payé leurs redevances depuis 2001 et ont demandé aux autorités locales, à plusieurs reprises, de régler cette question», nous confie Mme Nadia Zaïm qui exprime son appréhension quant à l'accumulation des dettes et au report injustifié qui pourrait lui faire perdre le logement qui l'abrite depuis 20 ans.

EL TARF

## Fin de calvaire pour les producteurs de tomate industrielle



### A. Ouélaa

Pour une bonne nouvelle, c'en est vraiment une. Les agriculteurs d'El Tarf et de Annaba qui en avaient gros sur le cœur, non sans éprouver un profond malaise à cause des créances détenues auprès de nombreux conserveries, au titre de la campagne de l'année passée.

Désormais, c'est du passé, puisque depuis le mercredi passé, selon Berkane Azzedine, vice-président du Conseil national de la filière tomate industrielle, les agriculteurs des wilayas de Annaba et El Tarf ont commencé à encaisser leur argent.

Selon notre interlocuteur, c'est le ministre de l'Agriculture en visite de travail dans la wilaya de Guelma qui a instruit les concernés à l'effet d'honorer les créances en souffrance des agriculteurs, sans oublier le PDG de l'ONILEV qui n'a ménagé aucun effort en

étant à l'écoute des préoccupations des agriculteurs afin de leur trouver des solutions. Ce même PDG, selon toujours le vice-président du Conseil national de la filière tomate industrielle, pour la prochaine campagne va changer la procédure des paiements.

En ce sens, dès l'acheminement des récoltes vers les conserveries, au minimum une semaine, les 04 DA seront versés dans les comptes des agriculteurs par l'ONILEV. Quant aux 12 DA, en deux phases, soit 06 DA et 06 DA, la totalité sera perçue au plus tard à la fin du mois de septembre. Ce qui en soi une bonne chose qui permettra aux agriculteurs de payer leurs créances auprès de leurs fournisseurs en engrains, plants, location et main-d'œuvre.

Il a été aussi recommandé aux agriculteurs qui n'ont pas un compte bancaire de le faire. Le compter bancaire avec le RIB permet aux agriculteurs de retirer de

grosses sommes d'argent et permettra aux banques de défalquer en plusieurs tranches les créances d'un agriculteur. C'est-

à-dire que si l'agriculteur doit à la banque 20 millions de cts, à chaque versement 05 millions de cts lui seront retirés. Chose irréalisable avec un compte CCP.

Enfin, ces mesures vont encore booster cette filière selon Azzedine Berkane, avec déjà 90% des professionnels de cette filière qui ont manifesté leur intention de cultiver la tomate pour la prochaine campagne avec des estimations qui vont dépasser les 5.000 hectares. Pour sa part, le DSA ne cesse ces derniers temps de multiplier les réunions et les sorties avec tous les partenaires, en l'occurrence le S/G de l'UNPA, la Chambre de l'agriculture et les agriculteurs afin de réunir les meilleures conditions pour la prochaine campagne qui débutera au mois de mars prochain.

### Des bus scolaires pour dix communes

Les parcs de dix communes viennent d'être renforcés par dix nouveaux bus scolaires. En effet, c'est en marge de la visite du ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques que cette distribution a été effectuée, en présence du wali, le P/APW, les chefs

de daïras concernés et les maires des communes bénéficiaires de ces bus comme celles de Bougous, Aïn Kerma, Rams Souk, Besbes, Ben M'hidi et Chébaita Mokhtar. La distribution de ces bus, de marque Hyundai, a été faite en fonction des besoins exprimés par ces

communes où les lycéens et collégiens habitant des zones d'ombre éprouvent beaucoup de difficultés à se rendre à leurs établissements scolaires. Cette dotation a énormément réjoui les maires qui se voient soulagés du fardeau du transport scolaire. **A. Ouélaa**

### Près de 9 millions de dinars de marchandises saisies en 2020

Les services de l'inspection d'visionnaire des Douanes de la wilaya d'El Tarf ont saisi près de 9 millions de dinars de marchandises durant l'exercice 2020, destinées à la contrebande, a-t-on appris samedi de la sous-directrice chargée de la communication à la direction régionale des Douanes de Annaba. Selon Asma Belkhiri, ce montant a été réalisé au cours de l'exercice précédent durant lequel les services des Douanes ont enregistré 21 affaires de contrebande ayant permis de récupérer différents produits destinés à la con-

trebande. Les affaires traitées ont donné lieu, a-t-on détaillé, à la saisie de 1.375 cartouches de cigarettes et 70.606 boîtes de tabac à chiquer, ainsi que 35.170 dinars tunisiens retrouvés chez un voyageur. Les services des Douanes d'El Tarf ont, dans le cadre des opérations de lutte contre la contrebande, récupéré également plusieurs produits alimentaires de large consommation dont 3.282 litres d'huile, 380 kg de sucre, 133 kg de légumes secs, 190 kg de riz en sus d'une centaine de tête d'agneaux et différents autres pro-

duits (levures, lait en poudre, miel, chocolat, couscous, thé, lait pour nourrisson), a-t-on précisé.

Signalant une hausse de 31,25% des affaires traitées en 2020, comparativement à l'exercice 2019 durant lequel 17 affaires de contrebande pour une valeur de près de 6 millions de dinars ont été enregistrées, la même source a rappelé que 461 patrouilles ainsi que 360 barrages, 98 embuscades et 119 brigades mixtes ont été effectuées en 2020, dans le cadre des diverses opérations de contrôle et de lutte contre la contrebande.

CONSTANTINE

## Engouement pour les bijoux et habits amazighs

Les bijoux et habits traditionnels modernes amazighs exposés au Salon national de l'artisanat et des métiers, organisé à la ville Ali Mendjeli (Constantine), ont suscité l'engouement de la gent féminine, a-t-on constaté samedi.

Cette manifestation artisanale et artistique, ouverte depuis la mi-janvier dernier à l'occasion de la célébration de la fête de Yennayer, continue d'enregistrer une forte affluence de femmes, en particulier des femmes au foyer, des étudiantes issues de différentes universités et résidences mitoyennes et des stagiaires des centres et instituts de formation professionnelle.

Dans ce contexte, Mahmoud Assous, artisan de la wilaya de Tizi Ouzou, activant dans le domaine de fabrication des bijoux kabyles, confectionnés à base d'argent et de corail, a indiqué à l'APS que cette manifestation demeure "une opportunité pour le public constantinois de découvrir le riche patrimoine traditionnel amazigh".

L'artisan qui exerce ce métier depuis 15 ans dans son entreprise artisanale, implantée dans la commune d'Ain Hammam (Tizi Ouzou), a souligné l'importance de préserver et de valoriser le patrimoine artisanal, notamment amazigh, au profit des générations futures à travers l'organisation de ce genre de manifestations et de stages de formation en faveur des jeunes porteurs de projets dans ce créneau.

"Notre entreprise organise des sessions de formation en faveur des jeunes désireux d'acquérir des connaissances liées à ce métier hérité de père en fils", a fait savoir l'artisan, soulignant qu'une vingtaine de personnes de la même région ont été initiées ces dernières années aux différentes aptitudes et techniques de confection des bijoux kabyles.

Parmi les exposants à ce Salon auquel participent une cinquantaine d'artisans de diverses wilayas du

pays, à l'instar des régions de Boumerdès, M'sila, Bejaïa et Alger, Hamza Messelam, spécialiste dans le travail de la poterie de Bouira, a salué cette initiative, affirmant que "l'enrichissement et l'échange de connaissances entre les professionnels des métiers artisanaux à travers l'organisation de cet événement culturel a pour but principal d'améliorer et de promouvoir la qualité du produit".

Pour sa part, Ali Rais, président de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), organisatrice de cette initiative, a réitéré la volonté et l'engagement de l'Etat à "soutenir et à continuer à aider tous les artisans, afin de dynamiser et de relancer l'activité artisanale aussi bien à l'échelle locale que celle nationale".

Il a ajouté que "l'événement a visé à encourager les jeunes talents, notamment dans le domaine des métiers manuels, tout en faisant connaître les produits du terroir, en offrant aux artisans un espace d'exposition et cela afin de faciliter la commercialisation de leurs productions".

Tenue en collaboration avec la direction du Tourisme et de l'Artisanat (DTA) et les associations "El Asfar" du tourisme et de l'artisanat et "El Khayma" pour le patrimoine et le tourisme, la manifestation à caractère commercial a fait la part belle aux produits du terroir, tels que l'olive, l'huile d'olive, le miel et la figue sèche, outre les habits traditionnels, la céramique et les produits de beauté, réalisés à base d'ingrédients naturels ainsi que les plantes médicinales et produits végétaux.

Coïncidant également avec les vacances scolaires d'hiver, ce Salon qui se poursuivra jusqu'au 15 du mois en cours, a enregistré la présence de nombreux touristes de wilayas limitrophes ayant visité les stands d'exposition de différents produits artisanaux installés en plein air dans le cadre de l'application des mesures visant la lutte contre la propagation de la pandémie de Covid-19.

GUELMA

## Escroquerie et usurpation de qualité, 3 arrestations

La section des recherches de la gendarmerie nationale de Guelma a mis un terme il y a quelques jours aux agissements de 3 personnes, dont une femme, qui usaient d'un stratagème particulier en faisant miroiter à des parents de dealers détenus la possibilité d'obtenir la libération immédiate, monnayée à 2.500.000 DA par tête. Les investigations déclenchées dans le cadre de cette affaire ont abouti à l'identification de deux victimes, qui ont aussitôt donné les signalements d'une jeune femme se présentant en tant qu'officier de l'ANP et deux autres personnes. Après la localisation du

Mohammed Menani

### Pluies orageuses et grêles sur plusieurs wilayas de l'Est du pays

Des pluies parfois sous forme d'averses orageuses, accompagnées localement de grêles et de rafales de vent sous orages, affecteront plusieurs wilayas de l'Est du pays à partir d'aujourd'hui dimanche, indique samedi un bulletin météorologique spécial (BMS), émis par les services de l'Office national de la météorologie.

Les wilayas concernées par cette

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

24 jounada ethania 1442

El Fedjr 06h03	Dohr 12h48	Assar 15h44	Maghreb 18h10	Icha 19h30
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



## Application des mesures de prévention contre la Covid-19

### Plus de 11.500 interventions des gendarmes en 2020

K. Assia

**A**fin de veiller à l'application des mesures de prévention contre la pandémie de la Covid-19, le groupement de la Gendarmerie d'Oran a enregistré, durant l'année écoulée, quelque 11.688 prestations et interventions a indiqué le commandant de ce corps sécuritaire, le colonel Bouzid.

Dans un bilan d'activité des unités de la Gendarmerie d'Oran, on saura que 10.439 infractions ont été relevées et constatées en 2020, dans le cadre de l'application des directives liées au respect du confinement sanitaire. Les gendarmes ont aussi relevé 101 infractions liées à la spéculation et la répression des fraudes dans le cadre des pratiques commerciales. Depuis l'entrée en vi-

gueur du confinement partiel en mars dernier, le groupement de la Gendarmerie a instauré un dispositif de sécurité en mobilisant ses unités et ce, afin de veiller à l'application de ces mesures de prévention dans les zones rurales et les communes limitrophes qui relèvent de sa compétence.

Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre d'un plan de sécurité mettant en application la décision de confinement sanitaire à Oran, dans le but d'endiguer la propagation du coronavirus, indique-t-on. Il est question de veiller à l'application des directives données dont la prévention contre la propagation de la Covid-19 et surtout le respect des horaires de confinement et les gestes barrières. Dans ce contexte on apprend également que 2.300 véhicules ont

### Destinés aux habitants des bidonvilles Plus de 3.000 logements distribués le mois prochain

K. Assia

Initialement prévue pour ce mois, l'opération de relogement de plus de 3.000 familles des bidonvilles a été reportée au mois de mars prochain ; et ce, pour permettre l'achèvement des derniers travaux d'aménagement extérieurs, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Il s'agit des bidonvilles de Sidi Chahmi et Ras El Aïn. Les familles bénéficieront de logements décents dans es sites de Benfreha et Oued Tlelat. Concernant le quota réservé à ces familles, les mêmes sources indiquent que 2.500 logements implantés à Oued Tlelat et 1.000 autres à Benfreha sont en phase d'achèvement et seront fin-prêts avant à la fin de l'année en cours. Les mêmes sources indiquent que les opérations de relogement se feront par étapes tout au long du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année prochaine. D'autre part et selon des sources de la wilaya, l'affichage des listes des bénéficiaires des logements sociaux, dans une dizaine communes de la wilaya est programmé pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'année prochaine. Selon les services de la wilaya, l'affichage concernera, entre autres, les communes de Béthioua, Aïn El Bia, Oran, Misserghine, El Kerma, Hassi Mefsoukh, Bousfer, El Ancor. Les mêmes interlocuteurs indiquent que l'étude des dossiers et les enquêtes ménages, qui étaient à l'arrêt à cause de la pandémie, ont repris depuis quelques semaines. Le retard dans l'attribution des programmes achevés des logements sociaux dans plusieurs communes de la wilaya, est à l'origine de plusieurs actions



de protestation des mal-logés à travers la wilaya d'Oran, notamment les habitants des bidonvilles d'Es-Senia, Aïn El Turck, etc. L'affichage des listes de bénéficiaires des logements sociaux constitue un véritable casse-tête pour les gestionnaires des collectivités locales de la wilaya d'Oran, car souvent confrontés au problème de l'inadéquation entre l'offre et la demande. A ce titre et selon des sources proches de la wilaya, près de 4.000 logements répartis entre une dizaine de communes, n'ont toujours pas été distribués. Il s'agit de programmes qui ont été achevés, pour certaines communes, il y a plus de 6 ou 7 années. Selon nos sources, le retards dans l'affichage des listes ne fait qu'accentuer la pression sur les services chargés de l'attribution de ces logements, car au fil des ans, le nombre de demandeurs ne fait qu'augmenter.

A ce titre nos interlocuteurs signalent que le nombre de demandes déposées dans certaines communes dépasse, de très loin, le

nombre d'unités proposées à la distribution. A Aïn El Bia, la commune a bénéficié de 300 logements pour plus de 7.000 demandeurs, Mers El Hadjadj de 300 logements pour près de 2.000 demandes, Es-Senia plus de 12.000 demandes pour 700 logements sociaux, Gdyel 500 unités pour près de 8.000 demandes, tout comme d'autres communes à l'instar de Misserghine, Béthioua où les programmes réalisés sont loin de répondre à la forte demande. Selon nos sources, le wali d'Oran a instruit les chefs des daïras et les maires des communes retardataires, concernés pour procéder à l'affichage des listes des bénéficiaires, dans les plus brefs délais.

La décision du wali vise à accélérer le processus d'attribution de ce quota de logements dans les plus brefs délais, selon nos interlocuteurs. A ce titre et conformément à cette directive, certaines communes concernées par le programme et qui ont finalisé leurs listes, procéderont à l'affichage, en début d'année prochaine.



### Direction de la Culture Une commission pour un classement des monuments historiques

**L**a direction de la Culture d'Oran s'attèle à l'activation de la commission de wilaya pour un classement local des monuments historiques, dont recèle la capitale de l'ouest du pays, dans le but de les valoriser, a-t-on appris vendredi, de cette direction.

La direction de la Culture d'Oran entend activer la commission de wilaya de classement local des monuments historiques, un riche patrimoine que recèle la capitale de l'ouest du pays, notamment pour intégrer ces monuments historiques et vestiges, notamment la Casbah de la ville d'Oran et l'ancienne mosquée Abdallah Essalem, sise au boulevard Maâta Mohamed El Habib, au centre-ville, dans la liste additive des sites et monuments historiques, a indiqué la directrice locale de la Culture et des Arts, Bouchra Salhi. Pour rappel, la 'Casbah d'Oran', monument chargé d'histoire, situé dans l'ancien quartier symbole 'Sidi El Houari', a connu vendredi, une vaste campagne de nettoyage avec la participation de la société civile, des associations activant dans le domaine de la préservation du patrimoine et des citoyens, avec le soutien de la direction de la Culture et des Arts ainsi que l'antenne d'Oran de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels. Ont pris part à

cette initiative, organisée sous le slogan « La Casbah nous réunit », un nombre d'Associations actives dans le patrimoine et la société civile de la ville d'Oran, a indiqué à l'APS, Bouchra Salhi, expliquant que cette opération de volontariat vise à valoriser à nouveau, cette citadelles. Elle s'inscrit, également, dans le cadre du programme dit « Djoumouaat Ethourrat » (Vendredi du patrimoine), visant à organiser des campagnes de nettoyement des sites historiques, une fois toutes les deux semaines, sachant que ce programme est le 2<sup>eme</sup> du genre après celui organisé en 2014 par le secteur de la Culture et l'Office sus-indiqué, a-t-elle dit. Cette action de volontariat qui a vu la participation du bureau du Tourisme d'Oran, vise à valoriser cette forteresse qui se trouve dans un piteux état de délabrement, lié aux restes des habitations anarchiques démolies, après le relogement des résidents, selon les explications fournies par le commissaire de la Fondation 'Nass El Kheir', organisatrice de cette initiative de sensibilisation sur l'intérêt de la préservation de ces vestiges avec le concours d'un groupe de fans du patrimoine 'Arsam Wahran', ainsi que le réseau de l'environnement et de la citoyenneté. Les amateurs du patrimoine d'Oran,

les Associations qui activent dans le domaine culturel et touristique espèrent que cette «Casbah», une forteresse, témoin d'un riche passé, puisse être classée en tant que patrimoine national, de même que sa restauration pour devenir une destination touristique et culturelle de choix, tant il vrai qu'elle recèle de nombreux trésors à caractère historique et patrimonial, a ajouté M. Benzine Kada. La 'Casbah d'Oran', considérée comme le vestige, un des plus anciens de la ville d'Oran, qui a été édifiée en l'an 902 par les commerçants andalous où vivaient plusieurs familles qui ont bénéficié, dans le cadre d'un programme de relogement de nouveaux logements décents à Oran, en 2006, comme l'a affirmé le chef de service des Activités culturelles de la direction de la Culture et des arts. La Casbah de la ville d'Oran, qui s'étale sur une superficie de 5,5 ha, dénombre de quelque 28 sites et monuments historiques qui remontent à diverses époques historiques et civilisationnelles qu'a connues Oran, lesquels sont en majorité classés comme patrimoine national à l'instar de 'Bab Tlemcen' ainsi qu'un nombre de fortifications, en plus de l'existence du 1<sup>er</sup> tribunal, autre lieu de mémoire, édifié par Bey Bouchelaghama, a ajouté Nouri Mekhaïssi.

### Direction régionale des douanes D'importantes saisies de psychotropes, bijoux et véhicules en 2020

K. Assia

**D**'importantes saisies ont été effectuées par les services de la Direction régionale des douanes d'Oran dans le cadre de la lutte contre la contrebande. Selon un bilan d'activité de l'année 2020, il ressort que ces services ont traité 9 affaires de saisies de cigarettes. 516 cartouches de cigarettes et 204.000 unités de cheima ont été saisies en plus d'un camion par les douaniers. Les ins-

pecteurs ont également traité 23 affaires d'importation illégale de téléphones portables et ont saisi 6.255 appareils cellulaires pour une valeur de plus de 31 millions de dinars sur le marché intérieur. Cinq affaires de stupéfiants ont été aussi enregistrées et les douaniers ont saisi 207,47 kilos de kif traité, 709,5 gr de cocaïne et dont la valeur sur le marché intérieur est de plus de 33 millions de dollars. 21 véhicules plus une moto ont été aussi confisqués. Concer-

nant les affaires de psychotropes, huit affaires ont été aussi traitées, 358.076 comprimés, 15 véhicules et un bateau ont été saisis dans le cadre de la lutte contre ce fléau. Les douaniers relevant toujours de la visite des voyageurs ont saisi plus de 504 gr d'or et 1.382 gr d'argent chez des voyageurs n'ayant pas déclaré leurs marchandises à l'embarquement ou au débarquement aux frontières. D'autre part, 21 véhicules et 14.666 unités et effets vestimentaires ont été saisis, toujours dans le cadre de la lutte contre la contrebande.

Des amendes ont été dressées à l'encontre de contrevenants conformément à la réglementation douanière. Notons que la Direction régionale des douanes d'Oran couvre cinq sous-directions et quatre inspections divisionnaires (Oran port, Oran extérieur, Arzew et Aïn Témouchent).

#### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

**Mansour Bouabdallah**, 83 ans, Grand-Terre  
**Benkada Aouad**, 62 ans, Mascara  
**Belop Jemaï**, 76 ans, Sig  
**Yousfi Ghalem**, 39 ans, Makarri

#### Horaires des prières pour Oran et ses environs

24 jounada ethania 1442  
El Fedjr 06h32 Dohr 13h17 Assar 16h15 Maghreb 18h41 Icha 20h00



## Après une fermeture de plus d'une année Réouverture hier des marchés aux bestiaux



D. B.

**S**uite aux dernières instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Urbanisme, les marchés aux bestiaux ont été rouverts hier à Oran, indique un communiqué de la cellule de communication de la wilaya. A ce titre, les services de la wilaya indiquent que les activités de ces marchés reprendront normalement à partir de cette semaine, avec la nécessité de respecter strictement et de mettre pleinement en œuvre le protocole sanitaire en vigueur pour lutter contre la pandémie de la Covid-19. Les marchands sont tenus à respecter les normes de distanciation sociale et éviter les rassemblements de toutes sortes. Le port obligatoire des masques de protection pour toutes les personnes dans cet espace. L'intensification des opérations de stérilisation et de désinfection. Assurer un suivi périodique du respect des mesures préventives.

En conséquence, les marchés de bétail situés dans la wilaya

d'Oran seront rouverts selon le programme suivant: le marché régional de bétail situé dans la commune d'El Karma, à partir de cette semaine, durant trois (03) jours par semaine, samedi, lundi et mercredi. Le marché local de bestiaux relevant de la commune de Gdyel tous les mardis. A ce titre, les services de la wilaya d'Oran ont adressé des instructions à tous les services concernés pour mener des campagnes de sensibilisation auprès des marchands ainsi que les visiteurs de ces marchés, avec la nécessité de respecter ces procédures. Il y a lieu de rappeler que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdellah Hamdani, a annoncé, ce mardi 2 février 2021, à partir de la wilaya de Guelma, la réouverture des marchés de bétail dès la semaine prochaine, expliquant que cette décision est intervenue à un moment où un certain nombre de marchés ont ouvert leurs portes sur les instructions des walas de certaines wilayas du pays.

Le ministre a déclaré que ce qui avait été promis par les services du ministre de l'Agriculture et du Développement rural concernant les semences de pomme de terre avait été respecté, précisant que la facture d'importation avait été réduite de 50% et que 70% de la semence de pomme de terre locale serait disponible à l'horizon 2024. Concernant le colza, le ministre a déclaré que «cette agriculture doit être développée en Algérie, compte tenu de la lourde charge qu'elle représente au niveau des dépenses publiques, notamment dans la situation actuelle marquée par la propagation de l'épidémie du coronavirus, qui a provoqué la flambée des prix de certains produits de base».

A propos de l'arrêt des importations de la viande rouge et surgelée, M. Hamdani a déclaré que son département ministériel se prépare pour le mois sacré en examinant la disponibilité des produits agricoles à des prix compatibles avec le pouvoir d'achat des citoyens.

## Forêt récréative de Ain Khadidja à Mers El Kébir Un projet mis aux oubliettes

Rachid Boutlelis

**L**a réouverture des espaces verts annoncée il y a quelques jours par les autorités de la wilaya a suscité un véritable engouement pour les familles de la contrée de Ain El Turck, qui ont pris d'assaut les quelques rares espaces répertoriés à travers cette commune, notamment le jardin de Claire Fontaine. Toutefois, la criarde insuffisance d'espaces verts et autres lieux de convergence suscite le désappointement de nombre de familles. En effet, hormis le jardin public de la localité de Claire Fontaine qui, du reste, nécessite plus d'attention et d'entretien, aucun lieu de détente n'a été aménagé pour le besoin. Le peu d'aires de jeux pour enfants, à l'exemple de celui de la localité de Bouisseville, à proximité de l'unité de la protection civile, ne doit sa survie que grâce à la mobilisation des habitants. Il importe de rappeler dans ce registre que l'annonce de la réalisation d'une forêt récréative au lieu-dit Ain Khadidja, sur les hauteurs de la commune de Mers El Kébir, a suscité la joie des familles qui ont salué cette initiative mais ont vite désenchanté en ne voyant rien venir. Il s'agissait en fait d'une superficie de 20 hectares, qui a été ciblée quatre ans auparavant par une

étude de faisabilité pour le lancement d'un projet d'aménagement, qui devait comprendre entre autres l'installation d'un mobilier urbain adéquat à ces lieux. Le but était de transformer cette zone en un lieu de détente pour familles. Un comité de suivi a été chargé d'évaluer les moyens financiers et autres nécessaires à la réalisation de cette forêt récréative qui aurait été, si elle a été réalisée, la première du genre dans cette contrée et dont la réception était prévue selon les estimations élaborées au cours de la saison estivale 2014.

Le projet de réalisation de cet espace de détente dans cette zone magnifiquement boisée a malheureusement été renvoyé aux calendres grecques en toute vraisemblance. Plusieurs autres projets de lieux de loisirs et d'espaces de détente pour familles ont été annoncés au cours de l'année 2015 dans d'autres zones essaimées à travers le territoire de cette contrée, qui renferment d'énormes potentialités touristiques, mais aucun d'entre eux n'a vu le jour. Il avait été question au cours de la même époque d'une étude de faisabilité d'un projet de grande envergure, relatif à la réalisation d'un parc aquatique et d'un lieu de détente pour les familles ainsi que des aires de jeux pour en-

fants, prévu sur la superficie ayant abrité l'ex-décharge communale du village de Cap Falcon, qui a été éradiquée auparavant. Un projet également mort-né.

Dans ce contexte signalons que cinq ans plus tôt un apport d'un montant de 4,9 millions de dinars a été accordé par la wilaya d'Oran au profit de la daïra de Ain El Turck et ce, pour permettre le financement des travaux d'aménagement d'un espace de détente dans la localité de Bouisseville. Il s'agissait en fait de la réhabilitation d'un petit jardin, existant déjà depuis l'époque coloniale, situé à proximité de l'agence d'Algérie Télécom, qui était auparavant exploité par un particulier, conformément à un bail établi par l'APC de Ain El Turck, dans le cadre d'une concession en location d'une durée déterminée. Ce jardin, qui a été détourné de sa vocation initiale, a été inscrit au menu d'une vaste opération d'assainissement visant à la récupération à cette époque des biens communaux dans cette daïra et ce, dans le but de procéder à leur réhabilitation.

Fort malheureusement et en raison de l'absence flagrante d'entretien régulier, cet espace au même titre que la grande majorité des autres, essaimés dans cette contrée, se trouve dans un état déplorable.

## Béthioua et Tafraoui Des projets pour les localités déshéritées

R.L

**A** l'instar des autres communes de la wilaya, d'importants projets d'amélioration du cadre de vie des citoyens, ont été lancés dans les communes déshéritées de Béthioua. Selon un communiqué de la cellule de communication, la direction des Travaux publics vient de lancer les travaux d'aménagement de la route municipale n°1, entre la zone de Granine et celle de Benmelouka, sur une distance de 2 km. D'autres travaux de réhabilitation de la voirie ont été aussi lancés sur la route municipale n°2 reliant Hassi Bounif à Boufatis. Outre la commune de Béthioua, celle de Tafraoui a bénéficié de près d'une quarantaine d'opérations de développement, dans le cadre du programme de la prise en charge des localités démunies. Ces opérations d'aménagement urbain, notamment le raccordement au gaz naturel, la réhabilitation du réseau d'assainissement, etc... sont réparties sur les 12 localités que compte la commune. Selon des sources proches de l'APC, ces projets concernent, entre autres des aménagements urbains à

Slaimia, le raccordement de la localité de Kehailia au réseau du gaz de ville ainsi que des opérations de réhabilitation du réseau d'assainissement dont un à l'entrée-est de la commune. Les autres localités de cette commune vont bénéficier d'autres opérations d'amélioration urbaine dans le cadre des programmes de développement destinés aux zones d'ombres. L'assainissement, la voirie, l'éclairage, l'alimentation en gaz de ville, l'AEP et l'éclairage public constituent les préoccupations majeures des citoyens, dans ces régions. Les habitants de cette commune avaient, à maintes reprises, lancé un appel aux autorités locales pour une amélioration du cadre de vie. D'autre part et à l'instar de Tafraoui ; les zones d'ombre de la commune de Oued Tlélat ont bénéficié d'une enveloppe de plus de 141 millions de DA pour concrétiser 8 projets de développement qui contribueront à l'amélioration du cadre de vie du citoyen, indiquent les Services de la wilaya. Ces projets, dont une partie est financée du budget de wilaya avec plus de 75 millions de DA, profiteront aux zones de Fouathia, Chekalil, Mefathia, d'électricité et de gaz.

## Aïn El Turck Suppression des paraboles dans les cités

Rachid Boutlelis

**E**n application des directives de la wilaya d'Oran, et dans la continuité de l'opération pilote lancée au niveau de certains quartiers de la ville d'Oran et d'Arzew, une opération de suppression des antennes paraboliques au niveau de certains immeubles sera lancée incessamment à Ain El Turck, a-t-on appris hier auprès de la commune. Il s'agit notamment des immeubles situés à l'intérieur du tissu urbain et qui donnent directement sur le grand boulevard, en allant de la localité de St Rock jusqu'au centre de la ville de Ain El Turck. D'autres opérations ont été programmées pour le ravalement des façades des immeubles et des commerces. La campagne s'inscrit dans le cadre des efforts de la wilaya d'Oran visant à éliminer tout aspect qui déforme le visage de la ville et conserver le caractère esthétique et style architectural des bâtiments.

Selon le rapport détaillé établi par la wilaya d'Oran, l'opération de suppression des antennes paraboliques commence à donner ses fruits. Ce rapport indique qu'une centaine d'immeubles ont été débarrassés des antennes paraboliques et l'opération se poursuit toujours. En outre, le même rapport sti-

pule que 19 autres immeubles ont bénéficié d'opération de ravalement de façades et d'aménagement d'espaces verts. Les services de la wilaya signalent en outre que des dispositions ont été prises pour des opérations de ravalement des façades des entreprises et institutions établies ainsi que des commerces de la ville. En effet, la direction du logement avait lancé l'année dernière une campagne d'élimination des antennes paraboliques sur les balcons des immeubles. La campagne a été lancée à partir du boulevard Colonel Ben Abderrezak, au niveau du quartier Yaghmoracen, la cité Les Falaises à Oran ainsi que dans certains immeubles de la ville d'Arzew.

La campagne s'inscrit dans le cadre des efforts de la wilaya d'Oran visant à éliminer tout aspect qui déforme le visage de la ville et conserver le caractère esthétique et le style architectural des bâtiments.

Selon un communiqué de la direction du logement, ces opérations vont se poursuivre jusqu'à inclure tous les bâtiments des quartiers de la wilaya. L'opération supervisée par les services de la wilaya et la direction du logement consiste à enlever les paraboles des façades des bâtisses. Une opération est entamée

Rappelons aussi qu'en 2016 l'Office de promotion et de gestion immobilière d'Oran a informé les habitants des nouvelles cités ayant bénéficié de logements dans le cadre de la résorption d'habitat précaire que l'installation des paraboles sur les façades est interdite. Faute de quoi, l'Office prendra des mesures qui s'imposent. Des endroits ont été réservés pour l'installation des antennes paraboliques sur les terrasses.

## TIARET

## Près de 700 milliards pour de nouveaux projets

**Une enveloppe financière de plus de 675 milliards de centimes a été dégagée au profit de la wilaya de Tiaret, au titre des différents programmes de développement, apprend-on dans un communiqué de la cellule de communication du cabinet du wali.**

El-Houari Dilmî

Selon le même communiqué, cet important pactole est réservé à des projets prioritaires comme les secteurs de l'Education et la Santé principalement. Dans le langage des chiffres, l'on saura qu'une enveloppe financière de 255 milliards de centimes est réservée aux plans sectoriels de développement, 169 autres milliards de centimes comme enveloppe complémentaire pour l'achèvement des projets qui ont connu un retard, et 151 milliards de centimes dans le cadre des plans de développement communaux et le Fonds commun des collectivités locales (FFCL). Parmi les projets figurant au titre des plans sectoriels de développement, la réalisation de trois (03) groupes scolaires à Tiaret et Sougueur, la réalisation de lycées à Aïn Kermesse et Mahdia, 11 classes primaires dans différentes communes de la wilaya, trois (03) demi-pensionnats à Aïn Boucheik, Mechraâ Sfa et Tiaret et quatre (04) cantines scolaires à Nadhora, Sidi Abderrahmane, Sidi Bakhti et Sidi Hosni, la réalisation de quatre (04) CEM à Aïn Dheb, Sidi Abderrahmane, Tagdempt et Sidi Hosni, la rénovation des établissements des trois paliers et leur dotation en nouveaux équipements. Au chapitre du secteur de la Santé figurent l'acquisition d'un nouveau scanner pour l'hôpital « Youcef Damardji », la réhabilitation des polycliniques de Tiaret, Mahdia et Frenda, deux ambulances au profit des hôpitaux de Tiaret et Frenda et l'acquisition de nouveaux équipements pour tous les hôpitaux de la wilaya. Parmi les projets inscrits au titre de l'année en cours figurent également la réhabilitation de la maison de la culture « Ali Maâchi » et la bibliothèque « Jacques Berque » de Frenda, l'aménagement de l'ancien siège de la garde communale à Guertoufa en maison de jeunes. Au registre des travaux publics, les nouveaux projets concernent la consolidation de la route nationale N°90 sur une distance de vingt (20) kilomètres, et l'entretien de plusieurs chemins de wilaya et chemins vicinaux. Toujours selon le communiqué du cabinet du wali, une partie de l'enveloppe financière de 675 milliards de centimes est consacrée à la réévaluation de plusieurs projets comme le Centre anti-cancer, les urgences médicochirurgicales de l'hôpital de Ksar Chellala, l'école des beaux-arts de Tiaret, 4.000 lits supplémentaires au niveau du pôle universitaire de Karman, et l'équipement de la station de surveillance de l'environnement à Tiaret. Une autre partie de l'enveloppe financière est réservée à la réalisation de plusieurs projets liés à l'alimentation en eau potable et la reprise des réseaux d'assainissement dans plusieurs communes de la wilaya.

## EL-BAYADH

## Des promesses pour le nouvel hôpital de Boualem

Hadj Mostefaoui

Souligné à maintes reprises par la population locale lors des différents passages des responsables locaux, l'achèvement des travaux de l'unique hôpital de 60 lits prévu pour la daïra de Boualem, lancés en 2011, n'est pas pour demain. Sa réception définitive est reportée d'année en année, ce qui agace les citoyens de cette ville qui se sont plaints au wali lors de son récent passage dans la région. L'entreprise publique SOPA-TI détentrice du marché, ayant déclaré faillite, a été dissoute en 2017. Un vrai casse-tête pour la population de cette daïra estimée à plus de 45.000 âmes qui doivent évacuer leurs malades vers les hôpitaux de la daïra d'Aflou (wilaya de Laghouat) plus particulièrement pour les accouchements et la radiographie. Pour l'heure, l'unique centre de santé en fonction, doté d'une seule ambulance,

## Huit blessés dans une collision

H. M.

Un autre accident de la circulation a été enregistré vendredi sur la RN 47 au lieudit « Laguermix ». Deux véhicules de tourisme sont entrés en collision au niveau du carrefour de Stitten, faisant huit blessés. Les victimes ont été évacuées par les éléments

de la protection civile vers l'hôpital du chef-lieu de la wilaya. Le vent de sable qui sévissait sur la région serait l'une des causes de cet accident. Pour rappel, un accident de la circulation similaire, ayant fait 5 blessés, s'est produit jeudi sur la RN 6A à quelques encablures du village de Kef-Lahmar.

## MASCARA

## Le projet du pôle sportif de Sig à la traîne

Belkecir Mohamed

Lors de l'inspection du nouveau pôle sportif de Sig, en fin de semaine, le chef de l'exécutif et le P/APW n'ont pas apprécié l'état d'avancement des travaux de la salle omnisports et le stade de football de 20.000 places qui sera mis à la disposition des Jeux méditerranéens prévus en 2022 à Oran. Ces deux unités avec la piscine et le terrain d'athlétisme constituent l'ensemble du complexe sportif. Des chantiers, s'ils ne sont pas

à l'arrêt, sont à la traîne avec des retards considérables suscitant beaucoup d'inquiétudes. Tous les lots ont été passés au peigne fin. Le chef de l'exécutif, qui était dans tous ses états, a reproché aux responsables concernés et aux bureaux d'études tantôt leur silence, tantôt leurs réponses évasives. Selon les prévisions, un projet de cette taille qui a été lancé en 2014 aurait dû être déjà réceptionné. Le wali, devant cet imbroglio et ces fuites de responsabilité, n'a pas été convaincu par les répon-

## SIDI BEL-ABBES

## Un service de médecine nucléaire à l'EHS anti-cancer

Le service de médecine nucléaire au niveau de l'établissement hospitalier spécialisé anti-cancer de Sidi Bel-Abbes est entré en exploitation, jeudi coïncidant avec la journée de lutte contre le cancer, a-t-on appris du directeur de cette structure sanitaire.

Mohamed Falah Touta a indiqué que ce service est dédié au diagnostic et au dépistage des malades au niveau de cet établissement spécialisé, qui nécessite une coordination du travail entre les autres services médicaux existants au sein de cette structure sanitaire.

Le même responsable a souligné que l'ouverture du service de médecine nucléaire permettra d'alléger la souffrance des malades cancéreux qui font souvent de longs et coûteux déplacements pour faire un dépistage auprès du secteur privé.

Le nouveau service est le 3e du genre parmi les établissements publics dans la région ouest du pays, ce qui permet aux malades cancéreux de six wilayas voisines de bénéficier de ses prestations et d'alléger leurs souffrances, a-t-il souligné.

D'autre part, le même responsable a fait savoir qu'il a été enregistré, durant l'année dernière, une baisse relative du nombre de malades atteints de cancer par rapport à l'année 2019, signalant le recensement de 575 nouveaux cas atteints du cancer sur 727 dépistés et notant que l'année 2019 a enregistré 880 cas atteints du cancer.

En ce qui concerne le traitement au niveau de l'établissement hospitalier spécialisé anti-cancer de Sidi Bel-Abbes durant l'année dernière, 2.021 malades ont été pris en charge au niveau du service de chimio-

thérapie, 18.366 ont été traités par radiothérapie et 2.021 ont effectué l'imagerie par résonance magnétique (IRM).

Pour rappel, l'EHS anti-cancer de Sidi Bel-Abbes, d'une capacité de 120 lits, a connu une extension avec l'ouverture du service de traitement des tumeurs aux rayons X, qui a été doté d'un équipement dont un scanner et un appareil de mammographie pour le dépistage précoce du cancer du sein, en plus de l'ouverture d'un service pour divers diagnostics.

Le service de soins par chimiothérapie a été doté d'un équipement qui fonctionne à l'aide d'une technique dite de trois dimensions (3D), qui permet le traitement des cellules cancéreuses en un temps record estimé à 5 secondes, sans affecter d'autres membres sains du corps, a-t-on indiqué.

## MOSTAGANEM

## Deux nouvelles brigades de la gendarmerie



La gendarmerie nationale dans la wilaya de Mostaganem sera dotée prochainement de deux nouvelles brigades, a-t-on appris du commandant du groupement territorial de ce corps de sécurité, le colonel Souafi Ahmed.

Ces deux brigades, qui seront installées dans les communes de Safsaf et Souafia et opérationnelles dans un proche avenir, s'ajoutent aux structures dont a bénéficié dernièrement le groupement territorial de la gendarmerie nationale à Mos-

taganem dont notamment la brigade de la protection de l'environnement et celle des recherches, a-t-on indiqué.

Par ailleurs, les affaires de crimes, traitées par la gendarmerie nationale de Mostaganem l'année dernière, ont connu une hausse de 74 pour cent,

savoir le colonel Souafi. Pour ce qui est du crime organisé, les unités de la gendarmerie nationale ont saisi, l'an dernier, 260 kg de kif traité et 2.233 comprimés psychotropes après avoir traité 209 affaires liées au trafic de drogue.

Durant la même période, les mêmes unités ont mis fin à l'activité de trois réseaux de contrebande et ont traité quatre affaires sur huit liées à la falsification de dossiers, notamment ceux de véhicules et administratifs, a-t-on ajouté.

## Real Madrid

**Le coup de gueule de Zidane**

Le Real Madrid n'y arrive plus en 2021, et les rumeurs se multiplient concernant un éventuel licenciement de l'entraîneur Zinédine Zidane. Interrogé sur le sujet en conférence de presse, le technicien français a vu rouge. Depuis le début d'année, le Real Madrid n'y arrive plus. Qu'elle semble loin, l'époque où le Real Madrid remportait trois fois de suite la Ligue des Champions entre 2016 et 2018. Avec Zinédine Zidane sur le banc, et Cristiano Ronaldo dans la surface, bien évidemment.

Après ce triplé historique, le technicien français avait quitté le club merengue de sa propre initiative, mais l'histoire est sensiblement différente moins de trois ans plus tard. Faute de résultats, comme en fin d'année dernière, ZZ flirte de plus en plus avec le licenciement... Zidane réclame du respect À l'heure actuelle, il n'est pas question d'un départ immédiat de Zidane. La donne pourrait toutefois changer en cas de «catastrophe», comme une éventuelle élimination par l'Atalanta Bergame en huitièmes de finale de Ligue des Champions, mais les médias espagnols s'accordent surtout à dire que le champion du monde 1998 sera remercié en fin de saison, malgré un contrat qui court jusqu'en 2022.

Le titre glané en Liga la saison passée ne pèse-t-il pas dans la balance ? Si, mais l'éventuelle perte à venir du titre face à l'Atletico Madrid, qui compte 10 points d'avance et un match de retard,



semble peser davantage.

Au grand dam de Zidane. Interrogé sur un éventuel départ ce vendredi en conférence de presse, le technicien français a vu rouge. «Tu me demandes ça sérieusement ? Si je vais démissionner et rentrer chez moi ? Que veux-tu me dire, que chaque jour je suis viré ?», s'est emporté l'entraîneur madrilène face à un journaliste espagnol. Le titre, Zidane ne perd pas espoir. «On veut juste travailler avec les joueurs, continuer à nous battre. La saison dernière, on a remporté la Liga. On a le droit de défendre notre titre, a ajouté ZZ, très agacé, avant d'embrayer face à un journaliste français. (...) Est-ce que ça me fait plaisir d'entendre que je suis dehors à chaque fois qu'on fait un mauvais match ? Et bien

non, je ne suis pas content. Je suis remonté, je ne suis pas content car j'estime que je ne mérite pas ce traitement.» Zidane a insisté sur la notion de respect, et l'ensemble de son oeuvre à Madrid le mérite. Mais le natif de Marseille, fraîchement débarassé du Covid-19, va rapidement devoir remobiliser ses troupes. Après une humiliante défaite à domicile contre Levante (1-2) la semaine passée, son équipe est dans l'obligation de réagir sur la pelouse de Huesca samedi en Liga. Sans la victoire, la Maison Blanche pourra faire une croix définitive sur le titre. Trois noms pour l'après-Zidane Et en cas d'enchaînement de mauvais résultats, le président Florentino Perez n'hésitera pas à pousser son «protégé» vers la sortie, malgré l'amour qu'il lui porte.

## Juventus de Turin

**Ronaldo, la belle promesse à ses fans**

Le crack portugais a tenu à adresser un message de remerciement à ses fans qui n'ont pas manqué de lui souhaiter son 36e anniversaire, vendredi 5 février.

Les années passent, Cristiano Ronaldo reste au top. Fraîchement devenu meilleur buteur de l'histoire avec 763 buts, lui permettant de surpasser les 762 buts inscrits par Pelé et Josef Bican, le quintuple Ballon d'Or continue d'affoler les compteur du haut de ses 36 ans qu'il a fêté vendredi 5 février. «36 ans, incroyable ! On a l'impre-

sion que tout a commencé hier, mais ce voyage est déjà plein d'aventures et d'histoires à retenir. Mon premier ballon, ma première équipe, mon premier but ... Le temps passe vite !», a ainsi écrit l'ancien Madrilène dans un message de remerciement publié sur son compte Instagram. «J'ai donné tout ce que j'ai pu, je ne me suis jamais refusé et je 'ai toujours essayé de fournir la meilleure version possible de moi. En retour, vous m'avez donné votre amour et votre admirati-

## Inter Milan

**Une situation alarmante**

qui nous dépassent, qui concernent nos actionnaires qui sont des gens responsables et feront des choix avisés», a ajouté le responsable, après avoir évoqué un «moment délicat».

Depuis plusieurs semaines, le groupe Suning, actionnaire principal du club, est en quête d'investisseurs pour renflouer les caisses de l'Inter. Selon plusieurs médias italiens, une cession pure et simple du club nerazzurro n'est pas exclue. Selon le Financial Times, le club aurait besoin dans un premier temps de 200 millions d'euros en urgence pour assurer les opérations jusqu'à

la saison prochaine. Le club milanais a notamment mené des discussions approfondies avec un fonds d'investissement britannique, BC Partners, mais sans trouver d'accord sur la valeur globale du club, selon le FT. Suning évaluant l'Inter Milan à plus de 900 M EUR et le fonds à 750 M EUR. Des discussions auraient aussi lieu avec d'autres investisseurs potentiels, allant d'une «acquisition pure et simple du club» à une participation minoritaire, selon cette enquête.

L'Inter Milan avait démenti

début janvier de premières rumeurs évoquant une possible vente.

## Équipe de France

**Le Graët persiste à propos de Benzema**

Karim Benzema a beau avoir demandé à Noël Le Graët de «l'oublier» et de le «laisser tranquille», le patron de la FFF continue de parler du buteur du Real Madrid lorsqu'on lui tend un micro. Sur France Info, il a ainsi tenté de manier l'ironie... avec plus ou moins de réussite. Le Graët a une nouvelle fois abordé le cas Benzema. «Monsieur Le Graët, je vous demande de m'oublier et de me laisser tranquille s'il vous plaît. La France est championne du monde, et là est l'essentiel, le reste n'est que futile. Merci.» Ces mots, ce sont ceux de Karim Benzema (33 ans), prononcés... en 2018, quelques mois après le sacre de l'équipe de France en Russie. En réponse au patron de la Fédération Française de Football, donc, qui avait à l'époque déclaré l'histoire du Madrilène avec les Bleus «définitivement terminée». Le Graët rappelle les 1222 minutes sans marquer Benzema, qui n'a plus porté le maillot bleu depuis le 8 octobre 2015 suite, entre autres, à l'affaire de la sextape, à quant à lui fait une croix sur l'équipe de France dès l'Euro 2016.

Le Madrilène n'est pas dupe : tant que Didier Deschamps sera sélectionneur, la porte sera et restera fermée. Mais, malgré lui, celui qui compte tout de même 27 buts inscrits en 81 sélections



voit son cas être régulièrement remis sur le devant de la scène par le président de la FFF. Benzema l'avait séchement repris en 2018, le refera-t-il à nouveau ? Cette fois, Le Graët n'a pas simplement confirmé la fin de son aventure avec les Bleus, il a surtout remis en cause son bilan, en rappelant ses 1222 minutes passées sans marquer entre 2012 et 2013.

«Il a quand même fait, à un moment, je crois, 15 matchs sans marquer un but en équipe de France», a notamment déclaré NLG lors d'une longue interview accordée à France Info. Le Graët «ironise» sur la présence de Benzema en Russie. Et ce n'est pas tout. Décidément en forme, Le Graët a également fait mine de ne pas se rappeler si Benzema

était présent ou non lorsque les Bleus ont remporté la Coupe du monde : «A-t-il sa place avec les Bleus au vu de son niveau? Ce n'est pas la question d'aujourd'hui, vous savez très bien.

Ça fait un moment qu'on a été champions du monde. J'ai l'impression qu'il ne jouait pas, je ne me rappelle pas...

Si, il jouait ? Je ne sais plus. A mon vieil âge, on n'a pas de mémoire sur tout.» Une déclaration osée, d'autant plus que le président est actuellement pointé du doigt pour son âge, lui qui s'apprête à briguer un nouveau mandat au sein de la FFF... à 79 ans. Et s'il gagne à nouveau, il ne laissera pas à Benzema la possibilité de participer aux Jeux Olympiques prévus cet été.

## Angleterre: Liverpool-Man-City

**La passation de pouvoir ?**

Manchester City se rend aujourd'hui à Liverpool pour un choc qui pourrait avoir un air de passation de pouvoir si le leader, en pleine forme, s'imposait chez le tenant du titre, pas épargné par les blessures.

Les Reds, quatrièmes, sont dans une mauvaise passe après avoir concédé deux défaites en cinq matches de championnat alors que les Mancuniens sont dans une forme étincelante avec neuf succès consécutifs en Premier League, et treize toutes compétitions confondues depuis la mi-décembre. Les hommes de Pep Guardiola, qui comptent sept points d'avance sur ceux de Jürgen Klopp, tout en ayant disputé un

match en moins, ont confiance en leurs atouts pour obtenir une victoire qui serait un pas important vers une septième couronne nationale. D'autant que les Reds vivent également dans l'incertitude par rapport à leur huitième de finale aller de Ligue des Champions prévu le 16 février sur le terrain du RB Leipzig, le déplacement en Allemagne leur étant interdit en raison de la pandémie de Covid-19. Privés notamment en défense de Joël Matip et de Virgil van Dijk, ils se sont renforcés in extremis dans ce secteur lundi avec les arrivées de Ben Davies en provenance de Preston North End et du Turc Ozan Kabak, prêté par Schalke.

La formation italienne, l'Inter Milan, dont le propriétaire chinois Suning est en quête d'investisseurs pour tenter de rétablir des comptes dans le rouge, est dans un «moment délicat», a reconnu vendredi son administrateur délégué Giuseppe Marotta. «On avance comme ça et on espère que ces problèmes seront résolus pour donner plus de tranquillité à tout l'environnement», a-t-il souligné sur la chaîne Sky avant le coup d'envoi du match des Nerazzurri face à la Fiorentina, en ouverture de la 21e journée de Serie A. «On espère une conclusion rapide mais ce sont des problèmes

## Football - Ligue 1

## La JSK se replace, le MCO décroche



M. Benboua

À près le report de deux rencontres, dont le grand derby de la capitale entre l'USMA et le MCA, c'est le choc entre le leader, l'ES Sétif et le MC Oran, qui a retenu l'attention samedi. Or, les Mouloudéens n'ont pas été à la hauteur de l'événement et se sont lourdement inclinés devant l'Entente, qui consolide ainsi sa position en tête du classement. Touré (26'), Ferhani (41'), Kendouci (75') et Bekrak (78') ont marqué pour les locaux, alors que le défenseur Belkaroui (29') avait inscrit le seul but du MCO. Bien organisé en première période, le team oranaise a complètement baissé sa garde en seconde période, notamment après la sortie sur blessure du gardien Limane. Outre l'ESS, la palme de cette première partie de la 12<sup>e</sup> journée est à mettre à l'actif de la JSK, du RCR, du CSC et du PAC qui se sont imposés en dehors de leurs bases. En effet, la JS Kabylie est allée infliger à Dziri Billel sa première défaite avec le NA Hussein Dey, qui retombe ainsi dans ses travers. Benchaïra (14') et Bensayah (90') ont puni cette équipe du Nasria, qui n'a rien fait pour éviter la défaite. En face, la JSK retrouve le sourire et rejoint provisoirement l'OM à la seconde place. A noter que la NAHD a terminé la rencontre en infériorité numérique après l'expulsion de Guebli à dix minutes de la fin. Pour sa part, le Paradou AC n'est pas allé avec le dos de la cuillère devant le WA Tlemcen, méconnaissable lors de cette rencontre. Boucif (31', 42'), Okello (33') et Benbouali (62') ont concrétisé la domination des visiteurs lors de ce match, alors que Zermane (65' s.p.) a sauvé l'honneur pour les Widadis. De leur côté, le RC Relizane et le CS Constantine ont raflé la mise respectivement à Magra et à Biskra par le même score (1-0). Trois précieux points pour les deux premiers cités, qui réalisent un début de saison en dents de scie. Le but du RCR a été inscrit par Aoud (77'), tandis que Belmes-saoud (63') a marqué le but du CSC devant l'USB. Enfin, l'AS Ain M'lila, en manque d'inspiration ces derniers temps, a peiné avant de battre l'USM Bel-Abbès grâce à Hamia sur penalty (87'). Une victoire importante certes, mais pénible pour l'ASAM en nette perte de vitesse. En face, l'USMBA n'arrive plus à se mettre en équilibre et les problèmes internes ne sont pas faits pour arranger les choses. A noter que cette 12<sup>e</sup> journée se poursuivra aujourd'hui avec deux mat-

ches au programme à savoir, JSMS-OM (14h30) et JSS-CABBA (15h00).

## Ligue 1

ASAM	1-0	USMBA
NAHD	0-2	JSK
ESS	4-1	MCO
NCM	0-1	RCR
WAT	1-4	PAC
USB	0-1	CSC

## CLASSEMENT

	Pts	J
1. ESS	27	12
2. OM	21	11
- JSK	21	12
4. CRB	20	10
- JSS	20	11
- ASAM	20	12
7. MCA	19	11
8. USMA	18	11
- MCO	18	12
10. ASO	16	11
- PAC	16	12
12. RCR	14	12
13. CSC	13	11
- NAHD	13	12
15. WAT	11	12
16. USB	10	12
17. NCM	9	12
- USMBA	9	12
19. JSMS	8	11
20. CABBA	3	11

## USMA-MCA et ASO-CRB reportés

Les rencontres USM-Alger-MC Alger et ASO Chlef-CR Belouizded, prévues initialement aujourd'hui, pour le compte de la 12<sup>e</sup> journée de la Ligue 1 de football, ont été reportées à une date ultérieure, a indiqué hier la Ligue de football professionnel (LFP). «Suite à la demande du MC Alger et du CR Belouizded de reporter leurs matchs de la 12<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1, prévus initialement aujourd'hui et après l'accord de l'USM Alger et de l'ASO Chlef, la ligue de football professionnel décide de reporter les rencontres USMA/MCA et ASO/CRB à une date ultérieure», lit-on sur le communiqué de la LFP.

«Tant que la LFP n'a rien reçu, on ne peut rien décider. Jusqu'à preuve du contraire, le derby est maintenu à sa date initiale. Chacun doit assumer ses responsabilités», a-t-il dit. De son côté, la direction du CR Belouizded a également saisi son homologue de l'ASO Chlef pour le report de son match en déplacement au stade Mohamed-Boumezrag de Chlef. La délégation du Chabab s'envolera pour Lubumbashi le mercredi prochain à bord d'un avion spécial affréter par la compagnie nationale pour affronter le TP Mazembe, samedi 13 février, en ouverture de la phase de poules de la Ligue des champions.

Mais pour le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, son instance n'avait reçu aucune demande officielle de la part de l'USM Alger pour le report du derby face au MC Alger, soulignant que la rencontre est maintenue «jusqu'à preuve du

contraire». «Tant que la LFP n'a rien reçu, on ne peut rien décider. Jusqu'à preuve du contraire, le derby est maintenu à sa date initiale. Chacun doit assumer ses responsabilités», a-t-il dit. De son côté, la direction du CR Belouizded a également saisi son homologue de l'ASO Chlef pour le report de son match en déplacement au stade Mohamed-Boumezrag de Chlef. La délégation du Chabab s'envolera pour Lubumbashi le mercredi prochain à bord d'un avion spécial affréter par la compagnie nationale pour affronter le TP Mazembe, samedi 13 février, en ouverture de la phase de poules de la Ligue des champions.

Licence de club professionnel  
Plusieurs clubs risquent des sanctions

M. Zeggai

Six clubs risquent la défaillance de points pour ne pas avoir complété leurs dossiers et satisfait aux obligations pour l'obtention de la licence de club professionnel pour la saison 2020/2021. Il s'agit du MCO, le RCR, l'USMBA, l'O Médéa, le CABBA et du NAHD, alors que d'autres n'ont pas encore complété leurs dossiers des fameux 19 documents. En effet, dans le cadre de l'opération d'accompagnement des clubs professionnels par la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) de la FAF, cette dernière a annoncé que six clubs, sur les 20 qui composent la Ligue 1, n'ont pas encore respecté les démarches et les obligations pour obtenir la licence de club professionnel. Le 11 février prochain, dernier délai pour le dépôt de ces dossiers, faute de quoi, la commission de discipline appliquera l'article 107 de son code disciplinaire, avec la défaillance d'un point à l'équipe du club fautif, ainsi qu'une amende de 300.000 DA.

Ceci pour ne pas avoir tenu leurs engagements à assainir leurs situations respectives et leur volonté à se mettre à niveau par rapport aux exigences réglementaires du cahier des charges du club professionnel. Alors, la DCGF et la commission de discipline iront-elles jusqu'au bout de leurs menaces vis-à-vis des clubs réfractaires ? Certains responsables de club estiment que la réglementation en vigueur dans le dossier d'octroi des licences professionnelles est bafouée par la Direction de contrôle de gestion et des finances.

Ces mêmes responsables de club justifient leur désapprobation et la politique de deux poids, deux mesures, par le fait que de nombreux clubs ne disposent toujours pas de président du club sportif amateur (CSA) pour signer la convention avec la Société sportive par actions (SSPA), document exigé par la DCGF. D'autres n'ont pas encore remis leurs bilans financiers, sans pour autant oublier la création des comités de supporters et leurs statuts, fixés par l'arrêté du MJS.

A propos du MC Oran, les supporters sont dans l'expectative. Les dirigeants sont-ils capables de respecter le délai et déposer le dossier complet exigé par la Direction de contrôle et de gestion des finances ? La date butoir, prévue pour jeudi prochain, risque cette fois-ci de mettre en danger le Mouloudia d'Oran en raison du fameux bilan de 2019 que l'on dit chez le commissaire aux comptes pour étudier. Mais, jusqu'à quand ?

A cette cadence, le club ne pourra éviter la défaillance de points qui mettra sans doute en danger son avenir. Mais comment peut-on espérer sauver l'équipe de cette situation au moment où le club est totalement délaissé ? Aucune réunion du conseil d'administration, aucune assemblée générale de la SSPA, absence totale des actionnaires et «spécialistes des élections» lors des matches à domicile. Voilà des signes qui ne trompent pas sur la gestion du MCO et sur les propos mensongers de ses responsables qui crient sur tous les toits qu'ils sont là pour servir le Mouloudia.

## ASM Oran

## Kamel Mouassa en approche

L'entraîneur Kamel Mouassa a indiqué, samedi, être en "contacts avancés" avec l'ASM Oran pour prendre les destinées techniques de cette formation de Ligue 2 de football. «J'ai été contacté il y a quelques jours par les dirigeants de l'ASMO qui souhaitent me confier la barre technique de leur équipe. Il s'agit d'un club assez bien pour l'avoir déjà entraîné par le passé.

Nous sommes toujours en négociations et tout devrait être tiré au clair dans les prochaines 48 heures», a déclaré Mouassa. Ce technicien, qui a roulé sa bosse au sein de plusieurs formations de

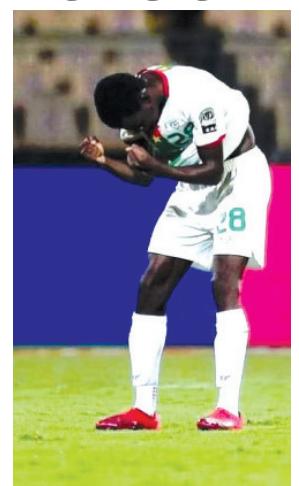
l'élite et de la Ligue 2, avait réussi, il y a quelques années, à faire accéder l'ASMO en L1 avant que cette équipe ne retombe à l'issue de l'exercice 2015-2016, rappelle-t-on.

La formation de "M'dina J'dida" est sans entraîneur depuis la fin de l'exercice passé, alors que le coup d'envoi du championnat est prévu pour le weekend prochain. C'est l'entraîneur-adjoint, Moulay Cherif El Ouezzani et le préparateur physique, Kacem Salim, qui assurent la préparation d'avant-saison. «J'espère trancher le sujet avec les responsables de l'ASMO dans les deux jours à venir. Le championnat approche à

grands pas et il est nécessaire d'être avec l'équipe au coup d'envoi de la compétition, si bien sûr je trouverai un terrain d'entente avec ses dirigeants», a ajouté Mouassa. L'ASMO, qui a effectué un stage d'intersaison d'une dizaine de jours à Oran, a pu disputer, au cours de sa préparation, pas moins de cinq matchs amicaux contre des formations de Ligue 2, soldés par quatre victoires et une seule défaite. Cette dernière a été concédée jeudi passé face au voisin et nouveau promu de la Ligue 2, l'IRB El Kerma (3-0) au stade Habib-Bouakeul, lieu de domiciliation des deux équipes cette saison.

USM Alger  
Le Burkinafè Belem en renfort

L'attaquant international burkinabè Hamed Belem (21 ans), s'est engagé officiellement avec l'USM Alger pour deux ans et demi, après avoir décidé dans un premier temps de faire machine arrière, a annoncé avant-hier le club de Soustara. L'USMA a annoncé dimanche l'arrivée de Hamed Belem pour un contrat de deux saisons et demi, soit le dernier jour du mercato exceptionnel d'une semaine (25-31 janvier), décidé par la Fédération algérienne (FAF). Le joueur vient de prendre part avec la sélection de son pays au Championnat d'Afrique des nations CHAN-2020 reporté à 2021, réservé aux joueurs locaux, qui se déroule au Cameroun. Toutefois, le directeur sportif du club algérois Anthar Yahia a révélé le lendemain de l'annonce que le transfert du sociétaire du FC Rahimo (Div.1/ Burkina Faso) était tombé à l'eau, en raison d'une « pression négative exercée sur le joueur et l'environnement du club, ils ont fini par se rétracter au dernier moment », en dépit du fait que le joueur a bel et bien signé son contrat, en suivant avec son club les instructions sur le système TMS de la Fédération internationale (Fifa). Hamed Belem est attendu à Alger le samedi 13 février, à bord d'un vol spécial provenant du Caire, en compagnie de la délégation du MC Al-



ger, qui affrontera les Egyptiens du Zamalek vendredi 12 février, dans le cadre de la 1<sup>re</sup> journée (Gr.D) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique.

## CAF - Candidat à sa propre succession **Ahmad, le retour du banni**



Ahmad Ahmad a remis son costume de patron du football africain, au moins provisoirement. Début février, le Malgache a été rétabli dans ses fonctions de président de la Confédération africaine de football (CAF) après une première victoire remportée face à la Fédération internationale de football (FIFA), et notamment son président Gianni Infantino. Le dirigeant malgache de 61 ans, privé depuis novembre de toute activité liée au football pour une durée de cinq ans, notamment pour détournement de fonds et abus de pouvoir, avait interjeté appel devant le Tribu-

nal arbitral du sport (TAS). L'enjeu : obtenir de la juridiction suisse « un effet suspensif » de cette sanction, et ainsi pouvoir mener campagne en vue de sa réélection alors que la présidence de la CAF est remise en jeu le 12 mars. Le TAS, le 29 janvier, a donné partiellement raison à Ahmad, mettant en avant le risque de « dommage irréparable » pour lui si la sanction disciplinaire avait été maintenue.

L'affaire n'est pas encore terminée, puisque le TAS a également indiqué avoir mis en place une procédure accélérée pour le dossier d'Ahmad. Son cas devrait être examiné le 2 mars, dix jours seule-

ment avant l'élection du président de la CAF, prévue à Rabat (Maroc). « Autrement dit, Ahmad Ahmad va pouvoir faire campagne normalement. Mais juste avant le 12 mars, on peut très bien lui signifier qu'il n'est plus éligible, résume un membre de la CAF. C'est tout de même un camouflet pour la FIFA, qui ne s'attendait sans doute pas à cela. » Ahmad Ahmad se trouve actuellement au Cameroun, où tout le gratin du football africain se côtoie ces jours-ci à l'occasion du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN). Une enceinte idéale pour débuter officiellement sa campagne.

### Kick-boxing

## Houssem Ahmed-Yahia, un parcours de champion

Vice-champion d'Afrique et arabe de kick-boxing chez les -63 kg, le jeune Constantinois Houssem Ahmed-Yahia vise encore loin et ambitionne d'enrichir son palmarès, déjà truffé de médailles nationales, arabes et continentales, de titres mondiaux. Athlète du Mechâal Chabab Constantine (MCC), fondé en 2000, Houssem Ahmed-Yahia, âgé de 26 ans, confie que le sport de combat l'a toujours passionné et son adhésion au MCC lui a permis de se distinguer dans cette discipline. « J'ai travaillé dur depuis le lancement de ma carrière sportive et je visais toujours une place sur le podium », a-t-il soutenu. Rencontré dans son quartier à Ben Chergui, au chef-lieu devant une salle de sport fermée (soit avant la décision de rouvrir les salles tombée mercredi, ndlr), Ahmed-Yahia, avec sa volonté de fer, assure qu'il ambitionne de participer aux compétitions internationales qui seront organisées après la levée du confinement et des mesures imposées par l'actuelle crise sanitaire. Et d'ajouter : « Ma médaille de vice-champion arabe en 2019 à Alger et celle de vice-champion d'Afrique en 2018 au Cameroun sont venues étoffer la série de titres nationaux remportés qui m'encouragent à travailler davantage pour participer aux combats des prochains meetings internationaux ». De-

puis que j'ai rejoint l'équipe nationale en 2017, j'œuvre à représenter au mieux mon pays dans les spécialités de kick-boxing et full-contact », a-t-il encore confié. Détailant avec fierté son parcours et palmarès, l'athlète du MCC relève qu'il a été cinq fois champion d'Algérie en kick-boxing « entre 2016 et 2020 » et vainqueur à deux reprises de la Coupe d'Algérie en 2017 et 2019 dans la même discipline. « C'était très difficile de remporter ces titres et c'est encore plus ardu pour moi de ne pas pouvoir enrichir davantage mon palmarès après la suspension de toutes les activités sportives en raison de la pandémie de coronavirus », a-t-il regretté.

La fermeture des salles d'entraînement en raison de la propagation du coronavirus était « une autre rude épreuve », notamment sur le plan psychologique, avoue l'athlète constantinois. « Je travaille dans une station multiservices et mes gains ne me permettent pas de subvenir à mes besoins d'athlète et d'acquérir un matériel de sport pour m'entraîner. J'ai essayé de préserver ma condition physique en m'entraînant à la forêt d'El Baaraouia, à 40 km de mon domicile, mais c'est difficile », a-t-il souligné.

Et de renchérir : « Heureusement, l'entraîneur du MCC, Mohamed Guedjali m'a soutenu au cours de cet-

te période et m'a orienté et encadré en vue de surmonter cette épreuve particulière dans le but de maintenir la forme physique et mon état d'esprit et afin de me préparer pour les prochaines compétitions ». De son côté, l'entraîneur Mohamed Guedjali a indiqué que le MCC a contribué, grâce aux efforts collectifs, à l'émergence de jeunes prodiges qui se sont illustrés lors de compétitions nationales et internationales, à l'instar de Houssem Ahmed-Yahia et six autres kick-boxeurs constantinois retenus en sélection nationale, dont deux filles. Il a également assuré que la détermination et la rigueur d'Ahmed-Yahia lui ont permis de surmonter beaucoup de difficultés, notamment celles liées à la fermeture des salles d'entraînement pendant plus de dix mois, relevant qu'il a oeuvré à orienter ses protégés vers « les solutions alternatives » disponibles pour préserver leurs aptitudes physique et psychologique.

Guedjali a également lancé un appel aux responsables locaux, notamment le chef de l'exécutif local et le directeur de la jeunesse et des sports pour accompagner le kick-boxeur Houssem Ahmed-Yahia et les autres talents et les aider à émerger et se distinguer pour concrétiser leurs projets sportifs ambitieux.

## Cyclisme - Grand Prix Didouche Mourad **Quatre étapes au menu**

Quatre étapes sont inscrites au menu de la 17e édition du Grand Prix Cycliste « Didouche Mourad », prévu du 10 au 13 février à Constantine, a-t-on appris auprès des organisateurs. Une compétition d'envergure nationale, mais qui sera ouverte uniquement aux juniors et aux seniors, et qui débutera par un contre-la-montre, le mercredi

10 février. « Les seniors devront effectuer un aller/retour sur un parcours de 10,27 kilomètre, pour une distance totale de 20,5 kilomètres » ont précisé les organisateurs dans un communiqué.

La deuxième étape, prévue le lendemain, se déroulera sur une boucle de 40 kilomètres, tandis que la 3e étape, prévue le vendredi 12, se déroulera sur

une distance de 128 kilomètres. La compétition s'achèvera le samedi 13 février par la 4e et dernière étape, prévue sur une distance de 107 kilomètres, et qui sera suivie d'une cérémonie protocolaire, pour la remise des prix aux lauréats. Les organisateurs ont fixé la date du 8 février comme dernier délai pour la confirmation des engagements.

## Boxe - AGE de la Ligue algéroise **Trois candidats en lice**

Trois candidats seront en lice pour le poste de président de la Ligue algéroise de boxe dont l'assemblée générale élective (AGE) aura lieu lundi (14h00) à la salle omnisports Mohamed Handjar d'El Magharia à Hussein-

Dey (Alger), a-t-on appris samedi de la commission de candidatures. Il s'agit d'Abdelkader Abbas, membre de l'ex-bureau fédéral, Mir Aziouze, président sortant de la ligue algéroise de boxe et Boumyout Djaafer. Pour l'élection du bureau

fédéral, composé de sept membres, 13 dossiers ont été validés par la commission de candidatures, souligne la même source. Le nouveau mandat du président élu et de son bureau durera un cycle olympique, soit 4 ans (2021-2024).

## Tennis - Open d'Australie **Djokovic contre le reste du monde**



Entre les effets psychologiques de la quarantaine, les blessures avérées ou craintes et le manque de compétition, c'est un Open d'Australie peu visible qui débute demain à Melbourne où Novak Djokovic visera un 9e titre, son 18e Majeur. Bonne nouvelle cependant : après quatorze jours d'isolement plus ou moins strict lié au Covid-19, les joueurs vont retrouver du public, puisque les organisateurs ont annoncé vouloir laisser entrer 25.000 à 30.000 spectateurs par jour dans l'enceinte du Melbourne Park. « Je me sens effectivement comme à la maison, et particulièrement sur le Rod Laver », a déclaré cette semaine le Serbe au sujet du principal court du complexe du Melbourne Park qui accueille le premier tournoi du Grand Chelem de la saison. Et il est bien préparé. « Quand on sort d'un bloc d'entraînement intensif et à quelques jours de l'ATP Cup et l'Open d'Australie, tu ne veux pas prendre trop de risques », a-t-il dit pour expliquer avoir privilégié une séance de kiné, quitte à manquer le premier set d'un match exhibition le 29 janvier. Ce jour-là, comme de très nombreux autres joueurs, il souffrait d'ampoules à la main après une longue période sans jouer. Le meilleur joueur actuel sur dur sera forcément l'homme à bat-

tre de cette édition 2021. Mais s'il est incontestable dans le jeu, il est contesté dans son attitude. Disqualifié lors du dernier US Open pour avoir « allumé » - bien involontairement - une juge de ligne avec une balle, il a de nouveau attiré les critiques lors de la quarantaine imposée aux joueurs à leur arrivée à Melbourne. Isolé dans des conditions VIP à Adelaïde avec le gratin du tennis, il a tenté d'obtenir une amélioration des conditions de quarantaine de ses collègues confinés à Melbourne. Mais ces propositions (notamment mise à disposition de maisons dotées de courts de tennis et des repas de meilleure qualité) adressées à l'organisation n'ont pas eu l'impact espéré, loin de là. C'est d'un ferme « non » que lui a répondu le Premier ministre de l'Etat de Victoria, et des joueurs ont été cinglants.

« Certains ont besoin de rendre public tout ce qu'ils essaient de faire pour aider les autres », a ainsi commenté Rafael Nadal. Nick Kyrgios a qualifié Djokovic de « crétin » et Stan Wawrinka a ironisé sur des propositions faites « depuis Adelaïde ? Ahhhah ». Ce dernier, tout comme son compatriote Andrey Rublev (8e), ont confirmé durant l'ATP Cup leur spectaculaire fin de saison 2020, en hissant la Russie en finale. Ils doivent affronter dimanche l'Italie de Matteo Berrettini et Fabio Fognini pour le titre.

Dans le tableau féminin, où la hiérarchie est plus évolutive, Garbine Muguruza (finaliste 2020) et Ashleigh Barty (N.1 mondiale), notamment, ont fait état de grandes ambitions en atteignant la finale du Yarra Valley qui se joue dimanche. Serena Williams, pour suivre sa quête d'un 24e Majeur pour égaler le record de Margaret Court.

## Qui se souvient de la grève des huit jours à Tlemcen ?

Par Allal Bekkai

**L**e livre « Le Dr Benouada Benzerdjeb, premier médecin chahid » de Bellahcène Bali renferme le témoignage de Morad Meghelli cité plus haut, au sujet du tournage clandestin réalisé par son frère Noureddine lors de ces événements. « La solidarité dont avait fait preuve le peuple avait permis à tous les Algériens d'avoir à manger durant tout le temps de cette grève.

Quelque temps après la fin de la guerre, avec des amis, alors que nous avions évoqué cet évènement, l'un d'eux, dont la famille était très pauvre, nous avoua qu'il n'avait jamais mangé à satiété une nourriture aussi riche et variée que durant cette grève. Un deuxième, lui aussi issu d'une famille démunie, nous dit que souvent, il leur arrivait de chercher à qui donner le surplus de ce qu'ils avaient reçu.

A l'instar des quelques familles un peu aisées, ma mère nous remplissait un ou deux couffins de nourriture que nous emportions en toute discréption aux familles qu'elle nous avait indiquées... », relate Abdessalam Tabet Aoul, ancien membre de l'OCFLN, frère du chahid Touhami, dans son ouvrage autobiographique « Survivant du sinistre Bastion 18 » (paru aux éditions Konouz; Tlemcen 2019).

**A**u quartier Rhiba, les habitants, en grève, se regroupaient au niveau de la tahtaha et discutaient politique... Et pour cause. Bab el Djid n'était-il pas la houma emblématique de nombre de patriotes et de martyrs, à l'instar de Messali Hadj, Bellahcène Bali, les frères Benchekra, les frères Zerga, Hamed Bendimered, les Abadji Abdellakader et Mohammed, entre autres... Même le four banal de Ba' Mesli était fermé, mais le quartier était alimenté à profusion en mat'lou' par les voisins...

Une fois, un voisin, fonctionnaire aux Ponts et Chaussées, fut ramené de force dans une Jeep à son poste de travail, se souvient Chergui du SIT. « De peur d'être pillés, nous vîmes l'atelier de chaussures de derb Lihoud dont nous mettions la marchandise en sécurité à la maison à Hart R'ma », témoigne Moulay Benchenafi qui travaillait avec son regretté frère Abdelmadjid, un militant.

Lors de la grève, les voisins se rencontraient sur les terrasses pour le compte rendu de la journée à travers les échanges de nouvelles, à l'instar des anciennes « masria », selon cet ancien fabricant de chaussures. Au niveau d'El Medress, plusieurs commerçants et marchands de légumes, dont les Mesli Mohamed et Kada Kouider, Chaoui, Abdellaziz Addou, Mbarek Bahmane (père du footballeur), Tchouar Brahim, Lachachi Chaïb, entre autres, furent l'objet d'interpellations et d'incarcération au centre de concentration de Turenne, d'après un parent, selon Mesli, fils d'un ancien mandataire qui nous cite aussi des

**Nous saisissions l'opportunité de la 64<sup>e</sup> commémoration de la grève dite des 8 jours de 1957 (28 janvier-04 février) pour évoquer une page inédite de « La Bataille de Tlemcen ». « Lors de la grève nationale des 8 jours en janvier 1957, j'ai été appelé par le responsable Mokhtar par l'intermédiaire de Rachid Charif en vue de procéder à une embuscade sur la route des cascades (El Ourit) contre une Jeep qui empruntait régulièrement ce couloir avec à son bord 5 soldats... », tel est l'unique passage, d'ailleurs « hors contexte », extrait d'un témoignage de Mohammed Abdelmadjid Mesli, ancien élève de la Medersa, fidai condamné aux travaux forcés à perpétuité, contenu dans le recueil « La Bataille de Tlemcen » (par Sid Ahmed Taleb Bendiab et Abdesselam Tabet Aoul; Ecolymet/Tlemcen 2006).**



noms d'enseignants emprisonnés, à l'exemple des frères Boukli Saïd et Abdeldjelil, Omar Baba Ahmed, Djamel Berber, Benali Selmi...

**L**à, les grévistes étaient soumis à des travaux forcés supervisés par des légionnaires; ils servaient également de porte-faix en transportant, en guise de mullets, les caisses de munitions et autre arsenal de guerre, selon Hadj Abdesselam Lachachi, ancien négociant. Une centaine de commerçants de la ville, des gens bien mis, furent conduits au commissariat central. « Voilà une bonne prise », jubilait le commissaire Fau à la vue de ces indigènes dignes, acquis à la cause du FLN. Parmi eux, Lachachi Benyounès, grossiste de la place du marché, qui fut malmené malgré son état de santé défaillant. « Ah ! On a affaire à un marabout », s'écria un soldat lorsque le chapelet de l'infortuné commerçant, en tenue traditionnelle, tomba par terre... Plusieurs locaux furent livrés au pillage à la suite de l'effraction des rideaux. Le magasin d'habillement des Benyettou fut endommagé dans ce cadre, selon leur fils de la rue Ibn Khâmis.

Ba' Ahmed Houari, boulanger auprès de l'intendance relevant de la caserne du Mechouar déserta de

son poste et disparut dans la nature, entendez le maquis. Il habitait Bab Zir et avait des proches à Bab Ali, dans le même secteur, où les forces coloniales venaient le rechercher. Convoquée à Dar Général pour s'expliquer sur cette disparition sujette à caution, son épouse eut la présence d'esprit de les induire en erreur. « C'est Djebha qui l'a enlevé à cause de vous pour ne pas avoir observé le mot d'ordre de grève; c'est normal, vous l'aviez contraint à travailler... », raconte son fils, retraité de la Soitex. Il faut savoir que cette grève touchait tous les secteurs d'activité (commerces, transports, enseignement...). On ignore le taux de suivi ainsi que le bilan des interpellations policières au niveau de Tlemcen, faute de documents archives et en l'absence de sources bien informées.

**L**a population tlemcénienne ne fut pas affectée autre mesure par cette grève en matière de provisions du fait que la culture de la « a'wla » était bien ancrée dans les mœurs alimentaires des gens quel que soit leur statut social, selon Hadj Lachachi. Par ailleurs, il faut signaler que lors de cette grève, un fidai exécuta le 1<sup>er</sup> février 1957 devant l'école de la gare l'instituteur Djilali Fardeheb, par ailleurs corres-

pondant de presse (alias Souridor) qui n'aurait pas observé le mot d'ordre à cette occasion. Dans ce sillage, il y a lieu de souligner l'impact de la photo dite engagée où s'étaient impliqués deux paparazzis, en l'occurrence Mounir Meghelli et son frère Noureddine. « Lors de la grève des huit jours, le « Major » (responsable de la cellule OCFLN, ndlr) nous demanda de filmer le maximum d'exactions perpétrées par la police et l'armée française, nous fournissant dans ce but une caméra perfectionnée », selon un témoignage de Morad, brigadier, membre de la « cellule des policiers ». L'un des frères Meghelli, Noureddine, photographe de son état, se porta immédiatement volontaire pour cette opération.

**I**l sera secondé dans sa mission par Ba Mostefa, qui servira d'éclaireur et de guide marchant devant la camionnette bâchée (Peugeot 206), conduite par un volontaire, à l'arrière de laquelle prendront place Noureddine, caméraman, secondé par Morad Hassâïne.

Ils réussirent à filmer avec une caméra Carrera 20 mm, à travers une ouverture faite dans la bâche, de nombreuses scènes d'exactions commises à l'encontre de la population. Une autre fois, c'était à par-

tir d'un balconnet d'un appartement (aujourd'hui cabinet dentaire de Belkherroubi de derb Zirar) de la rue de la Sikak que le paparazzi précité opérait discrètement avec sa Carrera, à l'insu des forces coloniales déployées au centre névralgique de la vieille médina (triangle El Medress-Souïqa-El Mawqaf).

**P**our tromper la vigilance de l'armée française, Ba Mostefa simula une colère à la cantonade au passage des barrages aux fils barbelés : « On n'arrive pas à trouver le lait Guigoz pour nos bébés à cause de ces cons de grévistes ! ». Cette opération fut initiée à l'instigation du chahid Khedim Ali, responsable de cellule, en coordination avec le mentor Mounir. Le film qui en résulta, transmis par le « Major » de la Djebha aux instances supérieures, serait parvenu jusqu'à l'ONU où il aurait été diffusé à l'appui des théories indépendantistes du FLN. Il faut savoir que le timing de ladite grève, à savoir la date du 28 janvier au 04 février, fut judicieusement étudié car il coïncidait avec l'ouverture de la session de l'ONU devant laquelle la question algérienne devait être portée, selon Yacef Saâdi, responsable de la zone autonome d'Alger...

# ANNONCES CLASSÉES

## APPARTEMENTS

■ Loue F3 Belgaïd, 3e (2,5 U) - F3 + box Bd des Lions, 4e (6U) - F4 Plateau, 3e (3U) - F5 Aïn El Turck, 4e (2,5 U) - F1 centre-ville, 1er (2U) - Villa Kérma (5U) - Ag ABDALLAH. Tel : 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■ A louer appartement F2, bien aménagé, à HLM, en face la Météo d'Oran, avance une année. Prix 22.000 DA/mois, négociable, Tél : 0541.70.55.39

■ A louer des chambres pour une ou deux personnes au centre-ville d'Oran - Tel : 0793.71.32.99

■ A vendre appartement F4 au 2<sup>e</sup> étage, acté dans une résidence à Maraval/Oran, curieux, courtier et intermédiaire s'abstenir. Prix après visite - 0558.09.14.21

■ Urgent cherche F3 à louer dans une résidence à Choupot, prix raisonnable. Tel : 0541.61.14.79

■ A vendre des appartements promotionnels F5 de 160 m<sup>2</sup> 2 façades, pas de vis-à-vis, situés à Bir El Djir - ORAN - Tél : 0550.83.13.12

■ Vends F3, 1er étage convient cabinet médical ou profession libérale ; cité clôturée à 100 m de l'Hôtel "Vendôme" Bd des Lions ; cité 168 logts ; Bd D.S 2, n° 5 HAI EL Yasmine Oran - Tél : 0668.39.50.83

■ A vendre à Mostaganem, F3, 2<sup>e</sup> étage, 3 façades bien aménagé, Tél fixe, climatiseur, par désistement - Tél : 0696.38.48.19

■ Location : Je mets en location un studio équipip, en ville, côté du lycée Lotfi Oran - 0699.08.28.55

■ Loue grand F2 à Sessidkia, Oran à jeune couple sérieux, cuisine, SDB, électricité, eau chaude 24/24, 1er étage - Tél : 0666.82.12.40

■ A louer pour couple : appartement grand standing, 1<sup>er</sup> étage, dans une maison de maître, porte fermée, 2 grands salons, 1 pièce, SDB, cuisine, cour. Oran, Boulevard Chakib Arslane - Tél : 0661.21.12.31

■ A vendre appart F5 sup 142 m<sup>2</sup>, deux salles de bain + 02 toilettes avec ascenseur, 9<sup>e</sup> étage, HAI El Ourood 4<sup>e</sup> périphérique vers rond-point Dubaï - 0790.02.20.25 - 0540.29.00.47

■ A vendre 2 appartements neufs, F3 superficie 135 m<sup>2</sup> et 125 m<sup>2</sup>, bien aménagés, actés, au 1<sup>er</sup> étage dans un immeuble privé situé entre Boulanger et Choupot - Tél : 0771.79.28.36

■ A vendre appartement F3, 2<sup>e</sup> étage, 89 m<sup>2</sup>, neuf, toutes commodités, acté, bien situé à la rue Dehiba Brahim - Maraval/Oran - 0771.79.28.36

■ Promotion immobilière «EMI TURKISH» vous propose des appartements haut standing de type F2/F3/F4/F5 en vente sur plan au niveau de la forêt « El Menzah » (ex-Canastel) ORAN. Contactez-nous sur 0770.96.45.63/64 ou sur Fixe : 041.83.84.26

■ A.V. 3 Apparts F5 - 174 m<sup>2</sup> - Avec 4 Balcons + Garage individuel de 26 m<sup>2</sup> - 3 Façades + F3 - 123 m<sup>2</sup> + Terrasse 50 m<sup>2</sup> dans Immeuble de 4 étages 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> F5 et 4<sup>ème</sup> F3 Cuisine équipée - Hachimia - Belgaïd (ORAN) - Tél : 0550.96.08.41

■ Vend des Appartements promotionnel F3,cuisine équipés +climatisation à Castors sup 100 m<sup>2</sup>, Tél: 0656.19.19.74.

■ Vente un appartement F5, 2<sup>e</sup> étage, LSP, Bouiseville Aïn Turck / Oran - 0550.04.18.40

■ Location un appartement F4 situé à HAI Chouhada - HAI Sabah - Tél : 0542.11.71.67

■ Avis aux locataires mensuels Hôtel Marhaba, place Karguentah, chambre 01 lit 15 000 DA et chambre 02 lits 18 000 DA - Tél : 0771.12.22.66

■ Aïn Témouchent (El Amria) : Vends très bel appart F3 - Superficie 72 m<sup>2</sup> - 1<sup>er</sup> étage - Bon voisinage - Tél : 0772.84.34.34

■ A louer grand logt individuel F5, cuisine, SDB, terrasse, cour au 1<sup>er</sup> et dernier étage. Convient groupe médical ou groupe d'avocats, labo d'analyses, etc. Situé à avenue principale Med Khefisti Gdyel - Tél : 0555.19.61.35 - 0656.53.84.47

## EMPLOIS

■ Société de textiles à Oran recrute: Un gestionnaire de stocks qualifié, âgé entre 35 et 45 ans, expérience exigée dans le domaine, réside à Oran - E-mail : texrecrutement01@gmail.com

■ L'Association de protection contre le sida, basée à Oran, recrute à plein temps les postes suivants : 1)- Financier, 2) Coordinateur de projet - Adresser vos CV au apcsalgerie31@gmail.com Adresse 37 rue Emir Abdelkader Oran Date limite pour recevoir les CV est le 18 février 2021.

■ Un homme âge de 59 ans, expérience comme agent de sécurité 20 ans, cherche travail comme agent chez un privé ou gardien maison à Alger - Tél : 0782.90.50.98

■ Recrute téléopérateur, téléopératrice PARFAITEMENT FRANCOPHONE. Expérience exigée min 3 mois. Formation assurée - 0778.61.96.47 ; call.business.call.rh@gmail.com

■ Importante société de production distribution des carburants et lubrifiants recrute assistant administratif et juridique : Titulaire d'un diplôme universitaire, licence en droit + CAPPA - Capacité de déplacement sur le territoire national - Habite à BATNA et BLIDA - Maîtrise de l'outil informatique - Expérience souhaitée. Envoyez votre CV sur :

■ Bureau d'études cherche Juriste habitant environ Sedidkia - ORAN - Mail : gef019@yahoo.fr

■ Société de taxis, sise à Akid Lotfi ORAN, recrute des chauffeurs de taxi diplômés - Tél : 0771.20.80.31. Appelez SVP de 9h à 17h

■ Recrutons à plein temps 02 femmes de ménage pour bureaux à Oran centre. Contacter 0797.23.96.24

## VILLAS

■ A vendre belle villa, sup 280 m<sup>2</sup>, RDC 3 locaux commerciaux en activité sur Gd Bd commercial + une pièce + cuisine avec séjour, SDB et WC + hall, garage pour 3 voitures + petit jardin + b/ea 1er Etag : 4 chambres, 2 halls, SDB, WC, grand salon, véranda, finie 100%, situé à Bir El Djir/Oran - 0773.71.02.80

■ A vendre villa 240 m<sup>2</sup>, actée + 72 m<sup>2</sup> non acté, le tout 312 m<sup>2</sup>; (02) façades, une façade vue sur autoroute 4e périphérique, située à la cité Bahi Amar Es-Senia, Oran - Tél : 0663.27.95.23

■ Canastel : Loue beau studio rez-de-chaussée ensoleillé dans une villa + Loue bel niv villa F3 + hall TB, aménagé + Vends villa R+2 + gar D.F 300 m<sup>2</sup> convient promotion immobilière - N° Tél : 0555.81.74.54

■ Je vend une villa à Belgaïd 145 m<sup>2</sup> R+2 dans une résidence promotionnelle clôturée avec poste de contrôle à l'entrée surveillance 24/24 toutes commodités nouvelle construction libre de suite Prix 5 milliards - tél : 0781.97.00.50

■ DÉCÈS  
*En cette période, les familles Redouane et Belloburi déplorent dans une perte d'un frère, d'un oncle, d'un fils, d'un père, aussi aimant que passionné.*



*KHALED  
Si, pour le reste du monde, la mort rime avec tristesse, la tiennet est synonyme de repos, de paix, de paix. Tu l'as toujours distingué des autres, toi qu'on avait surnommé : le Bel Homme. Est-ce par ta classe ? Tes costumes ? Ton charme ? Ta démarche ? Même pas. Ce qui te distinguait réellement était bien plus profond. Je parle de ta simplicité, ta bonne humeur, ta joie de vivre, ta bienveillance, ton sens de l'humour, tes principes, ta moralité.*

*Ton frère et cher et admiré de tous. Tu n'as aucun regret à avoir. Tu manqueras à beaucoup de monde, toi, le serviable, le plaisir, le bon vivant. Tu manqueras sans doute à tes collègues, à tes voisins, à tes amis. Mais tu manqueras bien plus, à ta famille, à tes sœurs : Farida, Rachida, Samia, Hafida. A tes frères : Hicham, Abdellah, Abderrahmane, Abdellatif, Abdellah Hamid, ton grand frère préféré. Et tu manqueras bien plus que tout à ton épouse bien aimée : Aicha, et à tes deux fils : Pédro Elias et Mahdi, qui continueront à jamaïs d'honorer ta mémoire.*

*Ton frère qui t'a voyagé, tu es embarqué pour les Cieux, je te souhaite bon vol !*

## TERRAINS

■ A vendre terrain agricole de 11 hectares, façade 800 m, sur route goudronnée à Aïn El Arbaa, Aïn Témouchent, acte + livret foncier - 0782.47.10.32

■ A louer terrain clôturé 2.500 m<sup>2</sup> Z. Hassi Ameur - Tél : 0550.55.10.13

■ A vendre Terrain 5.000 m<sup>2</sup>. Acté + Livret foncier. Deux façades à El Hamoul (centre-ville) - Tél. 0656.19.19.74

■ Local à vendre, acté, 24 m<sup>2</sup> refait à neuf, avec sanitaire, situé à Oran Millénium ; pas loin de la daïra de Bir El Djir, derrière le grand boulevard du LG - Tel: 0658.19.21.60

■ A louer 2 locaux superficie 171 m<sup>2</sup> chacun, situés entre Boulanger et Choupot/ Oran. Convient dépôt ou autres activités - 0771.79.28.36

■ Particulier vend 2 hangars de 1000 m<sup>2</sup> chacun, situés à l'Hippodrome et Ave St-Eugène. Veuillez contacter au 0557.63.31.95

■ A louer local 76 m<sup>2</sup> bien aménagé avec sanitaires, rideau électrique, situé au bd Mekki Khelifa (Trig B) Maraval/Oran - 0770.69.38.15 prix après visite.

## DIVERS

■ Maçon avec une expérience de 25 ans dans les domaines briquetage, crépissage - Tél : 0551.53.31.99

■ PENSÉE  
*A mon très cher grand-père BELLEG Mohamed Cela fait 10 ans que tu nous as quittés, cher*



*M. BALI Fethi  
Tu resteras toujours dans nos cœurs, les mots sont faibles pour exprimer à quel point tu nous manqueras. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu, aimé, d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Que Dieu Le Tout-Puissant l'accueille en Son Vaste Paradis.*

*Ton frère et cousin RAHALI Abdelkrim  
Tes filles Fatima - Sara et Manel*

## Lettre ouverte à M. le Président de la République

Monsieur le Président de la République nous avons cru en cette Algérie nouvelle prônée par vous. Nous avons cru à la politique du développement des « Zones d'ombre », nous avons cru au « Hirak el moubarak » nous avons cru en la fin de la « Hogra », nous avons cru qu'il nous fallait une nouvelle constitution, nous avons cru enfin à l'Etat de droit. Hélas, les faits que je vais vous rapporter nous démontent en ce début 2021. Imaginez qu'un jour, pour une raison ou une autre, vous vous absentez de votre domicile et qu'en revenant, vous trouvez un taudis installé sur le trottoir devant chez vous et collé à vos murs alors que votre construction a été érigée légalement et selon les normes (permis de construire n° 82 du 29/10/2019, autorisant la construction d'un R+1 avec terrasse et deux locaux commerciaux au rez-de-chaussée). C'est ce qui m'est arrivé. Je n'ai pas cherché à faire justice moi-même, nous avons un Etat respectable avec ses institutions, je me suis donc adressé par courrier enregistré aux autorités compétentes.

L'APC de Chlef a répondu favorablement à ma requête en ordonnant purement et simplement la destruction du taudis élevé illégalement sur le trottoir suite aux PV de constatation à Hay el Amel, des Services techniques de l'APC, de la direction de la police de l'Urbanisme, avec l'accord de M. le chef de la daïra.

L'arrêté communal de démolition porte le n° 2019/942, en date du 13/11/2019. J'ai demandé l'exécution de l'arrêté de démolition à l'APC enregistré le 26/05/2020 sous le n° 5212. J'ai écrit à toutes les autorités : le président de l'APC, le chef de la daïra, le Secrétaire général de M. le wali de Chlef, M. le commissaire de la 2<sup>ème</sup> Sûreté urbaine, le chef de Sûreté de wilaya, M. le ministre de l'Intérieur, le chef du gouvernement et même au président de la République.

Toutes ces correspondances ont été enregistrées avec accusé de réception mais, à la décharge de ces responsables, le pays était en plein « Hirak el Moubarak » et sous la pandémie de Covid-19. Il fallait sauver le pays d'abord et parer au plus pressé.

Maintenant que notre pays est le plus stable de la région, M. le wali, je ne demande aucune faveur mais seulement l'application de la loi car le contrevenant n'est pas seulement contre moi dans cette affaire mais contre toutes les lois de la République.

Ce monsieur a profité du « Hirak El Moubarak » et de la période du Covid-19 pour accaparer le trottoir, un bien public et boucher mes ouvertures. Il a mis une bâche en plastique pour se cacher et éléver sa construction les jours fériés et les week-ends.

M. Le Président de la République, laissez-nous espérer que nous vivons dans la nouvelle République où l'agression contre les biens de l'Etat et des citoyens sera toujours punie.

M. le Président de la République, laissez-nous espérer vivre dans une nouvelle République algérienne où la « Hogra » sera bannie à jamais.

Pour rappel, la section administrative de la Justice à Chlef, a refusé la demande de M.B.M de surseoir à l'arrêté de démolition le 20/03/2020. Le monsieur en question reçoit un autre refus de la même section administrative judiciaire en date du 08/07/2020. M. le Président de la République, je suis lésé dans mes droits autant que l'Etat algérien, c'est pourquoi je vous demande d'user de votre pouvoir pour que l'arrêté de démolition soit exécuté. Je me tiens à votre disposition pour vous fournir toutes réponses ou documents. Dans l'attente d'une réponse à ma requête, veuillez agréer M. le Président de la République, l'expression de mon respect et de ma très haute considération.

Abdallah Seif El Islam, HAI Cherifi Kaddour, n°3, Chlef

## Le Quotidien d'Oran

### RECRUTE

des correcteurs maitrisant la langue française et l'outil informatique.

Les demandes sont à adresser par mail à :

admin@lequotidien-oran.com

### Société industrielle privée Sise à Sidi Bel Abbes Recrute dans l'immédiat

#### 1) Responsable commercial :

1) -Universitaire 2) -Expérience dans le domaine, minimum 05 ans

3) -disponible immédiatement

#### 2) Responsable maintenance :

1) -Ingénieur 2) -Expérience de 10 ans minimum

3) -disponible immédiatement Salaire à débattre (1&2)

#### 3) Contrôleur Qualité

1)-Niveau : 3 As et plus

2)-Disponibles immédiat

Adressez : Lettre de motivation + CV

A Zone industrielle, Lot n°100, Sidi Bel-Abbès

Ou Mail :

## Apulée de Madaure

# Des Métamorphoses de par la Méditerranée

Par Faris Lounis

**R**omancier et philosophe néoplatonicien, rieur, tantinet et farceur ; bel homme aux cheveux bouclés et grand philosophe, Apulée (vers 125-170) naquit dans la ville de Madauros en Numidie, dans l'actuelle Algérie. Ayant étudié la rhétorique à Carthage et ayant, par la suite, fait un long séjour en Grèce dans lequel il étudie la philosophie et s'initie aux religions à Mystères, il retourne à Carthage où après il va mener une vie publique de rhétorique et de conférencier. Il fut choisi comme prétre du culte impérial. Durant toute sa vie, Apulée ne va manifester aucun intérêt, ni pour le barreau, ni pour la politique.

Dans une Rome devenue un conglomérat cosmopolite de nations contrastées, Apulée aspire au laurier littéraire et, comme les lettrés et les philosophes de son temps, il se laisse emporter par la fascination de l'Orient qui se traduit par un renouveau de l'hellénisme, par la renaissance des métaphysiques orientales et par l'ouverture de la religion au mysticisme et à la magie. Les écrits d'Apulée laissent voir une maîtrise parfaite de la culture romaine, grecque, ainsi que de la magie et de la religion des Mystères égyptiens.

Dans son Esthétique et théorie du roman (1975), Mikhaïl Bakhtine range le roman d'Apulée, *L'Ane d'or ou Les Métamorphoses* dans le genre du «roman d'aventures et de mœurs», à côté du Satyricon de Pétrone, les deux uniques romans antiques de leur genre. Cependant, des éléments importants de ce type de roman, écrit Bakhtine, existent dans d'autres genres de l'époque, surtout dans les satires et les diatribes hellénistiques, et aussi, dans certaine variantes de la littérature chrétienne primitive où la vie des saints est présentée sous le schéma suivant : tentation, péché, crise spirituelle, purification et «nouvelle renaissance». Lucius, le héros de *L'Ane d'or d'Apulée*, va suivre ce schéma, tout au long du roman.

La carrière de Lucius se présente sous l'enveloppe d'une «métamorphose». Confronté à de multiples pérégrinations de par le monde, il traverse sa route sous forme d'un âne. Lucius est confronté à son destin dans et par sa métamorphose. La métamorphose, comprise principalement comme celle de l'homme et de l'identité dans les contes, appartient au trésor du folklore universel primitif. Le roman d'Apulée en est la parfaite illustration. A côté de cela, Apulée va teinter l'idée de métamorphose par le développement religieux des Mystères antiques, surtout ceux d'Eleusis et d'Isis, chose qui montre son influence par les cultes orientaux. Bakhtine ajoute qu'Apulée a donné une nouvelle orientation à l'idée de métamorphose : «Chez Apulée, la métamorphose acquiert un caractère encore plus privé, plus isolé, et franchement magique. N'ayant presque rien gardé de son ampleur et de sa force anciennes, la métamorphose devient une forme de perception et de représentation du destin personnel de l'homme, arraché à l'ensemble cosmique et historique. Néanmoins, surtout grâce à l'influence de la tradition folklorique directe, l'idée de métamorphose conserve encore assez d'énergie pour embrasser l'ensemble du destin de l'homme en ses moments essentiels de crise. D'où son importance pour le genre romanesque»<sup>1</sup>. Parmi ses nombreux enseignements, Apulée enseigne l'éthique de responsabilité.

Dans les onze livres qui composent *L'Ane d'or*, Apulée offre à voir, non une biographie complète de Lucius, mais, uniquement, les moments décisifs de sa vie humaine, considérés comme des moments de crises qui aboutissent à une purification et une renaissance de l'Homme. «Dans le sujet principal, Apulée nous donne trois images de Lucius : avant sa transformation, Lucius-l'âne, Lucius purifié par les mystères et régénéré»<sup>2</sup>.

### LA CURIOSITÉ IMPURE DE LUCIUS

Sur son cheval Blanc, Lucius, après avoir parcouru des monts escarpés, des vallées riantes, des prairies humides et des plaines labourées, est enfin arrivé en Thessalie : un pays célèbre dans le monde, nous dit Lucius, pour les incantations magiques dont il est le berceau. De nature curieuse et fasciné par la magie, Lucius, se rappelant avec précision de l'expérience de son ami Aristomène, lui aussi fasciné par la magie, en Thessalie, il examine chaque chose avec attention. Emerveillé par la ville, Lucius se livre au merveilleux : «Et il n'y avait rien dans toute la ville, de tout ce qui me tomba sous les yeux,

«Il était une fois un nommé Lucius. Contemporain de l'autre Lucius, le futur âne. Mais pas du tout tête de courage, celui-là (cucurbitae caput). Plutôt malin comme un singe. Quelques beaux esprits devaient le comparer, beaucoup plus tard, pour la grande souplesse de son intellect et l'universalité de ses connaissances, à Diderot. Lucius Apuleius est le Diderot du II<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ. Car il était né en 125 de notre ère, à très peu près. A Madaure, Afrique. Aux confins de la Gétulie et de la Numidie, non loin de Cirta, splendissima colonia. Cirta c'est l'actuelle Constantine ; en d'autres termes, Apulée serait aujourd'hui algérien.» Jean-Louis Bory, préface à *L'Ane d'or ou Les Métamorphoses d'Apulée de Madaure*.

qui me parût être ce qu'il était en réalité ; absolument tout me paraissait avoir été métamorphosé par quelque formule de nécromant : les pierres que heurtait mon pied me semblaient des êtres humains pétrifiés, les oiseaux que j'entendais, des humains emplumés, les arbres qui entouraient le tour de ville des humains à qui avaient poussé des feuilles, et l'eau des sources me paraissait provenir elle aussi des corps humains. Je m'imaginais que les statues et les images allaient se mettre à marcher, les murs parler, les bœufs et les animaux de cette sorte prophétiser, que du ciel lui-même et du disque solaire allait tomber brusquement un oracle»<sup>3</sup>. La description de la ville relève de l'ivresse, du dépaysement du métèque.

Invité par le riche Milon dans sa somptueuse propriété de Thessalie, Lucius fait la rencontre avec sa femme, Pamphile, réputée être une sorcière macabre, et Photis, la servante-magicienne. Quelques nuits passèrent seulement depuis que Lucius est chez Milon, et voici qu'un jour, Photis accourt vers lui, excitée et fort tremblante, annonçant que sa maîtresse, Pamphile, veut se recouvrir de plumes et devenir oiseau. Connaissant parfaitement les rituelles de sa maîtresse, Photis explique, méticuleusement, à Lucius comment ils vont épier, dans la «fameuse chambre de l'étage», Pamphile en train de livrer à son opération de métamorphose. Témoin émerveillé de cette métamorphose, Lucius raconte : «Elle (Pamphile) se massa longuement avec un onguent qu'elle en tira, s'enduisant tout entière, depuis les ongles jusqu'au sommet de la tête, puis, après avoir adressé, à voix basse, de longs propos à sa lampe, elle se mit à battre des membres à petits coups pressés. Pendant qu'elle leur imprimait ainsi un mouvement souple et continu, il en jaillit un duvet encore tendre, puis l'on vit grandir de fortes pennes, son nez durcit et se recourba, ses ongles devinrent épais et crochus. Pamphile se transforma en hibou»<sup>4</sup>. Muni d'une curiosité impure, Lucius prépare inconsciemment son passage aux portes du malheur.

Stupéfait jusqu'à la démence par ce qu'il venait de voir, et tout en se frottant les yeux, Lucius demande à Photis de lui donner un peu de cet onguent avec lequel Pamphile est devenue hibou. Soucieux des détails, Lucius demande à Photis comment, une fois devenu oiseau, il va se dépouiller de ses plumes et redevenir le Lucius humain ? Confiant, Photis réplique ainsi : «Ne t'inquiète pas pour cela, dit-elle, la maîtresse m'a appris tous les moyens par lesquels il est possible de rendre à leur forme humaine les êtres ainsi métamorphosés. Ne crois pas qu'elle l'ait fait par gentillesse, mais pour que, quand elle rentre, je puisse lui venir en aide en lui donnant le remède voulu»<sup>5</sup>.

Ainsi rassuré, Lucius se met à enduire son corps d'une bonne quantité d'onguent que Photis a pris dans le coffret de Pamphile, sa maîtresse. Imitant les mouvements d'un oiseau et impatient de voir du duvet et des petits poils pousser de par son corps, la catastrophe arrive : «Mes poils s'épaississent et deviennent des crins, ma peau, si tendre, se durcit et devient un cuir, aux extrémités de mes mains je ne sais plus combien j'ai de doigts, tous se ramassent en un seul sabot, et au bas de mon dos pousse une immense queue. Déjà mon visage est difforme, ma bouche s'allonge, mes narines sont bénates, mes lèvres pendantes et mes oreilles, de la même façon, grandissent démesurément et se hérissent de poils. [...]». Et tandis que, incapable de rien faire pour me sauver, j'aperçois, en regardant mon corps, non pas un oiseau, mais un âne»<sup>6</sup>. Mélangeant les boîtes, Photis a donné le mauvais onguent. Lucius paie très cher le prix de sa curiosité et sa Fortune est grande. Réfugié dans l'écurie de son hôte, Milon, une bande de brigands, comme par malheur, a fait irruption dans la somptueuse propriété : ayant volé tous les objets de valeur, les brigands se sont servi de Lucius-l'âne pour transporter leur butin, à travers les plaines et les montagnes de Grèce. Ainsi com-

mencent les pérégrinations de Lucius, dans son enveloppe animale.

### LE CHÂTIMENT DANS LA PEAU D'UN ÂNE

Bakhtine explique que la «Fortune aveugle» qui a transformé Lucius en âne et, par conséquent, a enclenché le cycle quasi-interminable de ses tribulations à travers les différents pays de Grèce, ne résulte pas d'un châtiment divin, mais de son initiative première : son caractère indiscipliné et sa curiosité l'ont mené sur le chemin de la faute, de l'égarement et de l'erreur. La faute personnelle de Lucius l'avait livré au pouvoir du hasard et du destin aveugle. Ce n'est pas le hasard qui a cherché Lucius, c'est lui, au contraire, qui a provoqué le hasard et ses déchaînements arbitraires.

A chaque aventure, heureuse ou malheureuse, correspond une métamorphose de l'image du héros : Lucius étourdi, oisif, curieux, Lucius-l'âne livré aux coups de ses différents maîtres, Lucius purifié et illuminé. En tant qu'âne et non en tant que Lucius-homme, le héros d'Apulée s'est trouvé contraint à s'abaisser à une existence quotidienne infâme, jouant le rôle le plus vil : celui de l'âne. Il fait tourner la meule chez le meunier ; il sert un maraîcher, un militaire, un cuisinier et un boulanger. Il est constamment roué de coups et les femmes de l'ânier et du boulanger expriment une immense aversion à son égard. L'âne est le tombeau de Lucius. Sa métamorphose est une descente aux Enfers.

Lucius-l'âne observe la vie quotidienne, sans être forcément déterminé par elle. Il appréhende le monde extérieur avec l'intelligence d'un humain, mais dans la peau d'un animal. Cela lui confère la position du personnage «tiers» : celui qui fait l'expérience, de l'intérieur, de la vie des humains, sans que personne ne remarque et/ou se gêne de sa présence. En se comparant à Ulysse dans ses soliloques, Lucius-l'âne trouve un élément de consolation dans la mesure où, dans sa position d'âne-observateur, il peut divertir sa curiosité innée et augmenter son savoir : «Et ce n'est pas sans de bonnes raisons que le divin auteur du vieux poème, lorsqu'il veut nous montrer, chez les Grecs, un héros d'une grande sagesse, conte dans ses vers que c'est à force de visiter bien des cités et de connaître toutes sortes de peuples qu'il a acquis ses plus hautes vertus. Car, moi aussi, je sais le plus grand gré à l'âne que je fus de me déposséder dissimulé sous cette enveloppe, fait passer par des tribulations variées, rendu, sinon tout à fait sage, du moins plus riche de savoir»<sup>7</sup>. Le voyage de Lucius dans sa peau d'âne s'inscrit dans la tradition des pérégrinations d'Ulysse à travers le monde méditerranéen.

Bien qu'il trouve ses oreilles très longues, poilues et laides, Lucius-l'âne, de surcroît, a pu y trouver un grand privilège, quant à leur capacité d'écoute : «Et moi, bien que je fusse fort irrité contre l'erreur de Photis qui, voulant me transformer en oiseau, avait fait de moi un âne, je trouvais cependant une consolation – la seule, il est vrai – à ma lamentable laideur, c'est que les oreilles immenses dont j'étais pourvu faisaient que j'entendais avec la plus grande facilité tout ce qui se passait, même de fort loin»<sup>8</sup>. Bakhtine estime que cette situation exceptionnelle de l'âne est un trait d'une grande portée dans ce roman. Il traverse toutes les sphères privées, quotidiennes, mais n'y participe point.

### LE SALUT VIENT DE LA MER ET DE L'ORIENT

Ayant pu s'échapper à son maître à la fin du Livre X, Lucius-l'âne, après avoir couru «la distance de six bons milles», arrive à Cenchères, une cité appartenant probablement à «la très illustre colonie de Corinthe». Pour reprendre ses forces, il succombe à un sommeil délicieux, au calme du soir, sur le sable moelleux du rivage. Vers la première veille de la nuit, une fraye soudaine éveille Lucius-l'âne et, à sa grande sur-

prise, il voit une lune étincelante de blancheur, au disque parfaitement plein, émerger des flots marins. Engourdi, il réalise que c'est un signe de la «déesse souveraine» (Isis, qui n'est pas encore nommée), investie de la terre et du ciel. Résolut d'adresser ses prières à la «déesse secourable», Lucius-l'âne chasse aussitôt son sommeil et se précipite vers la mer pour se purifier. «Je me baigne dans la mer et trempe sept fois la tête dans les flots, car le divin Pythagore nous a enseigné que ce nombre est le plus convenable aux pratiques sacrées»<sup>9</sup>. Le rôle du songe et de la vision est d'une tout autre nature chez Apulée : habituellement, écrit Bakhtine, le songe et la vision informent les humains de la volonté des dieux et de la nécessité d'accepter leur destin, afin de supporter plus aisément la souffrance. Chez Apulée, au contraire, ils incitent les héros à agir, à être dans l'action, en leur montrant comment ils doivent se comporter pour modifier leur destin, par des actes précis.

La vision nocturne de Lucius-l'âne sur les rives de Cenchères lui a bien indiqué le chemin de la purification aquatique, à travers laquelle il va s'adresser à la «déesse souveraine», par des prières solennelles. «Reine du Ciel – que tu sois Cérès, la féconde, mère et créatrice des moissons, [...]. Ote-moi cette horrible figure de bête, rends-moi à la vue des miens, rends-moi au Lucius que je suis, et si quelque divinité offensée me poursuit avec un acharnement inexorable, qu'il me soit donné au moins de mourir, s'il ne m'est pas donné de vivre»<sup>10</sup>. Multipliant des prières accompagnées de lamentations pitoyables, Lucius-l'âne, engourdi et ayant les yeux mi-clos, assiste au surgissement de l'apparition divine : un visage adorable aux dieux se libère des flots et se dresse devant son visage. Une scène infinie à laquelle l'éloquence du rhéteur, Lucius, a perdu toute son abondance oratoire. Ce visage divin, cette lumière aveuglante, ce n'était que la manifestation de la «déesse souveraine» qui a répondu à ses prières et lamentations : «Me voici, Lucius ; tes prières m'ont touchée, moi, mère de ce qui est, maîtresse de tous les éléments, origine et souche des générations, divinité suprême, [...], c'est de mon vrai nom qu'ils m'appellent Isis Reine. Me voici, j'ai pitié de tes malheurs ; je suis là, pour t'aider et t'être favorable. Cesse maintenant de pleurer, plus de lamentations, chasse ton chagrin ; voici que, grâce à ma providence, se lève pour toi le jour du salut. Aussi écoute, de toute ton attention et de tout ton esprit, les ordres que je te donne»<sup>11</sup>.

Au cours de son oracle auguste, Isis Reine ordonne à Lucius-l'âne de rejoindre hardiment sa procession, sous la bénédiction du prêtre Mithra et de l'ensemble des gens initiés aux Mystères. Appliquant minutieusement les prescriptions d'Isis Reine, Lucius-l'âne, au milieu de la procession, se place du côté du prêtre Mithra, informé de sa présence par la «déesse souveraine», et saisit d'une lèvre avide la couronne de roses de laquelle dépend son salut. Ayant dévoré les jolies roses, Lucius-l'âne redévient l'homme qu'il était, avant de commettre la faute capitale avec Photis, la servante-magicienne. L'apparence horrible de la bête se détache de lui, sa peau épaisse s'est amincie, son ventre obèse s'est réduit, son visage et son cou se sont arrondis, etc. Lucius est redevenu bel homme.

Béni et purifié par la «déesse souveraine», Lucius reçoit l'initiation de la part du prêtre Mithra et accède aux Mystères ineffables d'Isis Reine. De retour Rome, et toujours en quête de savoir, il reçoit une deuxième initiation : celle des Mystères d'Osiris l'invincible». Dans la capitale de l'Empire Romam, Lucius devient rhéteur et sacrificeur. «Aussi me fis-je de nouveau raser complètement la tête et, acceptant l'administration de cette antique confrérie fondée au temps de Sulla, sans dissimuler ni protéger ma calvitie, mais la montrant à tout le monde, j'en exerceai avec joie les fonctions». C'est ainsi que Lucius achève son récit.

### Notes :

1- Mikhaïl Bakhtine, *Esthétique et théorie du roman* (1975), trad. Daria Olivier, Paris, Gallimard, *J'él*, 1978, p. 264.

2- Ibid., p. 265.

3- Apulée, *L'Ane d'or ou Les Métamorphoses*, trad. Pierre Grimal, Paris, Gallimard, *Folio classique*, 1958, p. 61-62.

4- Apulée, *L'Ane d'or ou Les Métamorphoses*, op.cit., p. 108-109.

5- Ibid., p. 110.

6- Ibid., p. 111.

7- Apulée, *L'Ane d'or ou Les Métamorphoses*, op.cit., p. 272.

8- Ibid., p. 274.

9- Ibid., p. 340.

10- Apulée, *L'Ane d'or ou Les Métamorphoses*, op.cit., p. 340-341.

11- Ibid., p. 343-344.

## Dans un Venezuela en crise Les autobus se transforment en «bureaux de change»



**U**ne femme monte dans le bus et tend un billet d'un dollar au chauffeur qui lui rend la monnaie avec une liasse de bolivars: à Caracas, où les liquidités en devises locales ont quasiment disparu, c'est dans les autobus privés qui sillonnent la ville que les habitants s'approvisionnent. "Nous nous sommes transformés en bureau de change!", constate Marcelo Morett, qui conduit son propre autobus. Faute de compagnie publique de transport, le service est en effet assuré à Caracas par de petits entrepreneurs organisés en coopérative pour chaque ligne. C'est désormais le seul secteur, faute d'alternative, qui utilise encore la monnaie locale en liquide.

Mais derrière son volant, Marcelo Morett craint que tôt ou tard le manque de liquidités ne rende impossible son travail: "Chaque fois que (le cours du dollar) monte, il faut rendre encore plus de bolivars". La monnaie a déjà perdu 38,14% depuis début 2021, après une chute de 95,7% en 2020.

### BAGUETTE

Face à cette dégringolade permanente et une inflation hors de contrôle, les Vénézuéliens se tournent de plus en plus vers le dollar. Cette crise de confiance dans la monnaie est alimentée par la pire crise économique de l'histoire récente du Venezuela. Le Produit intérieur brut (PIB) du pays sud-américain, jadis

un des plus prospères d'Amérique latine, s'est ainsi réduit de moitié entre 2013 et 2019. Face à cette dollarisation informelle de l'économie, les commerçants sont contraints d'utiliser exclusivement des modes de paiement électroniques pour les ventes en bolivars. Y compris pour de toutes petites sommes comme le prix d'une baguette.

A l'intérieur du pays, les bus intercités font payer les trajets en bolivars grâce à toute sorte d'outils numériques, notamment les paiements par téléphone portable.

Mais ce type de transactions, où il faut taper son numéro de carte d'identité puis un mot de passe, est juste impossible dans les autobus bondés de la capitale, où les flux de passagers restent importants malgré la pandémie de Covid-19. Le président socialiste Nicolas Maduro, qui a lui-même qualifié la dollarisation de "soupape" face aux sanctions économiques américaines, a promis un système de carte magnétique pour les paiements dans les autobus de Caracas. Mais pour l'économiste Jesus Casique, "cela ne réglera rien". "Le problème de fond demeure: la Banque centrale continue de monétiser le déficit (...) et le gouvernement, au lieu de corriger les déséquilibres de l'économie, les agrave", estime-t-il auprès de l'AFP. Si 65,9% des transactions commerciales au Venezuela sont désormais effectuées en dollars, la moitié de la population n'a pas un accès régulier au billet vert, selon le cabinet Ecoanalítica. Le phénomène, met en garde Jesus Casique, agrandit les fractures sociales, sachant que quatre Vénézuéliens sur cinq ont des revenus insuffisants pour acheter de quoi manger, selon une étude des principales universités du pays. "Il y a des passagers qui font du troc (...), ils vous donnent un petit kilo de riz. Vous leur faites payer le prix du billet et vous leur donnez la différence" en bolivars, relate Marcelo Morett.

## Tunisie : les prix des carburants en hausse



**L**e ministère tunisien de l'Industrie, de l'énergie et des mines a annoncé, vendredi, la révision à la hausse des prix de vente au public de certains produits pétroliers, à partir de minuit. Il s'agit d'augmenter de 40 millimes le prix de l'essence sans plomb. Ainsi le nouveau prix sera fixé à 1955 millimes/litre au lieu de 1915 millimes/litre, selon un communiqué du ministère. Un dinar tunisien (1000 millime) vaut 0,37 dollars US. Le prix du Gasoil ordinaire sera également augmenté de 30 millimes. Ce qui ramène le nouveau prix à 1500

millimes/litre au lieu de 1470 millimes/litre. Pour ce qui est du gasoil sans souffre, le prix connaîtra une hausse de 35 millimes/litre. Le nouveau prix sera fixé ainsi à 1685 millimes/litre au lieu de 1650 millimes/litre. Les prix des autres produits sont restés inchangés, a précisé le ministère.

Cette décision vient en application du mécanisme de l'ajustement automatique des prix de certains produits pétroliers et suite à la réunion mensuelle de la commission technique chargée de fixer les prix pour le mois, tenue jeudi.

## Le Danemark avance dans son méga-projet d'île énergétique en mer du Nord



**L**e Danemark a franchi une nouvelle étape en vue de la construction d'une île artificielle de production d'énergie en mer du Nord, a indiqué vendredi le gouvernement, porteur de ce gigantesque projet estimé à près de 30 milliards d'euros. "Nous espérons que le projet aura une plus grande influence encore, en inspirant d'autres", a déclaré le ministre danois du Climat Dan Jørgensen dans un entretien à l'AFP. Prévu pour être construit à 80 kilomètres des côtes du Jutland à l'ouest du Danemark pour capter des vents puissants, ce "hub énergétique" reliera 200 puis à terme 600 grandes éoliennes en mer. "A ce stade, le début de la construction devrait intervenir en 2026 et nous espérons qu'il soit fini entre 2030 ou 2033", a déclaré un porte-parole du ministère du Climat à l'AFP, même si le Danemark doit encore trouver des investisseurs privés pour le projet. Avec une capacité de 3 puis 10 gigawatts, les responsables du projet avancent une production électrique permettant de fournir 3 à 10 millions de foyers.

Présenté comme une première mondiale et le plus grand chantier jamais mené au Danemark, le projet sera majoritairement possédé par le gouvernement danois, en partenariat avec des acteurs privés via un appel d'offres qui doit encore être lancé. Il est actuellement estimé à

## USA: un intrus monte dans un avion officiel sur une base militaire



L'US Air Force a ouvert une enquête interne vendredi après qu'un intrus est parvenu à monter dans un avion officiel sur une base militaire proche de Washington, malgré les mesures de sécurité renforcées après l'assaut du 6 janvier contre le Capitole. Un "homme adulte" a réussi à pénétrer jeudi sur la base militaire d'Andrews, qui accueille les dignitaires étrangers en visite à Washington et où sont stationnés les avions officiels américains, notamment l'avion présidentiel Air Force One, a indiqué l'US Air Force dans un communiqué. Il a "embarqué illégalement à bord d'un C-40", version militaire du Boeing 737, avant d'être interpellé par les autorités, a ajouté l'armée de l'air, soulignant que l'homme n'était pas armé et que personne n'a été blessé. Les appareils C-40 stationnés sur la base aérienne d'Andrews sont utilisés par les membres du gouvernement américain, les hauts responsables du Congrès ou les hauts gradés militaires lors de leurs déplacements officiels. L'US Air Force n'a pas précisé comment l'homme avait

réussi à pénétrer sur la base aérienne, qui est pourtant étroitement gardée, ni combien de temps il avait passé à bord de l'avion.

Mais le communiqué de l'armée de l'Air précise que "rien n'indique que l'individu ait un lien quelconque avec des groupes extrémistes". L'US Air Force a ouvert une enquête sur cette effraction et s'est engagée à en publier les conclusions. "Tout le monde prend ceci très au sérieux. Le ministre (de la Défense, Lloyd Austin) prend ceci très au sérieux", a assuré le porte-parole du Pentagone, John Kirby, soulignant que l'enquête porterait sur les mesures de sécurité de l'US Air Force dans le monde entier. Des milliers de soldats de la Garde Nationale renforcent la sécurité de Washington depuis l'assaut contre le Capitole par des manifestants pro-Trump qui a fait 5 morts. Alors que les autorités craignent de nouvelles manifestations, ils sont chargés de protéger le Capitole pendant le procès en destitution de Donald Trump qui doit démarrer le 9 février.

## L'automobile freinée dans le monde par une pénurie de puces



Une pénurie de composants électroniques en Asie force les constructeurs automobiles à ralentir la cadence dans leurs usines du monde entier, et les poussent à reprendre en main leur logistique. Ford a annoncé jeudi réduire drastiquement la production de la star de ses utilitaires, le pickup F-150. General Motors suspendra la production dans trois usines, aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique. En Chine, certaines usines ont décidé de fermer jusqu'à 14 jours.

En France, les usines de Stellantis (ex-Peugeot-Citroën) resteront fermées samedi à Rennes et Sochaux. En Allemagne, Volkswagen a interrompu en janvier des lignes de production, à Wolfsburg et à Emden. Les géants de l'automobile sont en manque de semi-conducteurs, ces petites pièces électroniques qui ont envahi les voitures. La situation est notamment critique pour les microcontrôleurs, dont on trouve 38 unités sur un gros SUV Audi par exemple, du moteur à l'ABS en passant par les airbags et l'aide au stationnement. Dans une industrie automobile dont la production est programmée à la minute près, la pénurie pourrait retarder la production de quelques 672.000 voitures au premier semestre, notamment en Chine et en Europe, a indiqué mardi le cabinet IHS Markit. Et les prix des pièces devraient augmenter.

### ENCORE DES MOIS DE PÉNURIE

Plusieurs facteurs se sont additionnés: avec la pandémie, "le fort ralentissement de l'industrie automobile mondiale au premier semestre 2020, qui a entraîné la mise en sommeil temporaire des sources d'approvisionnement, ainsi qu'un décalage des investissements initialement programmés pour répondre à la demande", analyse Claude Cham, qui représente les équipementiers français. La reprise a également été plus rapide et plus forte qu'anticipé en Asie, en particulier en Chine. Par ailleurs, ces puces sont également essentielles pour nombre de secteurs de l'électronique, comme les téléphones 5G et les ordinateurs, dont la demande explose avec la pandémie.

Bosch, premier équipementier automobile mondial et producteur de certains semi-conducteurs, explique que l'industrie des semi-conducteurs a des délais très longs, qui peuvent aller jusqu'à six mois pour des puces complexes, rendant difficile une réaction à des variations de la demande à court terme. Par

ailleurs, du côté des microcontrôleurs les plus miniaturisés, près de 70% de la production mondiale est assurée par Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC), selon IHS Markit. TSMC a expliqué que ses fonderies tournaient déjà à plein régime, mais que l'industrie automobile était "l'une de ses principales priorités" et qu'il réorientait sa production.

"Ce n'est pas une situation inédite", a souligné jeudi le patron du producteur allemand de puces Infineon, Reinhard Ploss. En 1999, le boom de la téléphonie mobile avait déjà provoqué des pénuries de composants. "Mais le fait que tous ces facteurs soient réunis est inhabituel", a souligné le dirigeant, qui va avancer l'ouverture d'une nouvelle usine. "Nous ne voyons en aucun cas une amélioration au premier semestre", a prévenu Helmut Gassel, directeur du marketing d'Infineon, n'excluant pas que "ça pourrait durer jusqu'à la fin de l'année". Le cabinet IHS Markit ne voit pas un retour à la normale avant le troisième trimestre, "quand les fonderies auront réorganisé leurs capacités de production et que la demande de produits électroniques se sera calmée". De Peugeot à Tesla en passant par Toyota, on assure travailler "dur" et "au quotidien" pour faire face. Ford a prévenu jeudi que ces retards allaient représenter un coût de 1 à 2,5 milliards de dollars dans ses comptes 2021. Volkswagen prévoit, comme d'autres constructeurs, de rattraper les voitures non produites au deuxième semestre.

### RÉÉQUILIBRAGE EUROPÉEN

Cette pénurie est perçue comme un coup de semonce par les constructeurs et les gouvernements européens. Les semi-conducteurs sont entrés en crise avec le boom de l'électronique mais surtout avec le bras de fer entre les Etats-Unis et le producteur chinois de semi-conducteurs Huawei, dès 2019, selon Mathieu Duchâtel de l'Institut Montaigne. Treize pays européens, dont l'Allemagne et la France, ont annoncé depuis qu'ils allaient s'unir dans ce domaine, alors que l'Europe ne représente encore que 10% de la production. "C'est beaucoup plus important que les logiciels ou le cloud", lançait fin janvier Joe Kaeser, alors patron de Siemens, dans le journal allemand Handelsblatt. "La microélectronique est la clé du développement du monde industriel de demain".

## Afrique de l'Ouest L'endettement touche 68% des migrants de retour dans six pays

L'endettement touche 68% des migrants de retour dans six pays d'Afrique de l'Ouest, compromettant ainsi leur réintégration dans leur pays d'origine, a indiqué vendredi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Comme la migration devient de plus en plus dangereuse et coûteuse, de nombreux migrants contractent des emprunts et s'endettent auprès de parents et d'amis pour financer leur voyage. Plus des deux tiers considèrent que cette situation impacte négativement leur quotidien, selon une étude réalisée par l'OIM. L'enquête du Bureau régional de l'OIM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a été réalisée, entre février et avril 2020, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Sénégal et en Gambie. Sur le plan personnel, beaucoup de personnes interrogées ont fait état de sentiments d'anxiété, d'échec, d'isolement social

et de peur de ne pas pouvoir rembourser leurs obligations. L'étude montre une moyenne de l'équivalent de 511 euros d'endettement par migrant, soit le salaire moyen dans la région du Sahel. La majorité des migrants de retour endettés ont moins de 35 ans et sont chefs de ménage. Plus d'un tiers d'entre eux sont sans emploi. Selon l'agence onusienne, le montant estimé de l'endettement de l'ensemble des rapatriés des six pays étudiés peut atteindre 15 millions d'euros.

Selon l'étude de l'OIM, la famille reste le principal prêteur pour financer le projet migratoire avec plus de la moitié des prêts réalisés auprès de la famille. Suivent les amis et les proches, qui représentent 41% des prêts. "Les migrants sont bien redevables à la famille qui les soutient, mais ne répondent pas à des obligations de remboursement préalablement définies", précise

### Décès de l'acteur Christopher Plummer



L'acteur canadien Christopher Plummer, révélé par "La mélodie du bonheur", est décédé à l'âge de 91 ans, a annoncé vendredi son agent. "Chris était un homme extraordinaire qui aimait et respectait profondément son

métier", a déclaré Lou Pitt, son manager de longue date, louant son "formidable style à l'ancienne" et ses facultés d'autodérisson. "C'était un trésor national qui tenait beaucoup à ses racines canadiennes", a ajouté Lou Pitt dans une déclaration transmise à l'AFP. "Le monde a perdu un acteur accompli aujourd'hui et j'ai perdu un ami cher", a réagi dans un communiqué Julie Andrews, sa partenaire dans "La mélodie du bonheur". "Je chéris les souvenirs de notre travail et tout l'humour et la drôlerie que nous avons partagés durant ces années", a poursuivi l'actrice.

Elevé à Montréal, Christopher Plummer comptait 75 ans de carrière, entamée à la fois en anglais et en français. Il avait dû attendre l'âge vénérable de 82 ans pour décrocher son premier Oscar, en 2012, pour un second rôle aux

### Madagascar

## Découverte du plus petit reptile au monde

Des scientifiques ont découvert à Madagascar le plus petit reptile au monde, dont le corps possède les mêmes caractéristiques que ses cousins caméléon bien connus mais il tient sur le bout d'un doigt, selon une étude publiée récemment. "Nous l'avons découvert dans les montagnes au nord de Madagascar", a indiqué Frank Glaw, responsable de l'herpétologie du Zoologische Staatssammlung à Munich, cité par des médias. Une équipe de scientifiques allemands et malgaches ont trouvé deux spécimens, lors d'une expédition en 2012, mais on ignorait alors qu'il s'agissait d'individus adultes, a-t-il précisé. Le mâle "Brookesia nana" est le reptile adulte le plus petit au monde avec à peine 13,5 millimètres du museau à la base de la queue --la taille d'une cacahuète--, et 22,5 mm en comptant la queue. La femelle est de taille nettement supérieure au mâle, avec 19,2 millimètres du museau à la base de la queue, et 28,9 millimètres en comptant la queue, détaille Frank Glaw dans la revue Scientific Reports.



Ces deux spécimens restent les seuls découverts pour cette espèce. "Il y a beaucoup de vertébrés de taille très réduite à Madagascar, dont les plus petits singes du monde et des grenouilles parmi les plus minuscules", a ajouté Andolalao Rakotoarison, de l'université de Tananarive à Madagascar, co-auteur de l'étude. Mais les micro-caméléons découverts ne sont pas le produit du "nanisme insulaire", ce phénomène selon lequel des espèces sur une île, similaires à leur ancêtre continental, évoluent au fil du temps en réduisant leur taille, sous la pression de plusieurs facteurs.

"Nous n'avons aucune explication sur les raisons de la taille" du Brookesia nana, déclare Franck Glaw. L'animal vit dans une région montagneuse, à 1.300 mètres d'altitude. A peine découvert, le Brookesia nana est déjà considéré comme menacé, ajoute le scientifique. "La destruction de l'habitat représente la plus grande menace pour les amphibiens et les reptiles de Madagascar", explique le scientifique allemand. Madagascar recèle des trésors de biodiversité, mais c'est aussi un des pays les plus pauvres du monde et sa faune et sa flore ne sont pas suffisamment protégées.

• 2

12.05 Tout le monde veut prendre sa place  
13.00 Journal 13h00  
13.20 13h15, le dimanche...  
15.00 Météo 2  
15.10 Vivement dimanche  
15.40 Agissons avec Jamy  
15.50 Rugby : Tournoi des VI Nations  
18.20 Les enfants de la télé  
19.20 Les enfants de la télé, la suite  
20.00 Journal 20h00

## 21.05 Green Book : Sur les routes du sud



Comédie dramatique - Etats-Unis - 2018  
Avec Viggo Mortensen, Mahershala Ali, Linda Cardellini, Sebastian Maniscalco  
En 1962, Tony Lip est un des vendeurs du club Copacabana à Manhattan, notamment fréquenté par des gangsters. L'homme, originaire du Bronx, aussi malin que prompt à la bagarre, se retrouve deux mois au chômage forcé quand le club doit fermer pour travaux. Alors qu'il doit nourrir sa famille, il accepte un emploi de chauffeur pour Donald Shirley.

## 21.05 Grantchester



Série dramatique - Grande-Bretagne - 2020  
Saison 5 - Episode 3/6

### - Un rêve innocent

Avec Tom Brittney, Robson Green, Al Weaver, Tessa Peake-Jones  
Will et Ellie se retrouvent au cinéma. En pleine séance, le projectionniste, un Américain, est retrouvé mort dans sa cabine. Très vite, les soupçons se portent vers un Indien en fuite. Plus tard, un homme brise une fenêtre de la maison des Chapman à l'aide d'une brique, et Geordie découvre qu'il s'agit du même suspect. Quel est le lien qui unit ces deux événements ?

## 21.05 Apocalypse Verdun



### Histoire - France - 2016

Février 1916. La Première Guerre mondiale dure depuis deux ans. Elle a déjà fait plus de 3 millions de morts. Et pourtant, aucun belligérant ne parvient à prendre l'ascendant sur l'autre. Le 21 février, les Allemands déclenchent un orage d'acier sur 20 kilomètres de front, à Verdun. Pendant 300 jours et 300 nuits, cette commune de la Meuse va être le théâtre des pires affrontements entre Français et Allemands de toute la Première Guerre mondiale.

arte

TF1

10.20 Echappées belles

12.00 Des trains pas comme les autres

12.30 C l'hebdo

13.55 Abou Dhabi, entre désert et gratte-ciel

14.45 L'histoire de la Grande Muraille de Chine

16.35 Les trésors de l'art sacré

17.35 L'affaire Markovic : coup bas chez les gaullistes

18.35 C politique

19.55 C politique, la suite

20.52 La noix nous fait craquer

21.45 La moutarde nous monte au nez

10.00 La Baule-les-Pins

12.05 Twist

12.55 Cuisines des terroirs

13.20 GEO Reportage

14.05 Un opéra pour un empire

15.40 Les grands mythes : L'Odyssée

16.35 Les années 20 ou la décennie des femmes

17.30 Johannes Brahms : Un requiem allemand

19.45 Arte journal

20.10 Vox pop

20.40 Karambolage

20.55 La bataille des Ardennes

23.30 Hardy Krüger, acteur et globe-trotter

09.01 Le mag qui fait du bien

10.15 Les animaux de la 8

13.40 Animaux à adopter

21.05 César et Rosalie

23.20 Langue de bois s'abstenir

09.25 The Middle

14.40 Young Sheldon

15.30 Superstore

19.10 Le jeu de la vérité

21.05 The Professional

22.45 Agents doubles

C 8

09.01 Le mag qui fait du bien

10.15 Les animaux de la 8

13.40 Animaux à adopter

21.05 César et Rosalie

23.20 Langue de bois s'abstenir

09.01 Le mag qui fait du bien

10.15 Les animaux de la 8

13.40 Animaux à adopter

21.05 César et Rosalie

23.20 Langue de bois s'abstenir



CINE + FRISSON 20.50

## CAPTIVE STATE

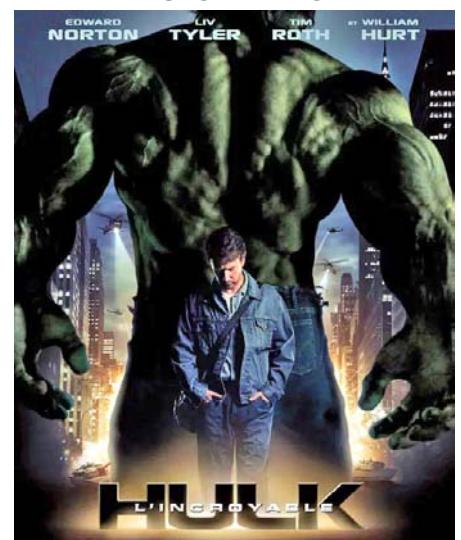
Film de science-fiction - Etats-Unis - 2018

Avec John Goodman, Ashton Sanders, Vera Farmiga, Madeline Brewer

Des extraterrestres belliqueux, désignés comme les législateurs, ont mené une invasion éclair de la planète Terre. Suivant l'exemple des Etats-Unis qui ont très rapidement capitulé, les autres puissances mondiales ont fait de même. Neuf ans plus tard, alors que les humains sont totalement asservis et que les ressources terriennes sont pillées par les envahisseurs, certains terrains organisent une résistance clandestine.

CANAL+ family 20.54

## L'INCROYABLE HULK



Film d'action - Etats-Unis - 2008

Avec Edward Norton, Liv Tyler, Tim Roth, William Hurt, Ty Burrell

Le scientifique Bruce Banner a été victime de ses propres expérimentations. Après une irradiation par des rayons gamma, il se transforme en monstre à la puissance destructrice dès qu'il est pris d'un accès de colère. Tout en cherchant un antidote, il se cache dans une favela en plein cœur du Brésil et pratique des exercices quotidiens pour contrôler ses émotions. Mais le général Ross, soucieux de développer ce type de mutation à des fins militaires, le traque.

RTL 9 20.50

## DREAM HOUSE



Thriller - Etats-Unis - 2011

Avec Daniel Craig, Naomi Watts, Rachel Weisz, Marton Csokas

Will Atenton quitte son emploi d'éditeur à New York pour rejoindre sa femme et ses deux jeunes filles, Trish et Dee Dee, qui viennent de s'installer dans une belle maison, en Nouvelle-Angleterre. Mais ces dernières ne s'y sentent pas du tout à l'aise et sont persuadées qu'un individu mystérieux les épie. Will découvre bientôt qu'un terrible drame familial s'est noué quelques années plus tôt dans la demeure.

TF1

## TÉLÉVISION

### 21.05 Tarzan



Film d'aventures - Grande-Bretagne

- Etats-Unis - 2016

Avec Samuel L. Jackson, Margot Robbie, Alexander Skarsgård, Christoph Waltz  
A la fin du XIXe siècle, le roi des Belges, en manque de liquidités pour financer son armée, envoie un de ses hommes les plus fidèles, Léon Rom, dans les forêts du Congo, à la recherche des diamants d'Opar. Sur son chemin, il trouve le puissant chef Mbonga, qui le somme de ramener un homme, Tarzan.

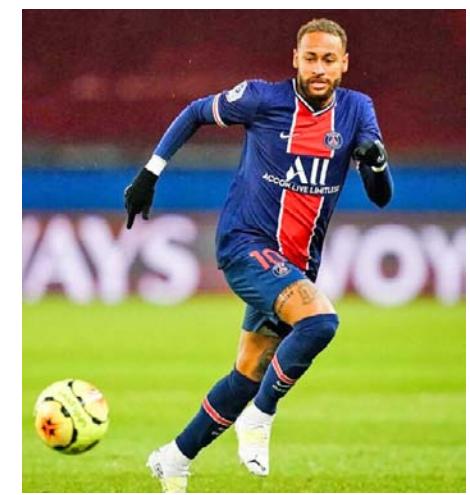
### 21.05 Zone interdite



Est-il plus compliqué d'être parent qu'autrefois ?  
Près d'un Français sur deux estime qu'élever un enfant est difficile. Un phénomène encore amplifié par le récent confinement. Aujourd'hui, des pères et des mères brisent le tabou et reconnaissent être victimes d'un burn-out parental, un syndrome d'épuisement extrême jusqu'ici associé à la sphère professionnelle. Certains parents s'épuisent à vouloir atteindre un modèle familial idéal, d'autres peinent à imposer des limites et affrontent colères, caprices, chantage voire violence : leurs enfants ont pris le pouvoir.

CANAL+

### 21.00 Ligue 1 Uber Eats



- Marseille / Paris-SG  
23.20 Dimanche Soir Sports

PLANÈTE +

TFX

W9

09.10 Friends



12.00 Total renovation : ma maison sur-mesure  
21.00 Petits plats en équilibre  
21.05 Le plus beau métier du monde  
23.05 Banzai

10.00 Génération Top 50  
10.50 Génération Hit machine  
11.50 Génération Top 50  
12.50 MacGyver



17.30 Kaamelott  
21.00 Météo  
21.05 Rock

Bélier 21-03 au 20-04

Vous avez besoin de vous dépayser, de sortir des sentiers battus mais vous ne savez pas comment. Faites appel à vos amis, ils vous donneront de bonnes idées.

Taureau 21-04 au 21-05

Vous avez un peu de mal à évaluer combien d'argent serait nécessaire pour atteindre vos objectifs. Faites-vous aider par une personne compétente.

Gémeaux 22-05 au 21-06

En ce moment vous êtes particulièrement sensible aux émotions de votre partenaire. Si vous êtes en voyage, vous pourriez bien craquer devant son charme et son magnétisme...

Cancer 22-06 au 22-07

Aujourd'hui, vous mettez tout en oeuvre pour bien faire votre travail, consciencieusement. Ainsi, vous mettez toutes les chances de votre côté pour que ça paye...

Lion 23-07 au 23-08

Vous avez envie de rire, de croquer la vie à pleine dents, mais pas en solo! Alors si vous n'êtes pas déjà en couple, mettez-vous en quête de l'âme soeur !

Vierge 24-08 au 23-09

Vous n'êtes pas en très bonne forme et les vicissitudes du quotidien vous lascent. Une pause dans vos activités s'impose; vous serez mieux chez vous, au calme...

Balance 24-09 au 23-10

C'est le bon moment pour exploiter vos dons créatifs ou pour convaincre vos proches de vos qualités. Et si votre cœur s'emballer, ne le retenez pas !

Scorpion 24-10 au 22-11

Aujourd'hui, vous pourriez penser à investir dans un petit achat pour votre foyer. Mais avant de passer à l'acte, assurez-vous qu'il ne sert pas à combler un manque...

Sagittaire 23-11 au 21-12

C'est le moment de reprendre contact avec vos interlocuteurs, que ce soit par téléphone ou par email. Et si vous devez vous déplacer n'hésitez pas, c'est positif !

Capricorne 22-12 au 20-01

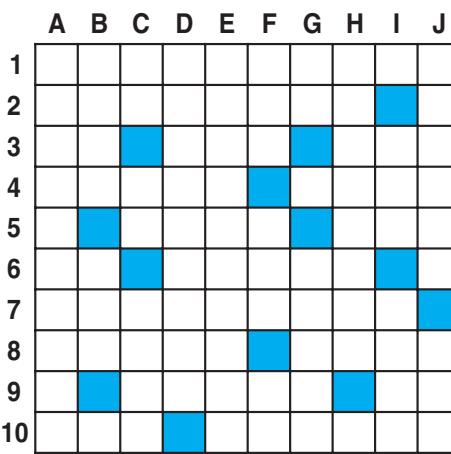
Aujourd'hui, vous avez autant besoin de calme et de tranquillité que de profiter des bienfaits terrestres. Une journée à la campagne ou une après-midi à la plage ?

Verseau 21-01 au 18-02

Aujourd'hui, vous gagnez à mettre votre ego de côté afin de vous ouvrir à votre entourage. Vos amis peuvent être de bon conseil, surtout si vous partagez vos projets.

Poissons 19-02 au 20-03

Vous vous inquiétez pour votre avenir professionnel alors que vous n'avez pas encore tous les atouts en main. Commencez par sortir un peu de votre tête !

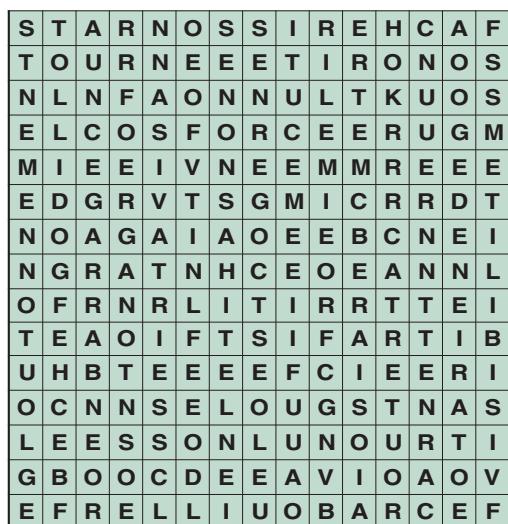


Horizontalement:

- «Pêcheurs» à la Taïwan !
- Pas en avant, pas du tout en arrière.
- Prises à partie. Instrument à cordes. Sourd et pas poli !
- Voie. Fait tout petit.
- Passa. Ferraille jaune.
- Symbol de réflexion. Taudis.
- Elles sont tout en sueur.
- Mit de côté. Mode d'emploi.
- Célébrité. Pronom.
- Club de navigation. Cordonne.

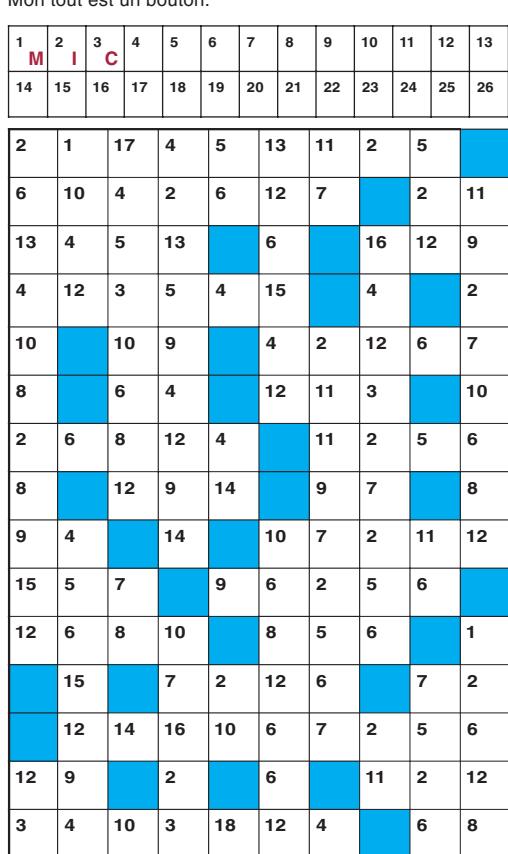
Verticalement:

- Question de l'heure.
- Plaça à bout portant. Tableaux.
- Entrent dans le sujet. Montant indéfini. Dîne donc !
- Fait du rentre-dedans.
- Allant pour le mieux.
- Lettres à débattre. Refroidit. Conjonction.
- Points opposés. Balle de céréales.
- Rangées comme il se doit.
- Branque. Sous couvert.
- J. S'est montré brillant. Plante à fouetter.

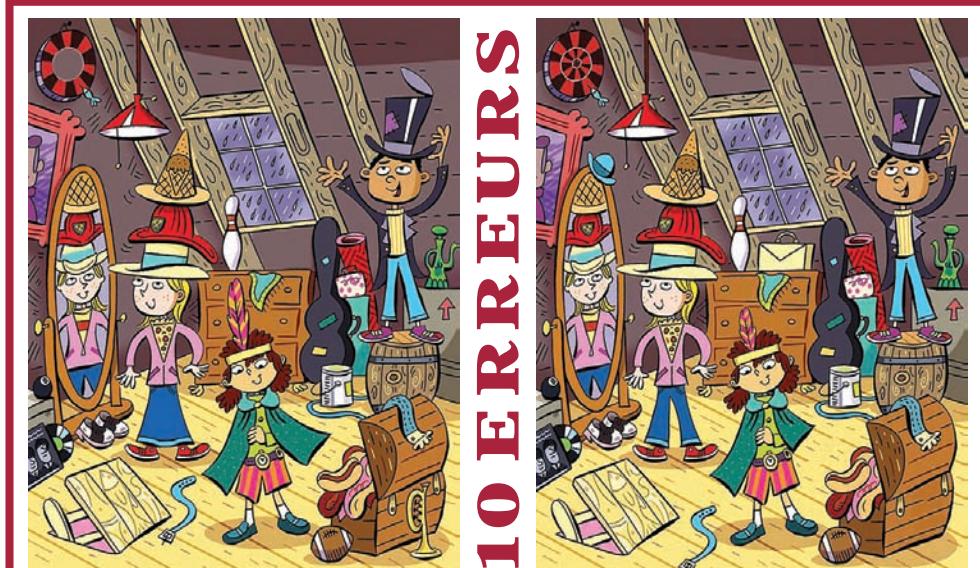
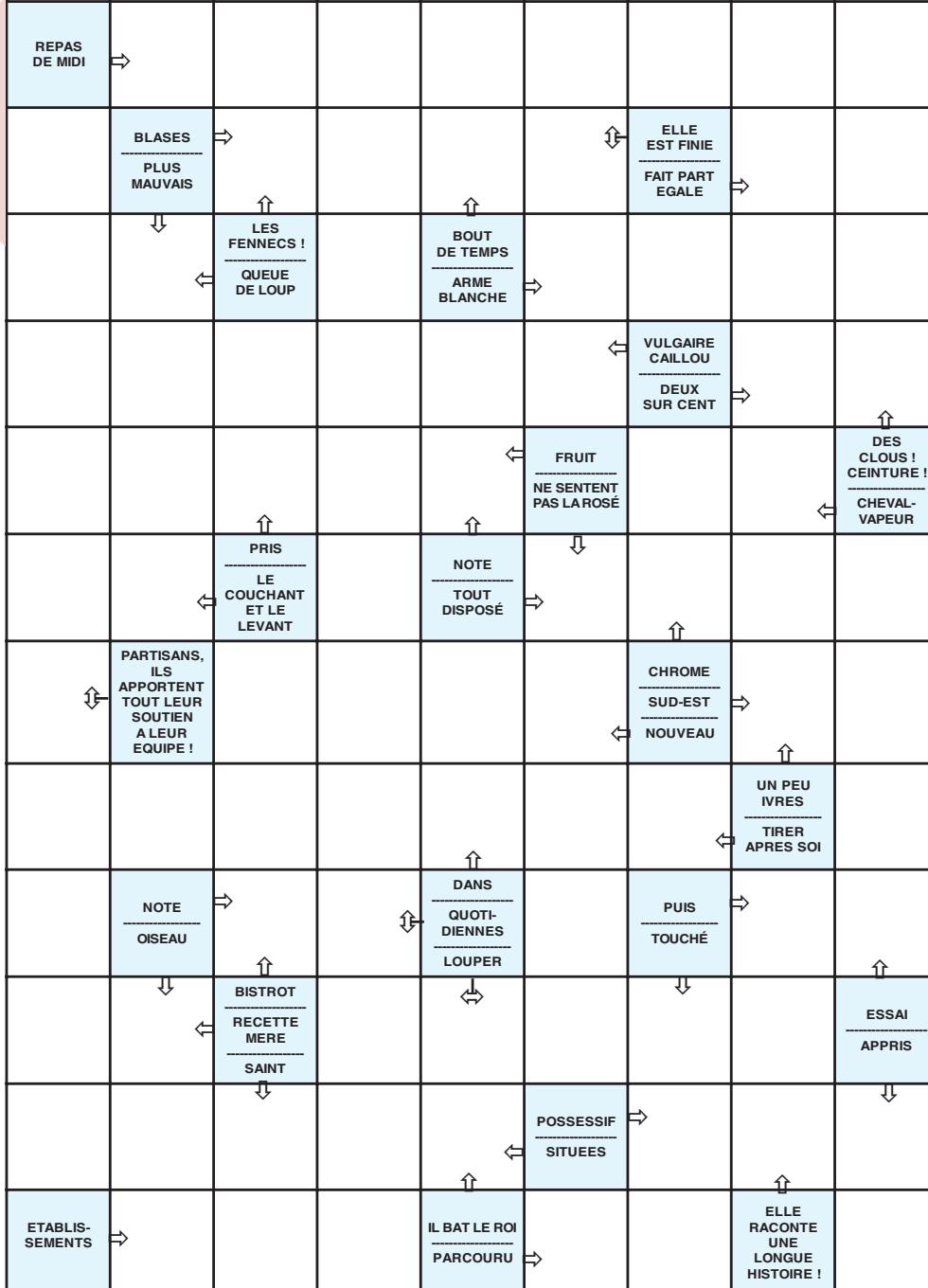


ANSE - AVIS - BARRAGE - BENEFICE - BORNAGE - CARNET - CHEF - EBENE - ECOLE - ECRABOILLER - ENVIE - FACHER - FAON - FOND - FORTIFICATION - FOSSETTE - FOURMI - GENTILHOMME - GERBOISE - GLOUTONNEMENT - GODILLOT - HANTISE - HERISSON - INTRIGUE - MERCERIE - METRE - OFFRANDE - ONAGRE - OTARIE - ROSEE - ROUTE - SOCLE - SONORITE - SOUK - SOURCE - STAR - TENTACULE - TOURNEE - UNIR - VISIBILITE - VOTE.

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :  
- Mon 1er signifie ont été.  
- Mon 2e est le frère du père ou de la mère.  
Mon tout est un bouton.



### Jeux proposés par Chérifa Benghani



**10 ERREREURS**

### LES SOLUTIONS

CROISÉS N°7971													
D	O	M	E	S	T	I	Q	U	E				
E	M	A	I	L	L	E	U	R	S				
M	I	C	R	O	Y	E	U	T					
E	H	E	U	R	E	U	S	E					
N	I	E	G	A	R	E	Y	R					
A	N	S	H	I	S	S	E	E					
G	O	M	I	N	E	N	P						
E	N	T	E	U	E	G	O						
N	D	O	G	R	A	T	I	S					
T	A	P	O	T	E	M	E	N					

SUDOKU N°971													
6	9	3	4	7	5	2	1	8					
8	1	5	9	6	2	7	3	4					
7	4	2	8	1	3	5	6	9					
2	5	4	3	9	7	6	8	1					
1	6	9	2	4	8	3	5	7					
3	7	8	6	5	1	9	4	2					
9	8	1	5	2	6	4	7	3					
5	2	7	1	3	4	8	9	6					
4	3	6	7	8	9	1	2	5					

FOUILLYS N° 7971  
DISCOURS (Dix - Court)

CODÉS N° 7971

FLECHES N°7971													
L	O	U	P	E	S	I	G	U	T	R	U	A	N
O	U	P	E	S	I	G	U	T	R	U	A	N	D
A	I	E	O	E	I	R	S	V	P	S	N		
R	S	V	P	S	N	G	M	T	R	A	I	T	E
T	R	A	I	T	E	O	U	F	I	R	A	T	R
R	A	I	T	E	O	U	F	I	R	A	T	R	
I	R	A	I	T	E	O	U	F	I	R	A	T	R
S	O	T	U	N	S	E	I	R	A	T	R		
E	C	L	A	S	S	E	I	R	A	T	R		
R	O	I	N	E	R	E	R	O	I	N	E	R	
L	E	U	R	E	R	O	I	N	E	R			
E	U	R	E	R	O	I	N	E	R				

FOUILLYS N° 7971													
1	A	2	R	3	M	D	5	T	6	E			
7	S	8	N	9	O	10	I	11	U	12	B		
13	L	14	Q	15	X	16	P	17	Y	18	C		
19	V	20	21	22	23	24							

4	5	3
1	2	6
8	5	1
9	8	5
6		
5	7	
4		
5	6	1
3		

## Déploiement des forces spéciales suédoises au Mali



Le déploiement au Mali de 150 soldats suédois au sein de la force européenne Takuba, chargée d'accompagner l'armée malienne au combat, a commencé et sera complété d'ici la fin du mois, ont annoncé vendredi les armées suédoise et française. "La majeure partie de notre force est désormais au Mali", a confirmé à l'AFP un porte-parole de l'armée suédoise vendredi soir. La Suède, qui n'est pas membre de l'Otan, avait annoncé en mars 2020 son intention de participer à Takuba, répondant à l'appel de la France. Le Parlement suédois avait donné son feu vert en juin pour l'envoi de 150 hommes avec un renfort possible de 100. Le mandat s'achève au 31 décembre 2021.

La force suédoise, dont trois hélicoptères Blackhawk, sera basée à Ménaka dans le Liptako malien, une région proche de la frontière du Niger et du Burkina Faso où sont concentrés plusieurs groupes jihadistes liés à l'Etat islamique au grand Sahara (EIGS) et à Al-Qaïda. La force suédoise viendra en appui de l'ensemble de Takuba, dont un groupe franco-estonien à Gao et l'autre franco-tchèque à Ménaka, a précisé le colonel Barbry.

## Les Palestiniens saluent la décision de la CPI



La décision de la Cour pénale internationale (CPI) de se déclarer compétente pour juger les faits survenus dans les territoires occupés est une "victoire pour la justice", a réagi vendredi soir le Premier ministre palestinien Mohammed Shtayeh.

"Cette décision (de la CPI) est une victoire pour la justice et l'humanité, pour les valeurs de vérité, d'équité et de liberté, et pour le sang des victimes et de leurs familles", a déclaré M. Shtayeh, cité

par l'agence officielle palestinienne Wafa.

Cette décision est un "message aux auteurs de crimes" qui "ne resteront pas impunis", a ajouté M. Shtayeh, appelant la CPI à "accélérer" les procédures judiciaires quant à la dernière guerre de Gaza, aux prisonniers palestiniens et au développement des colonies israéliennes. La CPI a expliqué dans un communiqué vendredi soir avoir "décidé à la majorité que la juridiction territoriale de la Cour pour la situa-

tion en Palestine (qui en est membre depuis 2015, ndlr) s'étendait aux territoires occupés par Israël depuis 1967". Fatou Bensouda, la procureure de ce tribunal international créé en 2002, avait demandé un avis juridique sur ce point et ce, après avoir annoncé en décembre 2019 vouloir ouvrir une enquête complète sur d'éventuels "crimes de guerre" - sans toutefois désigner leurs auteurs - perpétrés dans les territoires occupés par l'entité sioniste.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### LE TOURISME SOMMÉ DE CHANGER DE VISAGE

des reconversions parfois déconcertantes.

C'est qu'il s'agit indéniablement aujourd'hui d'une tangente imposée par un virus ravageur pour que le sens que l'on donnait au voyage soit bouleversé et pour qu'il n'ait plus les bienfaits qu'il dispensait. Déjà perturbée par les mesures sécuritaires qu'exige la vague terroriste du siècle et par l'érection rigide des murs frontaliers, la signification d'un voyage se caractérisait par une multitude de désagréments et d'obligances qui le rendait harassant et lui faisait perdre ce qu'il avait d'agrément. Avec les dégâts incommissables de la pandémie qui s'installe dans la durée, il devient évident que l'un des

piliers de la civilisation actuelle est en phase d'une révolution qui obligera le tourisme à changer de registre et de face.

Restaurateurs, hôteliers, agences de voyages, transporteurs sont malheureusement priés dans un désarroi total d'aller frapper ailleurs plutôt qu'aux portes de leurs gouvernements car la situation nouvelle ne pourrait indéfiniment se suffire d'une aide financière. Il est à comprendre et à retenir qu'il y a une nécessité dorénavant à chercher le génie indispensable pour que voyager ne soit plus confondu avec le blasphème. On se rend compte peu à peu que le tourisme s'est totalement fâché avec toutes les consonances classiques qu'on lui attribuait.

Quand le pèlerinage pour aller à la rencontre de Dieu est fortement contrarié, tout est dit.

## Yasmina Khadra dénonce une «campagne calomnieuse» de Tahar Bendjelloun



Le romancier algérien à grand succès Yasmina Khadra a dénoncé vendredi, sur un plateau de la télévision française, la campagne calomnieuse menée contre lui depuis une vingtaine d'années par l'écrivain marocain Tahar Bendjelloun. Invité à présenter ses nouvelles parutions, Yasmina Khadra, Mohamed Moulessehoul de son vrai nom, est revenu sur son choix de prendre un nom d'emprunt et a dénoncé la "campagne menée contre lui par l'écrivain marocain Tahar Bendjelloun et les innombrables diffamations et élucubrations chimériques l'accusant de ne pas écrire lui-même ses livres".

Yasmina Khadra a déploré ces pratiques qui l'ont "exclut des institutions littéraires françaises", citant pour exemple son dernier roman, "Le sel de tous les oubliés", sorti en 2020, et qui a été "boycotté par de nombreux médias français". L'auteur a précisé qu'il a choisi de dénoncer ces "basses pratiques" pour "rassurer ses lecteurs et les libraires qui ont toujours défendu son travail".

### Pékin affirme avoir repoussé un navire de guerre américain



La marine chinoise a intimé l'ordre vendredi à un navire de guerre américain de quitter une zone disputée en mer de Chine, a annoncé Pékin, une première depuis l'investiture du président américain Joe Biden. Pékin revendique la quasi-totalité des îles de la mer de Chine méridionale et se plaint régulièrement des opérations américaines dans ce secteur, théâtre d'une lutte d'influence avec Washington.

Plusieurs pays voisins comme les Philippines, la Malaisie, Brunei, l'Indonésie, Singapour et le Vietnam contestent également certaines revendications chinoises dans cette zone, une route-clé du commerce maritime mondial.

Le destroyer USS John S. McCain "s'est introduit dans les eaux territoriales des îles Xisha sans autorisation", a indiqué l'armée chinoise, en référence à ce qui est communément appelé les Paracels, un archipel de petites îles corallines revendiquées par plusieurs pays. "Les forces navales et aériennes ont suivi de près la situation et intimé l'ordre au navire américain de quitter la zone", a précisé dans un court communiqué l'armée. Dans un communiqué, l'US Navy a contredit la version des faits de Pékin.